

Jacques Grand'Maison

Sociologue, Université de Montréal

(1986)

LES TIERS

3. Pratiques sociales

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de soins infirmiers retraitée de l'enseignement au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

à partir du livre de :

Jacques Grand'Maison,

LES TIERS. 3. Pratiques sociales.

Montréal : Les Éditions Fides, 1986, 243 pp.

M. Jacques Grand'Maison (1931-) est sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle réitérée le 6 mars 2004 au téléphone par M. Jacques Grand'Maison et confirmée par écrit le 15 mars 2004 de diffuser la totalité de ses œuvres : articles et livres]



Courriel : jgrandmaison@hotmail.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 9 avril 2013 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Jacques Grand'Maison

sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal

**LES TIERS.
3. Pratiques sociales.**



Jacques Grand'Maison

LES TIERS

3. Pratiques sociales

fides

Montréal : Les Éditions Fides, 1986, 243 pp.

[7]

Table des matières

LES TIERS. **Tome 3. Pratiques sociales.**

[Quatrième de couverture](#)

[Avant-propos](#). Des pratiques aliénantes

[Introduction](#). Des seuils critiques à franchir

I. Évolution de la pratique sociale

Chapitre 1. [Des orientations de pratiques à corriger](#)

Chapitre 2. [Des déplacements prometteurs](#)

Chapitre 3. [Des pratiques ternaires](#)

II. Des stratégies sociales inspirées des tiers

[Introduction](#)

Chapitre 4. [Tryptique d'une évolution historique](#)

Chapitre 5. [Groupes volontaires et pratiques communautaires](#)

Chapitre 6. [Réseaux d'entraide et d'initiative](#)

Chapitre 7. [Pratiques émergentes et stratégies de milieu](#)

[Conclusion](#)

LES TIERS.
Tome 3. Pratiques sociales.

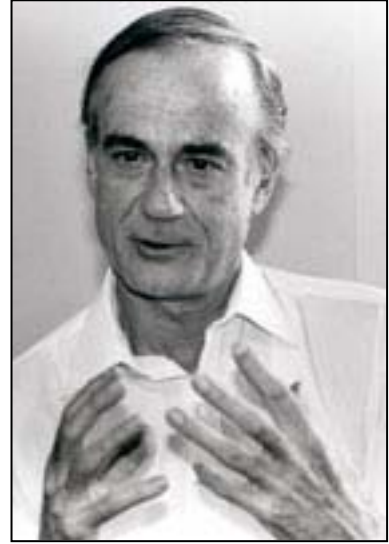
Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

Le deuxième ouvrage a fait état des processus d'exclusion qui entraînent des comportements individuels et collectifs d'orientation manichéenne. Mais il est un autre effet pervers du manichéisme, c'est celui d'inhiber l'action. Ce jeu idéologique d'absolus qui s'excluent, de purs et d'impurs tourne en duels où chacun cherche l'élimination de l'autre. Une telle dérive des conflits mérite plus d'attention au moment où la violence atteint d'incroyables démesures. Il a fallu des millions d'années pour passer du singe à l'homme, mais ce qu'il faut peu de temps pour faire le chemin inverse !

Plus près de nous, dans les pratiques sociales les plus familières, le sort des tiers exclus est peut-être le test de vérité le plus concret de notre degré d'humanité. Nous avons à faire des choix qui étaient moins nécessaires au cours de la récente prospérité. A partir de quoi et de qui les ferons-nous ? L'auteur n'a pas de programme politique en poche. Il propose certaines pratiques inspirées des tiers, qui peuvent contribuer, peut-être, à des nouvelles stratégies de relance. Mais il rappelle avec insistance qu'il est plus facile de faire dérailler un train que d'en construire un ensemble et de la conduire avec efficacité vers des objectifs de justice, de liberté et de créativité.

L'auteur, *Jacques Grand'Maison* est prêtre, professeur à l'Université de Montréal. Il oeuvre dans des mouvements sociaux depuis trente ans. Chez lui écriture et engagement, recherche et enseignement ont été sans cesse reliés les uns aux autres. Il a publié plusieurs ouvrages sur l'évolution de notre société, sur les réformes sociales auxquelles il a contribué. Dans le cadre d'une année sabbatique consacrée à la recherche, l'auteur a ré-interrogé notre itinéraire collectif des dernières décennies, tout en le resituant dans celui des sociétés occidentales. Cette trilogie sur Les Tiers offre une clé de compréhension du tournant actuel. L'auteur insiste : ce n'est là qu'un diagnostic parmi d'autres, un diagnostic qui dégage quelques pistes d'action pour l'avenir. Même si ces trois volumes font partie d'une seule recherche, chacun a sa logique interne et peut intéresser plus particulièrement une catégorie de lecteurs.



[9]

LES TIERS.
Tome 3. Pratiques sociales.

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

En entreprenant cette troisième étape consacrée aux pratiques inspirées des tiers, je suis habité par le scandale de certaines pratiques quotidiennes profondément aliénantes et largement diffusées. Il faut dire que cela m'obsède depuis un bon moment. J'ai déjà écrit sur ces opiums « populaires » qui, isolés les uns des autres, paraissent bien bénins, mais qui, reliés les uns aux autres, créent une sorte de cancer proliférant en déshumanisation, en dépendance chronique, en destruction culturelle, sociale et morale. Je rappelle ces pratiques aliénantes en faisant remarquer qu'elles rassemblent toutes les composantes de ce qu'on pourrait appeler, faute d'autres termes, une prolétarisation. La loterie, opium du hasard ; l'astrologie, opium du destin ; la pornographie, opium de l'abêtissement ; le crédit, opium de la manipulation ; les sports commercialisés, opium de la substitution ; la drogue, opium de l'auto-destruction ; la télévision et la radio permanentes, opium de l'évasion. Ce sont là toutes les cartes de l'aliénation de soi, et du « pays réel ». Or, il s'agit bien de pratiques quotidiennes très répandues et qui ont un effet particulièrement destructeur dans le monde des tiers déclassés, coincés, démunis, impuissants. C'est là un énorme problème [10] social, moral et politique qui ne concerne Pas que. les

tiers. Le fait qu'il soit aussi largement diffusé dans l'ensemble de la population indique déjà que c'est une question brûlante de société, de style de vie, et plus profondément de raisons de vivre.

On me reprochera d'aborder la question en moraliste plus pressé de dénoncer les effets que de comprendre les causes. J'essaierai d'éviter ce piège. Que les pouvoirs eux-mêmes utilisent de telles aliénations collectives donne raison à cette dernière objection. *Mais comment ne pas reconnaître aussi nos propres complicités, nos propres démissions face à ces gigantesques ferments souterrains et quotidiens de fuite, de « déresponsabilisation », de régression psychologique et sociale, et disons le mot, d'infantilisation de toute une population !*

D'autres me diront que je sur-dramatise des comportements qu'on trouve à toutes les époques, dans toutes les sociétés, Jeux de hasard, effervescences collectives du spectacle ou du sport, besoin d'idoles, de rêves et de mythes, quêtes de l'impossible fût-ce dans l'irrationnel, évasions bénéfiques d'un quotidien répétitif, retours inévitables au chaos, dynamique du désordre, sinon de la marginalité. Et puis, à part ça, qui n'a pas besoin de sa petite drogue, de son grain de folie ? La loterie, par exemple, fait partie des conversations comme la « température » dans un univers urbain anonyme où l'on ne sait pas trop comment entrer en communication avec les autres. On en rit, on rêve ensemble.

Les ventes annuelles de Loto-Québec vont bientôt atteindre le milliard de dollars. Soit vingt fois le chiffre de son premier exercice en 1970-1971. Progression annuelle de 14%. Il reste à les inscrire dans le Régime Épargne Actions (REA) !

[11]

Dans le milieu où j'habite, je vois régulièrement chez le dépanneur des acheteurs qui misent sur la série : Mini, Inter, Super, Provinciale et 6/36 en y ajoutant parfois la 6/49. Entre vingt et trente dollars par semaine. Une taxe volontaire disait au départ le maire J. Drapeau. Aujourd'hui le P.D.G. de Loto Québec dit que l'entreprise a atteint « le seuil de la maturité » ! Faut-il pleurer, faut-il en rire ? Eh oui, c'est du capitalisme socialiste : des millions de gens contribuent à la richesse d'un seul... Mais attention, le gagnant, est le plus souvent un gars « ben ordinaire ». C'est donc à la fois du bon capitalisme et du bon socialisme. Égalité des chances, n'est-ce pas ? Jeu et rêve font partie

de l'aventure humaine, alors quoi redire ! Une seule chose, pour le moment, à savoir le retour fulgurant du comportement magique dont la loterie traitée à l'informatique n'est qu'un champ d'expression entre plusieurs. La magie envahit la culture, la religion, la politique et même l'économie. Il suffirait d'une simple décision gouvernementale et nous aurions le plein emploi le lendemain ! Ce phénomène social ne semble pas inquiéter grand monde. Je dois m'énerver pour rien ? Il y a sans doute là-dessous une idéologie ou une théorie qui expliquerait tout ; enfin découverte, on passerait à autre chose. Un éminent écrivain de chez nous m'a soufflé la réponse à l'oreille : « Le gros lot, c'est la réinvention de la fête, et toi, tu n'as pas su le voir ». Merci.

C'est vrai, à bien y penser, les sports, la télé, la bière, l'astrologie, la loterie, ce sont autant de moyens familiers de communication, d'échanges quotidiens et aussi de fêtes, des célébrations, de rêves communs. « Et si en plus de cela, de telles choses aident les gens à vivre, on serait stupide de les leur enlever ou de les censurer ». Il y a une bonne part de vérité dans ces remarques. Je ne vise aucune censure en ce domaine comme dans les autres. Le problème qui me préoccupe est d'un autre ordre.

[12]

Qu'arrive-t-il à une société quand les comportements dominants tiennent massivement de la dépendance, quand on passe une si grande partie de sa vie comme spectateur passif devant la télé, quand on utilise aussi fréquemment toutes sortes de drogues, quand l'attitude de base en est une du parfait consommateur, quand on joue aussi souvent, pour ne pas dire quotidiennement, les cartes du hasard, du destin, ou de l'évasion ou de l'irrationnel, quand la manipulation des forces les plus régressives atteint un degré aussi élevé de raffinement, de conditionnement et même d'abêtissement, quand les solidarités les plus vitales sont substituées par des entreprises du genre téléthon ! Je sais bien que cette attention aux pratiques quotidiennes n'a pas le panache des grands discours idéologiques et des grandes explications scientifiques. Elles sont tellement banales qu'on ne peut que les considérer insignifiantes ou sans importance. Elles ont encore moins d'intérêt que les modes qui passent, Et pourtant !

Le walkman-balladeur, la planche à voile, ce sont des gadgets, des modes de l'heure, mais se peut-il qu'il y ait là-dessous des pratiques, des orientations de comportement qui révèlent, par exemple, un phénomène social d'implosion, de repli sur soi, de décrochage du milieu de vie et de l'environnement réel, sans compter la difficulté de communiquer dans un contexte social et culturel, de plus en plus éclaté ? L'environnement artificiel permanent du « balladeur » permet tout autant de se fuir soi-même que de s'isoler des autres. Le mur sonore bloque dans les deux sens, i.e., ce qui se passe en soi comme ce qui vient de l'autre près de soi.

Voilà un exemple limite d'une pratique beaucoup plus diffusée qu'on n'ose le dire. La télévision permanente en témoigne : on la regarde au salon, à la cuisine et au lit. Et le vidéo à la portée du réparateur du coin [13] peut occuper le temps libre qui reste, et prolonger cette consommation indéfiniment. Mc Luhan, le grand chantre du médium électronique, avouait en bout d'itinéraire que cet outil merveilleux pouvait devenir un terrible instrument d'aliénation. Le dialogue quotidien cède à la télé. Et la vie réelle devient dérisoire au regard de l'écran. Là, on sait tout des autres sans avoir à se déranger, à se commettre, à sa compromettre ou à s'engager. Encore ici, Mc Luhan recule et s'interroge sur la passivité qui en découle. On en vient à se conduire uniquement par les signaux extérieurs qui agissent comme des radars qui vous téléguident. L'écran, le dernier sondage, la dernière mode publicisée, les milliers de messages et de stimuli vous disent quoi penser, quoi faire, quoi choisir en toutes choses. Il y a quelques années, on s'inquiétait un peu de cette question. Mais la critique du médium-message est devenue un cliché. Pourtant ces pratiques aliénantes se sont renforcées au point qu'on n'a plus de distance sur elles pour les remettre en cause. Bien sûr, de temps en temps on s'étonne encore quand, par exemple, vous allez visiter des amis ou des voisins qui, l'oeil rivé sur leur téléviseur, vous écoutent distraitement et ne vous parlent pas vraiment. Nos ancêtres des sociétés les plus primitives auraient jugé barbare et insultant un tel comportement !

Mais il y a plus. La diffusion dans toute la pratique sociale quotidienne du comportement « consommateur » a des effets pervers qu'on ne sait plus reconnaître comme tels, que ce soit au plan individuel comme au plan collectif. Le parfait consommateur est celui qui ne cesse de bouffer de la bouche, des yeux, des oreilles. On bouffe tout, y

compris les autres. Je suis d'une tradition spirituelle qui inverse cette attitude régressive et infantile ; elle rappelle que le plus important ce n'est pas ce qui entre dans la bouche, mais ce qui sort du [14] coeur, ce qui vient vraiment de soi. Là se logent l'humanité, la dignité, la liberté, la responsabilité, la créativité. Nous maintenons ces valeurs, mais nous les ravalons par une pratique dominante que nous avons cessé de remettre en cause, comme si elle était désormais la seule façon de vivre... une sorte de va-de-soi tout naturel et culturel. Du coup, c'est démissionner face à l'enjeu crucial d'une philosophie de la vie fondée sur l'exercice personnel du jugement et sur la capacité de décider en fonction de celui-ci. Pourtant, on n'a jamais autant parlé d'autonomie ! Comment alors expliquer qu'on s'accommode aussi facilement d'une pratique sociale qui contredit radicalement cette dite nouvelle valeur ?

Les grands discours manichéens pour ou contre le néo-libéralisme, pour ou contre l'État, pour ou contre la privatisation, les grands débats du genre « progrès social versus progrès économique » ignorent ce qui est devenu un style de vie, une pratique quotidienne bien avant les rationalisations idéologiques. Je ne nie pas l'influence des structures sur notre vie, mais je m'étonne que tant de critiques savantes refusent presque systématiquement le mouvement inverse, à savoir des styles de vie et des pratiques qui façonnent ou inspirent des orientations idéologiques et politiques, des changements structurels. La politique de privatisation a été précédée par une pratique quotidienne de repli sur la vie privée et individuelle, par une orientation culturelle de valeurs correspondantes, telles l'autonomie personnelle érigée en absolu au point d'exclure toute autre considération.

Or, c'est précisément chez les tiers que de telles pratiques ont eu des effets désastreux. *Les tiers n'ont pas de poids dans l'économie de marché ; ils ne peuvent pas non plus accéder à l'autonomie personnelle sans soutien social de base. L'enfant en est le meilleur [15] exemple. C'est là un des principaux tests de vérité de nos politiques comme de nos idéologies, de nos structures sociales comme de nos pratiques, de nos orientations culturelles comme de nos styles de vie.* Les tiers nous obligent à ne plus séparer ces dimensions dans nos grands diagnostics qui hélas ! s'en accommodent, peut-être pour nous permettre d'occulter à nos propres yeux les contradictions entre nos

discours et nos pratiques. Mais revenons aux pratiques de consommation dont on parle si peu dans les débats politiques actuels.

Les institutions sont de plus en plus considérées comme des « stations-services ». Il faudra bien se rendre compte que la crise de l'appartenance doit beaucoup, entre autres raisons, à ce comportement tous azimuts de consommateur. Ce que Marx a dit du travail-marchandise s'est répandu dans tous les domaines des rapports sociaux. L'argent d'un bord, le produit de l'autre. « Je te paye, sers moi ! » Le service ne va qu'en un sens, ce sont les autres qui doivent bien me servir. « L'autre » doit ressembler au marchand qui se doit d'être dévoué, aimable, attentif, très rapide pour me donner tout de suite ce dont j'ai besoin. Au centre commercial, il y a moi, moi, moi, et les autres sont mes serviteurs. Sans nous en rendre compte, nous transposons ce comportement dans tous les domaines. Parfois l'enfant nous renvoie l'image de ce que nous sommes devenus : « T'es ma mère, fais ta *job* ».

La pratique de consommateur tient lieu de philosophie de la vie : « Plus tu satisfais tous tes besoins, plus tu es heureux ». Mais dans la culture de la consommation la liste des besoins s'allonge aussi artificiellement que celle des produits de l'hyper-marché. Elle n'en finit plus. On n'est jamais au bout de ses besoins. Alors, il ne reste plus de temps pour les besoins des autres. Allez aimer, éduquer, soigner avec une telle pratique, avec [16] cette logique qui consiste à donner le minimum de soi pour obtenir le maximum de l'autre. On comprend que les institutions qui reposent sur des rapports généreux et plus gratuits connaissent la plus grave crise. S'agit-il des graves problèmes des tiers démunis, on s'empressera de renvoyer l'ascenseur à l'État. La militance la plus poussée sera celle qui exigera le plus de l'État, qui chargera le plus sur les responsabilités des autres. Là on ne se gêne pas pour utiliser la corde morale, alors qu'on aura discrédité toute considération de cet ordre pour son propre comportement. Quel pharisaïsme ! En plus moderne, quelle fausse conscience idéologique !

Nous ne pouvons pas contester l'idéologie néo-libérale qui enjoint les tiers démunis de vivre selon leurs moyens, c'est-à-dire, en dessous du minimum de dignité, et maintenir nous-mêmes une pratique de consommation sans hiérarchie de valeurs... gaspilleuse à souhait, couplée d'un maximum de services étatiques pour les bien lotis et d'un minimum de contribution fiscale. Le rapport McDonald affirmait ré-

comment que le gaspillage gouvernemental est autrement plus considérable que la somme de ces petites fraudes que se permet une petite minorité de tiers déclassés qui cherchent à survivre. Mais nulle part, il n'est question des modes de vie tous définis par une pratique de consommation anti-sociale.

Le verbe haut, on se scandalisera « politiquement » de cet État libéral qui s'en prend aux plus faibles, mais sans s'interroger sur ses propres pratiques. Je sais que je répète ici des choses que j'ai dites et redites depuis nombre d'années. C'en est même gênant. Mais enfin, comment ne pas le faire, quand les discours et les pratiques en ce domaine n'ont pas changé d'un iota, comme si ceux-là et celles-ci ne faisaient pas partie de la grande et noble « conscience politique ». Seule conscience qui a droit à ce nom, parce que toute autre [17] considération, par exemple éthique ou normative, tiendrait du moralisme le plus éculé, en contradiction avec la « neutralité » qu'exigerait le pluralisme culturel ou autre. Les nouveaux poncifs sont aussi peu critiques d'eux-mêmes que ceux d'hier. Il en va de même des nouveaux tabous et des nouveaux interdits. Si vous osez parler de générosité, d'esprit de service, de gratuité, vous êtes accusé d'être un vieil humaniste attardé, « droitiste », sinon inculte politiquement, et sans rigueur d'analyse sociale. Que voulez-vous, je n'y puis rien... je n'arrive pas à comprendre comment on peut réclamer le maximum de services et moquer en même temps l'esprit de service et les pratiques correspondantes. Le dégoût des discours idéologiques et de certaines militances, dégoût qu'on constate chez un nombre grandissant de citoyens, n'est pas étranger à ces incroyables contradictions. Le recours à l'explication fourre-tout du fameux « virage à droite » est vraiment trop facile, trop commode. Penser que la question du « marché » ou de la privatisation n'est qu'une affaire néo-libérale, c'est laisser tomber des grands pans de réalité où l'on est soi-même concerné dans ses pratiques quotidiennes, fût-ce la pratique du consommateur qui ne prend en considération que ses propres besoins, désirs ou appétits, sans s'interroger sur la portée sociale de ses choix.

Le retour au singe

Je me suis attardé à une seule de ces pratiques aliénantes que j'ai mentionnées plus haut, à savoir la pratique de consommation transposée dans tous les domaines. Qu'on me permette d'aller plus loin dans ce coup de sonde. Il y a ici des dessous sociaux qu'on ne saurait ignorer. Par exemple, les seules institutions qui marchent bien et à plein, sont les centres commerciaux, les institutions de crédit, les agences de publicité, les [18] sports commercialisés, la loterie, bref tout ce qui relève de la pratique du parfait consommateur. Séduits par ce modèle, certains veulent le reproduire partout puisqu'il a la promesse d'un succès assuré.

Quel succès ! Voyez comment les média électroniques sont empoisonnés par un magma énorme de messages publicitaires abêtissants, assourdissants et assommants. Ce consumérisme réussit ce que le fascisme n'a pu faire dans nos sociétés occidentales. Suis-je manichéen à mon tour ? Peut-être. Mais ce magma quotidien d'aliénation est tellement massif que je ne puis en minimiser l'importance. Il y a quelque chose du retour au singe dans ce conditionnement systématique. Le consommateur parfait, c'est le singe qui imite tout, qui obéit à la moindre stimulation. *Il a fallu des millions d'années pour passer du singe à l'homme, mais ça prend un rien de temps pour revenir de l'homme au singe.*

Nous sommes trop peu conscients de nouvelles formes de barbarie au milieu de nous. Nous ne débattons que des excès comme la pornographie, le viol, les violences gratuites, etc. Mais nous n'osons avouer que des pratiques quotidiennes de convoitise, d'envie, érigées en style de vie et en système social puissent être une des sources principales de telles violences. Celles-ci peuvent venir, en partie, de l'exaltation illimitée et inconsidérée du désir-plaisir comme unique repère de conduite de la vie. Désir-plaisir à n'importe quel prix. Voilà un dictat tellement unilatéral qu'il devient le seul impératif à considérer, le seul chemin de bonheur.

Ce qu'on a oublié dans cette théorie-pratique psychologique, c'est le contexte social où elle s'inscrivait, à savoir une culture de consom-

mation qui allait s'approprier cette exaltation du désir-plaisir pour l'orienter vers [19] des objectifs souvent frelatés qui vous dévorent, vous aliènent, et entretiennent une perpétuelle frustration de par leurs fausses promesses de bonheur. Bonheur-bidon où on se fait faire la fête, comme de plus en plus on se fait faire l'amour. Sorte de prolongement naturel du marketing, de ces agences où l'on vous prend en charge !

Autonomie quand tu nous tiens !

À ces pratiques se rattachent d'autres pratiques ennoblies par la valeur suprême de *l'autonomie* personnelle érigée en absolu. Là aussi des nouveaux interdits vous refusent toute mise en cause, toute distance critique, même dans le cas de contradictions graves. Jetons un autre coup de sonde. L'autonomie est devenue le point focal de toute la conduite de la vie. Quelles sont les pratiques réelles qui accompagnent cette autonomie, qui lui donnent effectivement ses orientations ou qui expriment ses contenus ? Quels liens cette autonomie « privée » a-t-elle avec les requêtes d'altérité, de solidarité dans les rapports sociaux concrets et quotidiens, dans les pratiques de travail ou d'éducation, dans les relations amoureuses ? Quelles pratiques morales véhiculent-elles ? Quels choix commandent-elles ? Qu'arrive-t-il quand l'autonomie individuelle est érigée en critère absolu, unique même dans des situations où la décision personnelle est intimement reliée à d'autres décisions, à d'autres personnes ou à des conséquences sociales que d'autres devront aussi assumer ? Comment concilier cette autonomie totale du moi qui décide avec l'inévitable « normatif » minimal qui permet le vivre ensemble et une certaine cohérence sociale sur une assise juridique commune ? N'y a-t-il de droits et libertés que dans la foulée de cette autonomie ? Ne faut-il pas une trame sociale pour les relier, les situer les uns par rapport aux autres, sinon ce sera la foire d'empoigne d'autonomies [20] absolues qui s'excluent, de droits irréciliables, de libertés qui s'abolissent entre elles ? *Se peut-il que le dit « progressisme » de l'autonomie maximale et sans contrainte débouche sur des comportements a-sociaux, anti-politiques, régressifs et infantiles ? Qu'en est-il des dures exigences de maturité qu'appelle*

une autonomie qu'on voudrait contradictoirement facile et non gênante ?

Qu'advient-il de cette valeur dans le monde des tiers sans pouvoir qui ont besoin de fortes solidarités pour s'affirmer, y compris comme individus, parce que là, plus qu'ailleurs, on a peu de « marge de manœuvre » personnelle ? Dans les classes sociales arrivées, sinon bien loties, on peut souvent compter sur un fort tissu de relations déjà acquis ; il ne reste qu'à affirmer sa propre individualité et son autonomie personnelle. Ce n'est pas le cas des tiers déclassés, atomisés, isolés, « anonymisés » qui n'ont pas plus de liberté qu'en a leur milieu. Il arrive même que leur tissu familial, quand il n'a pas été déchiré, soit leur seul point d'appui d'équilibre personnel.

Ce constat ne nous amène-t-il pas à interroger certaines pratiques de la révolution « subjective » qu'on transpose directement des classes bourgeoises ou moyennes au monde des tiers ? L'expérience récente en celui-ci m'a fait découvrir les effets désastreux de ces nouveaux modèles qui conviennent à des individus qui ont de fortes assises de relations, de travail, de revenus. Le nouveau célibat séculier (!) de la nouvelle classe des promus-parvenus n'est pas à la portée de tous... loin de là ! Avec la sécurité d'emploi absolue et une foule de protections sociales et financières, on peut même « se foutre de tout le monde et de son père » sans trop d'inconvénients ; on peut se défaire de toute attache, y compris une loyauté minimale envers n'importe quelle institution, y compris celle d'où l'on tire son salaire ; on [21] obligera son syndicat à défendre des « causes personnelles » que ni le bon sens, ni l'éthique, ni le minimum du sens des responsabilités ne sauraient justifier ; on poussera tellement loin son autonomie que même les liens affectifs les plus profonds seront relégués au bas de l'échelle de la longue liste de ses priorités individuelles. Caricature ? Exagération ? Diable, que d'exemples les uns et les autres nous pouvons donner d'un pareil état de choses où sous prétexte d'éviter tout moralisme, on s'épargne de prêter attention à ces pratiques courantes qui ont pourtant une énorme portée sociale et politique... déshumanisante.

Idéologies et styles de vie

N'est-il pas étonnant que modes et styles de vie soient pratiquement absents des grands discours idéologiques de tous ordres, des débats politiques, des problématiques sociales savantes et sophistiquées ? Qu'on me permette d'insister à nouveau. Je veux bien qu'on dénonce les travers de la dite « idéologie du vécu », mais si c'est pour occulter le sol quotidien des pratiques réelles et des objectifs concrets qu'elles révèlent, je crains que ce soit là une fausse conscience critique, une façon détournée pour éviter un terrain où l'on est soi-même concerné, et cela sans échappatoire. Si l'idéologie du *vécu* masque les grandes questions structurelles où le verbe politique parle haut et fort, il se pourrait bien que celui-ci, à son tour, serve à cacher les pratiques où l'action et la vie se déroulent effectivement, là où on découvre qu'on fait partie du problème et qu'on a peut-être aussi quelque chose à dénoncer ou à critiquer dans sa propre vie. Voyez comment la situation des tiers est aseptisée par un traitement statistique abstrait, et ramenée à de nobles objurgations politiques sur l'inhumanité de l'État, de l'ordre établi, de l'idéologie dominante. Ici [22] la morale refait surface, mais c'est toujours pour juger autre que soi, quand ce n'est pas pour la loger dans le mythe de la structure vertueuse par elle-même.

Je charge à dessein pour forcer la réflexion en sens inverse et pour l'orienter vers cet autre bout de la lunette sociale qu'on utilise de moins en moins. D'entrée de jeu, je me suis limité à quelques pratiques. J'aurais pu m'attarder, par exemple, à cet énorme paradoxe des pratiques rigoureuses de conditionnement physique et de sport au regard des pratiques mollasses dans les domaines de l'esprit, du cœur ou de la conscience, en éducation, au travail et ailleurs. Ce qui est tabou ici, devient là un idéal. On y reconnaît l'autorité de l'entraîneur, l'importance de faire corps et de tirer dans le même sens, de respecter des règles du jeu communes. Ces qualités reconnues au stade deviennent des vices de droite partout ailleurs. *Ne reste-t-il que le sport pour nous apprendre comment un groupe peut fonctionner efficacement, avec bonheur et plaisir, motivation et saine solidarité ?*

Eh oui, il y a tant de choses précieuses à tirer de cette modeste observation des pratiques courantes. À ce chapitre, j'ai noté plus d'une

fois que des professionnels parfois très sophistiqués étaient tout à fait démunis face aux problèmes les plus ordinaires de la vie. Cela dit, non pas pour sous-estimer l'apport utile et nécessaire des experts, mais l'appauvrissement de ces modestes champs d'expérience où la boussole convient mieux que le radar ou le laser, où le simple exercice d'un bon jugement vaudrait peut-être mieux que la mise en place d'un gros comité ou d'une commission d'enquête. Ce qu'on a pu charger en structures, mécanismes et processus même là où il s'agissait de pratiques relativement simples de transactions quotidiennes.

[23]

J'écris ces choses avec mauvaise conscience parce que je crains toujours la remontée d'un vieil atavisme de braconnier, d'un vieux préjugé anti-intellectuel, anti-éducation, anti-technique qui a été désastreux dans l'histoire du Québec. Je ne veux pas retourner au village d'hier, isolé, replié sur lui-même avec une vie faite d'expédients, de travail à la mitaine et d'autodéfense frileuse sans horizon de risque, d'audace, de création. Je reviendrai plusieurs fois sur ce piège. Mon souci de centrer l'attention sur les pratiques s'inscrit dans notre contexte contemporain où contre toute attente, on trouve sous des modes modernes ce que nous avons considéré comme le plus haïssable dans l'héritage historique reçu. Sous les structures les plus *up to date*, renaissent des vieilles pratiques cléricales, « politicailleuses », et des procès interminables de clôtures.

Bien sûr, il n'y a pas que des pratiques aliénantes dans notre expérience récente et dans le champ social d'aujourd'hui. Il sera question de nouvelles pratiques intéressantes, dynamiques et prometteuses. J'y consacre la plus grande partie de cet ouvrage. Mais j'ai voulu, au départ, enfoncer une résistance que je sens constamment dans mon travail social dès que je ramène les discours tenus aux pratiques qui les accompagnent, les soutiennent ou les contredisent. Je sais trop l'urgence et l'importance d'agir pour ajouter au bonheur malsain d'éternels opposants qui sont à l'aise seulement quand ils peuvent être « contre ».

Dernière remarque. Les sciences humaines nous ont appris, avec raison, à démystifier les illusions et les simplifications du bon sens. Il est temps d'accorder à la démarche inverse sa part de vérité. Si cet itinéraire a quelque valeur, je n'en aurai aucun mérite parce que de bout en bout je n'aurai été que l'écho de ce que les tiers m'ont appris. Fût-ce

le goût de donner aux réalités les [24] plus humbles de la vie leur grandeur humaine, leur profondeur sacrale, leur âme quoi ! Et cela jusque dans le respect des mots où les humbles expriment leur dignité. Je revois encore l'oeil vif, fier et scandalisé de cette tête blanche qui disait : « Autrefois, les gens âgés avaient un beau nom, ils s'appelaient des vieillards. Aujourd'hui, on nous dit que nous sommes *des usagers* » ! Des bénéficiaires, des assistés. Ces êtres de trop, ces êtres dont la société n'a pas besoin pour fonctionner, nous révèlent pourtant tant de choses importantes sur la vie, sur nous-mêmes. Ils nous rappellent que le plus spécifique de l'être humain, que sa transcendance propre, c'est de valoir pour lui-même et non en fonction du portefeuille, ou du statut social. En ce sens, les tiers sont des êtres de grâce qui peuvent nous sauver de la barbarie. Une barbarie qui ne cesse de renaître jusqu'au sommet des civilisations les plus prestigieuses. Est-ce folle foi ou pieux humanisme de penser que nous renaîtrons avec eux ?

[25]

LES TIERS.
Tome 3. Pratiques sociales.

INTRODUCTION

Des seuils critiques à franchir

[Retour à la table des matières](#)

La figure dominante du salarié qui a marqué la période de croissance d'après guerre vole en éclats. Au travailleur régulier et permanent succède une multitude de nouveaux visages : temps partiels, temporaires, surnuméraires, travailleuses et travailleurs « au noir », ménagères involontaires, chômeuses et chômeurs, assistés sociaux, sans statut de toutes sortes... mi-étudiants, mi-travailleurs et mi-chômeurs. De New York à Londres, de Milan à Bruxelles, de Paris à Montréal, les formes d'exclusion du marché de l'emploi, bien que changeantes et variées, s'apparentent. Au coeur du capitalisme avancé, ce sont aujourd'hui plusieurs dizaines de millions de personnes qui se retrouvent sur des voies de la marginalisation ¹.

Les statistiques sont accablantes, mais nous sommes si habitués à cette froide mathématique qu'elle n'a pas plus d'effet de conscience qu'un sondage d'opinions. 30 ou 40% de chômeurs chez les jeunes ou 15% d'indécis avant la prochaine élection, cela fait partie du jeu de la [26] politique-spectacle et des media du jour. Banalisation des enjeux, marketing, téléthon-festival de charité. L'image se substitue au réel.

¹ M. LESSARD, *Les Vagabonds du Rêve*. Montréal, Boréal, 1986, p. 9.

Quelques émois un peu plus humains attirent l'attention un moment de manchette, comme ce fut le cas lorsqu'on a fait peser sur l'ensemble des assistés sociaux un soupçon de fraude systématique, vite oublié dans l'engouement de la Coupe Stanley ou du spectacle de l'idole « à la magie rose ». Les vrais problèmes humains ne font pas le poids avec les derniers résultats de la « loto ». Et dire que l'on parle de la fin des rêves ! On souhaiterait un peu plus d'attention au pays réel, et surtout au sort de ceux qui y vivent à grande peine.

Dans cette nouvelle normalité du plus beau galbe, d'une juvénilité prolongée, d'une liberté sans contrainte, d'une autonomie sans attaches, d'une sécurité d'emploi et d'investissement sans perte ni partage, tout écart de la copie conforme apparaît comme une faillite monumentale. On comprend que les tiers déclassés s'isolent, se cachent, se fassent anonymes tellement ils se sentent en contradiction avec cette inaccessible normalité qui s'impose encore malgré un contexte socio-économique qui exige de toutes autres priorités... des solidarités, des partages, des investissements, des générosités, des chantiers, et disons les mots bannis, des sacrifices coûteux, des efforts collectifs, des engagements désintéressés, bref des comportements et des pratiques qui vont à l'encontre de toutes ces thérapies interminables du « moi » serinées sur toutes les ondes. Alors que le vocabulaire du nombril prolifère, celui de l'altruisme perd toutes ses lettres de noblesse et d'humanité. On moque la dite « idéologie communautaire ». La « solidarité » serait un slogan vide pour les pancartes de manifs syndicales ou autres. Et la « générosité » fait partie des nouveaux tabous et interdits. Bien sûr, il reste les droits, mais leur impact dépend de votre force de [27] frappe ou de chantage. Les restrictions budgétaires se tournent vers les catégories de citoyens les plus faibles, après avoir reculé devant ceux qui criaient le plus fort, devant les états majors corporatistes et financiers capables d'imposer leurs intérêts maximaux.

J'ai suivi l'évolution récente de ce fort contingent de la population que constituent les petits salariés du secteur privé. En quelques années, j'ai vu bien des familles passer de double salaire à un seul, puis à l'assurance-chômage, puis au bien-être social (!). Ce monde modeste, fier de gagner sa vie, souvent très sain dans sa façon de vivre, dans sa gestion budgétaire, a perdu le fruit de plusieurs décennies de travail acharné, d'épargne rigoureuse, sans compter une dignité qui n'a cessé de m'étonner depuis le début de mon engagement social et

pastoral, il y a déjà trente ans. Dans mon milieu, semblable à tant d'autres de la société, c'est ce monde anonyme, éreinté qui s'additionne aux assistés sociaux et aux jeunes en chômage ; c'est ce monde qui entoure silencieusement des institutions publiques susceptibles de les servir. Le personnel de celles-ci occupe tous les créneaux des revendications les plus raffinées, des avantages les plus progressistes, en plus de la sécurité absolue d'emploi. Je l'avoue, ce drame que j'ai sous les yeux quotidiennement m'obsède. Et je me retrouve dans ce sentiment d'impuissance que décrit si justement M. Lessard.

Je devais continuellement rencontrer des travailleurs et des travailleuses laissés pour compte dans la crise, discuter avec des jeunes sans emploi, chercher avec des représentants des groupes populaires ou sociaux des voies possibles de ripostes communes... Je tentais avec une imagination romantique, de faire apparaître quelques lueurs d'espoir là où il n'y avait plus d'étincelle, d'ouvrir des perspectives de luttes là où tout était bloqué, de faire émerger des solidarités inédites qui [28] devaient dépasser les cadres plutôt étroits de la scène habituelle des conflits sociaux. Il me semblait devenir l'expert des défis impossibles, le dernier intellectuel organique du « jusqu'aboutisme », le copain sympathique des causes perdues...

Ce qu'il y avait de plus dérangeant pour briser cette fausse impression de solitude salvatrice, c'était le dénuement, la générosité et l'intelligence de ces travailleurs face à des réalités qu'ils n'avaient jamais imaginé devoir affronter un jour. Il fallait assister, lors d'une assemblée générale, à l'annonce de la fermeture d'entreprise pour réaliser à quel point était grand le désarroi. Il fallait aussi, trois mois, six mois, un an, deux ans après une fermeture, assister à une autre assemblée du même syndicat qui persistait à exister toujours, où les uns et les autres se racontaient, avouaient après quelques hésitations leur difficulté à trouver un emploi et, s'ils en avaient un, décrivaient avec malaise et indignation les conditions souvent misérables dans lesquelles ils devaient l'exécuter. Au sein même de ces assemblées qui avaient d'ailleurs perdu le caractère protocolaire d'antan, il fallait aussi entendre le refus de la fatalité, le souci de s'organiser et d'imaginer des solidarités nouvelles qui devaient dépasser tout ce que ces syndiqués avaient pu imaginer dans les luttes éclatantes qu'ils avaient dû mener antérieurement. Enfin, lorsque tout semblait piégé, les stratèges épuisés, à bout de souffle et d'idées, souvent une voix surgie de quelque part dans la salle, timide, éteinte, troublée, tellement loin de la façon coutumière de dire les choses, pouvait pour des mois encore faire démarrer la lutte et refaire le plein d'espoir... (pp. 10-11).

Les statistiques sur la « crise » ne disent pas grand-chose sans ces visages humains qui la vivent le plus durement. Et je crains les grands discours idéologiques et politiques qui ne les ont pas fréquentés vraiment. Je veux bien qu'on marque les limites des pratiques locales, partielles, émergentes de ces regroupements fragiles de [29] tiers, de ces micro-projets dont on parle ici et là dans le Tiers-Monde. Je reconnais l'amplitude politique des défis. Je sais la tentation en haut lieu de renvoyer l'ascenseur à la base sociale, aux « dynamismes locaux ». Je ne rêve pas d'une troisième voie qu'une certaine critique reçue et facile flaire dans ces efforts précaires et ces pratiques d'émergence. Je n'ai pas en poche un grand projet collectif qui tiendrait lieu d'alternative, de nouveau modèle de société, sinon de théorie sociale inédite. Je voudrais préciser simplement un ensemble de pratiques qui m'apparaissent pertinentes. Des pratiques qui ne concernent pas que les tiers, et qui peuvent s'exercer aussi dans beaucoup de nos institutions.

Mon pari des tiers c'est de faire entrer dans le débat politique des enjeux humains irréductibles qui invitent au meilleur de nous-mêmes et nous empêchent de gommer les vrais problèmes, les choix à faire, les priorités, les objectifs, et disons ces autres mots tabous, les exigences morales incontournables. Je le répète : on ne trouvera pas ici un programme de parti, une idéologie du genre « Small is beautiful ». Je suis trop préoccupé du nécessaire génie des ensembles pour ne miser que sur les « dynamismes locaux ». À ce chapitre, je tiens à souligner une autre de mes obsessions.

L'inefficacité collective

Je m'inquiète depuis un bon moment de ce que je pense être une question cruciale pour notre présent et notre avenir. Une question sans cesse refoulée, contournée, noyée, niée. Une question souvent abordée à partir des causes extérieures à nous-mêmes. Il s'agit de notre « inefficacité collective ». À chaque fois que j'en parle, je reçois une bordée d'invectives, sinon d'objections. [30] On s'empresse de me donner des exemples authentiques de réussites indéniables : Hydro-Québec, le Mouvement Desjardins, la Régie des Rentes du Québec, Provigo, Bombardier, Lavalin, SNC, etc. Et je me sens malvenu d'évoquer à

mon tour les Olympiques, Sidbec et tant d'autres faillites. En surface, il semble y avoir équilibre entre les actifs et les passifs. Nos endettements « publics » ne seraient pas plus lourds que ceux de nos voisins (ce qui est à discuter : 60 milliards seulement pour le Québec !). Et puis n'y a-t-il pas eu cette preuve irréfutable de notre créativité collective au cours des années 60 au démarrage de la Révolution tranquille ? Mais que s'est-il passé depuis ?

La mise en marche des nouvelles structures était à peine amorcée qu'on les remettait en cause dans des combats manichéens, des arrêts répétés de la machine, des débats dogmatiques et idéologiques qui n'avaient rien à envier de nos vieux mythes dénoncés au cours des années 50. Bien sûr, il y a eu une suite de crises mondiales qui nous ont atteints gravement. Mais il est des terrains où les problèmes dépendent davantage de nous-mêmes, tels nos institutions publiques. Je parle ici comme francophone. Qui ose dire publiquement que les hôpitaux anglophones du Québec sont organisés et fonctionnent d'une façon plus efficace que les hôpitaux francophones, et cela dans le même régime de base ? On allèguera cinquante-six raisons, sauf celle de notre inefficacité collective et de nos propres défauts en ce domaine. Même silence à propos de l'école et des autres institutions publiques. Par exemple, les dépenses administratives courantes de nos commissions scolaires québécoises équivalent à la moitié des dépenses globales au Canada à ce chapitre. Dans le même contexte de comparaison, les écarts de coût par étudiant, par lit d'hôpital nous interrogent sur notre efficacité collective. À chaque fois que le problème est soulevé, chacune des parties concernées [31] en attribue la faute aux autres, ou tout simplement noie la question dans des considérations souvent étrangères au problème lui-même. Dans la mesure où il y a là un problème de société qui nous concerne tous, nous ne pouvons plus le contourner.

Ce que Freud a dit du discours « occultant » dans la psychologie individuelle est aussi vrai dans les discours idéologiques. « Quand quelqu'un redoute le contact avec la réalité, les mots sont interposés comme un rideau pour séparer celui qui parle aussi bien de son milieu que de son propre corps. » Cela me semble encore plus évident dans les discours collectifs. Marx n'a pas parlé sans raison de fausse conscience idéologique. Et le philosophe Bachelard n'a pas tort de dire que l'intelligence du concret est plus exigeante que celle de l'abstrait.

Quand, à ce défi, s'ajoute une tournure manichéenne de l'esprit, on s'éloigne encore plus du réel. Tout cela invite à nous distancer un peu plus du discours et à regarder de plus près nos pratiques. Voyez comment on interprète les résultats des sondages d'opinion... comme s'ils étaient le portrait exact du réel. Or, on sait pourtant qu'il y a souvent un fort écart entre ce que les gens disent, ce qu'ils pensent vraiment et surtout ce qu'ils font réellement. Pendant que nous discutons, d'autres construisent et occupent le terrain. Voyez la tournure de nos débats sans fin dans le sillage du plus pur manichéisme.

On discute abstraitement de social-démocratie et de post-social-démocratie, de l'État-*business* versus l'État-providence, de marché versus bureaucratie, de capitalisme versus socialisme, de virage à droite ou de néo-libéralisme, de privatisation-panacée, d'idéologie communautaire, de volonté politique. *Un peu tout le monde s'en prend à l'État, mais personne ne veut concrètement qu'il se retire du champ précis où il soutient financièrement [32] ou autrement tel ou tel champ d'intérêt particulier. Est-il une seule coupure budgétaire qui n'ait soulevé un tollé. On est en général contre l'État, mais en particulier, on attend tout de lui. Je ne connais pas de discours plus contradictoire et schizoïde.* L'échec des tentatives néo-libérales des partis au pouvoir en témoignent, mais ce sont les mêmes discours qui continuent autour d'étiquettes idéologiques dont on ne sait plus très bien le contenu. Oh ! je sais qu'il est facile de discréditer à peu près n'importe quel discours non seulement avec le sur-équipement critique qu'on s'est donné, mais aussi dans un contexte éclaté qui défie les explications et les stratégies les plus sophistiquées.

Les constats se neutralisent. D'une part, l'échec de l'État-providence avec ses lourdeurs bureaucratiques et sa culture de la dépendance ; d'autre part, l'inhumanité de l'État-*business* qui n'aurait d'autre but que la rentabilité dans un cadre de marché, celui-ci définissant les orientations et les pratiques d'institutions qui ne pourront jamais être rentables. De temps en temps percent des diagnostics qui éclairent un peu la situation. Dans la cacophonie des débats sur le libre-échange avec les États-Unis, J.-P. L'Allier, par exemple, tient ces propos sensés : « Seuls les pays les plus forts peuvent se développer en s'appuyant essentiellement sur leurs entreprises privées car leurs entreprises privées sont aussi, presque par définition, les plus puissantes sur la scène internationale. Elles font la loi... Plus les pays sont

petits, plus les entités collectives sont dépendantes sur le plan économique, plus elles doivent se constituer en elles-mêmes des moyens de protection et de développement social et culturel que la simple application des règles du marché ne leur donnerait pas ».

Mais nous savons bien aussi qu'il nous faut une économie dynamique capable de faire sa place dans l'économie internationale. La critique de l'économie des autres a trop souvent servi d'alibi pour masquer nos [33] passifs en ce domaine. Et la critique idéologique du virage technologique a d'étranges résonances dans une société qui commence à peine à s'y mettre. J'ai déjà souligné les transferts inconscients de ce qu'il y a de plus régressif dans notre héritage religieux, tels ces deux attitudes aussi fausses l'une que l'autre de considérer la technologie tantôt comme un tabou, tantôt comme un moyen magique.

Bon gré malgré, nous sommes obligés de travailler sur plusieurs fronts à la fois : une scolarisation plus poussée, des besoins sociaux accentués par la récession, une forte relance économique, une organisation étatique plus efficace. Y a-t-il place pour des choix ? Sans doute pas dans ces tâches essentielles, Faut-il se replier sur des considérations plutôt d'ordre éthique ? Remises en cause de styles de vie, de consommation, de pratiques de travail qui vont à l'encontre d'objectifs et d'investissements collectifs coûteux en argent, en énergie, en dévouement désintéressé. Ce genre d'approche est jugé « plate vertu ». Peu importe la vérité des constats qu'il porte. *Par exemple, peut-on vouloir en même temps les derniers gadgets de la consommation nord-américaine et les meilleures politiques sociales au monde ? Plaider une société plus solidaire par la diminution des heures de travail pour la création d'emplois nouveaux, mais sans la moindre perte de salaire et de bénéfices sociaux de tous ordres, y compris une prime d'enrichissement collectif, comme le voudrait le syndicalisme du secteur public, au grand scandale des travailleurs du secteur privé qui trouvent ce discours aberrant économiquement ou autrement.* La plupart des plaidoyers sur le plein emploi taisent systématiquement les factures à payer, les sacrifices à faire, les énergies à déployer... suffiraient une volonté politique des gouvernements et la mise à contribution obligée des grandes entreprises. Trêve de moralité, puisque celle-ci semble hors du réel, sinon [34] irréaliste. Pourtant on ne s'en prive pas pour stigmatiser ses ennemis idéologiques ou autres, et cela dans la plus pure veine manichéenne.

Reste entier le problème que j'ai soulevé plus haut, à savoir notre inefficacité collective. Dans l'ouvrage précédent j'ai montré comment le comportement manichéen peut être inhibiteur de l'action. Je voudrais le rappeler ici succinctement. C'est une conviction que je tire de mes trente ans d'engagement dans des projets sociaux.

Purs, sans compromis, mais stériles

Les « purs » exerçaient au milieu de nous la noble fonction critique qui les drapait de vertu, de bonne conscience et d'idéal irréfutable. La moindre initiative leur apparaissait piégée, susceptible de récupération. Présents aux luttes d'opposition et de contestation, ils disparaissaient au moment de la mise en marche des chantiers, ou bien ils devenaient des saboteurs qui faisaient constamment renaître des conflits, toujours au nom d'une pureté qui les légitimait.

Le compromis, même entre pairs d'un même projet, devenait, à leurs yeux, le signe d'un réformisme pire que le statu quo. Celui-ci étant plus net, plus facile à pourfendre, ils pouvaient ainsi maintenir intact leur parti pris absolu et leur idéal inentamé. Ils n'ont jamais compris que la vie est faite de transactions quotidiennes marquées par des choix, des compromis, des essais, des risques, des reprises.

Le mot de Jouhandeau me revient à l'esprit quand je songe à la pureté manichéenne de ces militances [35] idéologiques, dogmatiques ou sectaires : « Placé entre l'abject et le sublime, on ne vit que dévorant ou dévoré », sans ce relais du compromis qui accompagne le savoir-faire. Ainsi, on s'installe sur les plus hauts créneaux pour juger tout le monde et son père, avec de grandes idées qu'on n'a jamais éprouvées soi-même dans la moindre entreprise. Les militants purs, à la limite, savent faire dérailler le train, mais ne comptez pas sur eux pour en faire un. Ils ressemblent à ces intellectuels au cœur pur qui ne se salissent jamais les mains. Plutôt la démission que la compromission. Ce réflexe qui est leur marque de commerce est trop fréquent pour ne pas y voir un signe assez évident de leur angoisse, de leur peur, de leur refus face aux risques et aux limites de toute entreprise humaine.

Finitude de la vie, de l'homme, de l'histoire, voilà ce que les purs ne supportent pas. Mais ces pèlerins de l'absolu ne sont-ils pas plus nobles que nous ? Ne nous forcent-ils pas à un incessant dépassement ? Ne nous délivrent-ils pas des tentations de composer avec les injustices, ou de les accepter avec résignation ? Bref, un rôle nécessaire, sinon utile, et parfois prophétique. Je suis prêt à le reconnaître, mais avec une réserve très importante : quand on est absolu, on a peine à jouer un rôle parmi d'autres. Le complexe de l'absolu s'enferme le plus souvent dans une totalité fermée, figée, irréfragable, irrécusable. Ceux qui ont voulu faire de cette terre un paradis, en ont fait un enfer, disait Lord Acton. Et Dubos d'ajouter : les utopies formulées d'une façon trop définitive deviennent vite une prison. Ce qui ne l'empêchait pas d'ajouter que l'espèce humaine a le pouvoir de changer le cours de son évolution sociale, et d'y voir la clef de voûte de son caractère unique parmi les autres espèces animales (*Choisir d'être humain*, Denoël, 1977, p. 166-167).

[36]

Cette dernière remarque me permet de souligner que mon plaidoyer pour le compromis s'inscrit dans une volonté de changement, dans une dynamique d'action, et non dans une logique de mort, sinon de résignation. Je me sens en connivence avec cette nouvelle conscience qui surgit à la fin de ce siècle, nouvelle conscience réfractaire à tous ces absolus religieux, idéologiques, politiques ou autres qui ont été à la source d'une escalade incroyable de violence, d'exclusion, de génocide, de domination, même dans le cas des révolutions les plus généreuses. Bernanos disait, il y a cinquante ans : « Si les choses continuent de la sorte, nous aurons à la fin du XXe siècle, une majorité de dictatures et une poignée de démocraties qui se suicident ». Quelle prophétie !

La démocratie ne peut vivre et grandir sans une volonté de compromis. Voyez sa dérive, chez nous, particulièrement dans les luttes de pouvoir et d'intérêts qui disputent le gâteau public, les ressources communes. *The sky is the limit*. Je devrais dire l'absence de mesure, de proportion, de limite. Les compromis ne sont, le plus souvent, que stratégiques, hypothétiques pour emporter la caisse, en attendant le pouvoir unique et absolu.

La gauche ne fait pas ce qu'elle dit, la droite ne dit pas ce qu'elle fait. Mais chacune joue les purs. Nous allons vers ce genre de polarisation absurde, qui par la Loi, qui par le Droit, qui par le Pouvoir, qui par l'Avoir. Ces élites qui se battent entre elles visent toutes une position de « monopole absolu » (Illich) qui permet de faire chanter toute une population impuissante. Une démocratie ne peut accepter cette situation de chantage, qu'elle vienne d'un monopole financier, d'un monopole politique, d'un monopole professionnel ou syndical.

[37]

La génération qui nous suit va nous monter un terrible procès :

Vous avez fait de la politique votre seule industrie nationale ; vous avez fait des institutions publiques des foires d'empoigne, paralysées par des combats inextricables et sans issue ; vous avez fait de l'État une locomotive tellement compliquée que plus personne n'arrive à la diriger ; vous avez fait de vos idéologies, de vos intérêts des absolus qui s'excluent les uns les autres...

Depuis un bon moment, nous vivons une sorte d'usure psychique à la fois personnelle et collective qui n'est pas étrangère à ces culs-de-sac répétitifs qui sont en train de nous épuiser. Un petit peuple comme le nôtre, une société aussi fragile, une communauté de destin aussi précaire devraient, il me semble, nous amener à mettre d'abord en valeur les dynamismes là où ils se trouvent. Sur ce fond positif les combats inévitables seraient plus sains. Nous saurions mieux distinguer ce qui fait avancer les choses et ce qui nous stérilise, nous neutralise, nous décourage.

Nous arrivons à un seuil-critique qui peut être bénéfique. La crise nous ramène les deux pieds sur terre, dans le pays réel... face à nos limites. Il faut repartir de là pour foncer dans l'avenir. Depuis trop longtemps, le mythe d'Antée guide nos comportements individuels et collectifs. Évocation, ici, de cette fable grecque qui raconte comment le héros Antée perdait de sa force quand ses deux pieds étaient détachés de la terre. Bien sûr, nous n'éviterons pas de rudes combats ; mais ceux-ci ne mèneront nulle part s'ils refusent de s'inscrire dans les transactions toujours limitées du pays réel. Une logique de vivant appelle une pratique de compromis, de choix, d'échanges, de réciprocité.

tés. [38] Confucius, il y a longtemps déjà, associait civilisation et capacité de transactions sociales.

La pureté idéologique, l'absolu dogmatique ont en commun l'absence de distance sur eux-mêmes, l'aveuglement, le complexe du système étanche. On me dira que peu de gens sont dogmatiques aujourd'hui. Ne nous fions pas trop aux discours tenus. Ce sont les pratiques qui sont devenues intransigeantes, inflexibles, catégoriques, irrévocables, péremptoires, Tout et tout de suite. J'admets que la tolérance ne doit pas justifier l'intolérable. *Mais il faut reconnaître que ceux qui s'imposent, ceux qui crient le plus fort, ne sont pas ceux qui vivent des situations intolérables, mais plutôt les plus gâtés par le système. Les classes pauvres ne jouent pas le tout ou rien ; elles réclament un espace vital de dignité et de liberté, de responsabilité et d'influence, et surtout une solidarité du pain, et non ce nec plus ultra de la nouvelle classe qui n'en a jamais assez.*

Il faut ici une bonne dose d'histoire non pour restaurer le passé, mais pour re-saisir cette économie humaine qui a fait émerger cultures, sociétés et civilisations. Je pense à l'ouvrage classique de l'anthropologue Marcel Mauss : [*Essai sur le don*](#). Il a montré comment cette émergence est toujours apparue, sous diverses formes, dans un *système de réciprocités*, bâti autour de trois transactions principales : donner, recevoir, rendre, et cela dans une pratique de compromis. J'ai sous les yeux une étude éclairante qui analyse la déstructuration de la communauté esquimaude du Groenland. Le système de sécurité sociale du gouvernement danois a rendu inutile, obsolète le système de réciprocité longuement tissé au cours des siècles par cette communauté humaine (ce qui est différent de la convivialité dont parle Illich d'une façon un peu trop abstraite). Le système de réciprocités, en l'occurrence, marquait à la [39] fois la culture, la personnalité et la cohésion sociale de cet ensemble humain. C'est cette étoffe qui a été déchirée et qui n'a pas été remplacée.

Pareil exemple appelle une pratique inverse qui ne sépare pas le recevoir et le faire, le donner et le rendre. Voyez comment certains progressistes ont développé unilatéralement des revendications autour du droit de recevoir, et aussi unilatéralement, des solidarités d'opposition. D'où un renforcement de la dépendance, sans compter l'illusion que l'action se résume à la contestation. Une libération sans création quoi ! Une dénonciation qui n'annonce rien. Une lutte sans chantier.

Rappelons Saint-Exupéry : « Si tu veux unir les hommes, fais leur construire une tour, si tu veux qu'ils se battent entre eux, donne leur du pain ». Et Dostoïevsky ajouterait ici : « Ils te suivront comme un troupeau docile qui vient manger dans ta main ».

Cette pratique de réciprocité, redisons-le, ne peut se déployer sans compromis. Celui-ci nous empêche d'identifier pareille pratique à une société monolithique de consensus. Il implique plutôt à la fois pluralisme, débat, conflit, accommodement, etc. Chaque individu, chaque groupe doit être en mesure de pouvoir donner, recevoir, faire, rendre... échanger de plain-pied.

Je ne viens pas de définir la seule bonne pratique sociale, mais une pratique qui a eu cours dans l'histoire, et qui a contribué à façonner des sociétés, des étoffes sociales et culturelles. Si on la juge non pertinente pour nos sociétés modernes, qu'on retienne au moins l'interrogation qu'elle suscite sur l'état de nos rapports humains et quotidiens dans cette société dite de communication où de nombreux citoyens crient leur solitude. Celle-ci peut être une dynamique chez le bien portant, bien loti et déjà bien inscrit dans le réseau de la société de [40] services qui le sert ! Mais qu'en est-il de tous ceux qui n'ont pas de choix, de possibilités de rechange, qui ne peuvent vivre sans de forts appoints communautaires ?

Les familles pauvres n'ont pas les ressources financières ou autres pour se payer les aménagements coûteux que les gens mieux nantis peuvent se permettre pour régler leurs problèmes d'autonomie personnelle érigée en absolu. Il arrive souvent qu'un solide tissu socio-affectif soit le seul appui des familles pauvres, qu'un réseau d'entraide soit le seul ancrage humain d'individus démunis, chômeurs ou malades. Y voir une mode ou une lubie ou une idéologie d'intervenant social, sous prétexte de grandes solutions politiques à inventer, c'est ignorer l'abc de la réalité présente. À toutes les semaines, dans l'hôpital de malades chroniques que je fréquente, je rencontre trop de tragiques solitudes pour croire que les grandes solutions structurelles suffisent.

Je ne puis opposer la nécessité de solides politiques sociales et ces humbles pratiques d'humanité qu'elles ne peuvent créer d'elles-mêmes. Sans ces pratiques, les institutions seront de plus en plus froides, sèches, anonymes et hyper-sectorialisées. En pareil cas, refuser même

l'idée de communauté de travail tient de la barbarie. Qu'on me permette d'insister. En combien de domaines n'avons nous pas multiplié les changements de structures, de techniques, de programmes, sans procéder à un examen sérieux des pratiques courantes qui s'y déroulaient. Pourtant, c'est bien à ce niveau que la vie se passe. « *Where the action is* ». En éducation, en organisation du travail, en politiques sociales, on a joué, discuté, débattu une enfilade de scénarios structurels. Il y a eu, par exemple, cinq scénarios structurels différents pour encadrer les négociations collectives des fronts communs du secteur public. Voyez les résultats. Qui a payé le plus chèrement la note ?

[41]

En éducation, toute une génération a servi de cobaye. Ce qu'un jeune a bien stigmatisé dans ces remarques :

Moi, j'ai toujours été à l'essai : depuis mon enfance toutes les nouveautés me sont passées dessus sans qu'aucune n'ait eu le temps de mûrir. Pendant mon enfance, mes parents ont adopté, une après l'autre, toutes les théories psychologiques à la mode. À l'école, de la maternelle à l'université, d'année en année, c'était toujours un nouveau programme qu'on expérimentait. J'ai vécu en laboratoire... dans des gares de triage.

Et voici qu'aujourd'hui ces jeunes sortis de familles brisées, coincés entre deux ménages et sans perspectives stables d'emploi, sans grand poids démographique et électoral, vivent un profond désarroi. Peut-on espérer une volonté politique lucide, courageuse et efficace si les pratiques sociales quotidiennes sont inconsistantes, sans profondeur humaine, morale, spirituelle ? On ne sait même plus quel mot employer pour les qualifier, tellement toute considération de cet ordre est ridiculisée par une critique cynique. Il ne faudrait plus parler de valeurs, d'éthique, de communauté, de milieu de vie, de réseau d'entraide, de solidarité, de générosité, de dévouement, d'équipe de travail. Tout cela est moralisateur, rétro, de droite, et tributaire d'un humanisme éculé. Mais ces experts en critique idéologique ont-ils des pratiques à proposer au-delà de leur propre discours sur les discours des autres ?

Cela dit, je ne veux récuser en rien l'importance de la sphère politique. Mais même là, je ne crois pas qu'on puisse éviter de jouer des cartes pragmatiques : nous avons besoin d'un État et d'institutions publiques capables de politiques judicieuses et fécondes, d'un secteur privé et d'entreprises dynamiques, d'initiatives communautaires et coopératives, de réseaux d'entraide et d'entrepreneurship, [42] de marginaux créateurs. On me dira que c'est une évidence ! Je n'en suis pas sûr, à voir les débats manichéens qui occupent la scène idéologique et les débats sur toutes les ondes. Quelle ironie de voir l'État si souvent obligé de défendre l'intérêt général contre les citoyens et les groupes institués qui de mille et une façon minent toute tentative de règle minimale nécessaire à la viabilité de la société elle-même. Bien sûr, l'État ne peut être un substitut de société. Encore faut-il se demander pourquoi et comment il l'est devenu ? Se pourrait-il que ce soit parce qu'il n'y a plus de médiation autre que les forces corporatistes dans une a-société d'individus. On comprend alors que l'État soit un substitut de société tout autant dans des régimes libéraux que dans des régimes socialistes. Dans un tel contexte, il est stupide de rejeter d'un revers de main des pratiques sociales qui tentent de jeter des passerelles d'échanges, de collaboration, de chantiers communs dans un même milieu. Les conflits peuvent alors avoir un sens créateur parce qu'ils s'inscrivent dans une pratique de vivant, dans un courant chaud et dynamique.

Sans fortes bases sociales, sans milieux solidaires et entreprenants, sans assises communautaires, l'État devient inévitablement un substitut de société pour combler ce vide de médiations entre lui et les individus atomisés ; et les institutions publiques ne sont que des superstructures enroulées sur elles-mêmes. On ne peut le déplorer et moquer en même temps, comme des idéologies naïves et des utopies farfelues, les efforts de concertation, les expériences communautaires, les regroupements de milieu ou de région, comme s'ils étaient la négation des grands combats politiques à mener.

C'est le sort actuel des tiers qui fonde ma conviction têtue de la nécessité de mettre en oeuvre des pratiques sociales qui assurent cette base humaine minimale [43] pour leur libération et leur promotion. C'est une tâche parmi d'autres qui ne remplace pas celles des partis, des syndicats, de l'industrie, des Églises et des gouvernements. Mais au sein même de nos grandes institutions, on rencontre des problèmes

semblables. Quand la majorité des assemblées syndicales régulières ont peine à avoir le quorum, quand de toutes parts on se plaint de la crise d'appartenance, du décrochage institutionnel et du repli sur la vie privée, il faut se demander si les ressorts sociaux les plus vitaux ne se sont pas affaiblis. C'est faire preuve d'un cynisme de luxe que de ridiculiser tout effort qui cherche à retisser des liens plus solides et des rapports sociaux plus solidaires et plus constructifs. La vieille méfiance manichéenne qui « idéologise » tout et rien a trop empoisonné notre vie collective. Il faut réagir résolument et effectivement.

Je sais que nous partons de loin. Mais les temps difficiles sont en train de nous faire mûrir. Plusieurs réagissent devant la morosité qui a suivi les grandes désillusions des années 80. Il y a des recommencements plus réalistes, plus prometteurs, des nouvelles pratiques en émergence, des nouvelles motivations. Certes, ce sont des jeunes pousses encore bien fragiles. Raison de plus pour les cultiver avec soin et discernement. Ce sont ces pratiques existantes et possibles que je veux explorer dans cet ouvrage.

[44]

[45]

LES TIERS.

Tome 3. Pratiques sociales.

Première partie. Évolution de la pratique sociale.

I

Évolution de la pratique sociale

[Retour à la table des matières](#)

[47]

LES TIERS.
Tome 3. Pratiques sociales.

Chapitre 1

Des orientations de pratiques à corriger

[Retour à la table des matières](#)

« Les pessimistes ont raison, mais ce sont les optimistes qui réussissent. » Cet aphorisme un peu simplet a sa part de vérité. C'est dans l'action qu'on retrouve vie, élan et espoir. D'interminables délibérations sur le pour et le contre finissent par vous épuiser. Les « participations dissertantes », discursives à l'infini découragent les esprits créateurs. On ne démarre jamais, s'il faut être sûr de tout au départ. Un malin dirait à propos de nous : « ils ont créé audacieusement dans les années 60 et ils se sont mis à en discuter et à en disputer durant les années 70... et durant les années 80, ils se sont divisés en pessimistes inconditionnels ou en optimistes aussi inconditionnels ». Les diagnostics des derniers temps suivent ces mouvements extrêmes du balancier.

Les pessimistes affirment que le climat de l'heure est à la morosité. Le choc entre les grandes promesses des dernières décennies et les échecs des dernières années serait à la source de cette atmosphère peu propice à quelque mobilisation que ce soit. Le mot même [48] suscite scepticisme et sourire en coin. Que d'illusions à la fois n'aurions-nous

pas entretenues ? Un projet politique d'indépendance aussi soudain que nos printemps après un long hiver de résignation. Un système social des plus avant-gardistes au monde. Une charte des droits en avance sur toutes les autres. Un État entrepreneur capable de tout. Et puis, le cran d'arrêt des années 80. La déception est alors à la démesure des énormes aspirations. On se console en se disant que la crise est mondiale.

Nous voilà plus réalistes, plus accordés à nos moyens réels. Mais le choc demeure et produit une sorte d'implosion qui en inquiète plusieurs. Comment assumer tant de déficits et d'éclatements à la fois ? Le nombre des assistés sociaux a doublé, sans compter le chômage massif des jeunes, et ces dizaines de centres d'accueil pour vieillards à bâtir, et cet énorme endettement de l'État. Au milieu de ces cris, les mieux lotis continuent le même style de vie, le même gaspillage. Et les plus généreux se mettent à regretter ces temps où l'on croyait à quelque chose, où l'on débattait des projets, où l'on commençait une société nouvelle, comme ce fut le cas dans les années 60. Partis à la recherche d'une société, voici que plusieurs ne voient d'autre objectif que de se retrouver eux-mêmes, dans une interminable quête d'épanouissement jamais satisfaite. Serait-ce cette aspiration incommensurable qui aurait remplacé toutes les autres !

Des esprits plus positifs diront que cette révolution de l'individualité est nécessaire parce que nous aurions loupé cette étape en passant directement de la tradition à la conformité, du catéchisme à la publicité avec la même unanimité. Comment espérer une volonté politique d'une masse d'individus peu sûrs d'eux-mêmes et incapables de gérer leur propre vie ? Le propos n'est [49] pas dénué de sens, loin de là ? Par-delà les travers narcissiques, certains pressentent que quelque chose est en train de naître, une sorte de dynamique de santé qui déborde le souci d'une vie plus saine, d'un corps plus équilibré et plus dynamique. Un peu partout, dans une foule de domaines, on se remet au travail personnel et collectif autour d'objectifs plus précis, avec les moyens qu'on a en main. Après tout, les principaux acquis de la Révolution tranquille sont toujours là. La réduction des ressources incite à faire mieux avec moins, à compter davantage sur les motivations, le travail et la volonté de réussir. On réinvestit dans tous les sens du terme. Si la militance idéologique s'estompe, l'engagement quotidien gagne en qualité et en intensité, comme si on voulait prouver ce qu'on

peut faire par soi-même après avoir trop défini les problèmes à partir des autres. Il y a des choses étonnantes qui se passent dans nombre d'écoles, d'hôpitaux, de centres d'accueil, d'entreprises, de CLSC, de groupes communautaires. Malgré la crise, de grandes entreprises québécoises percent au plan international. Bref « ce qui a commencé à se passer chez nous est à la fois très stimulant, encourageant et même assez fascinant ». Voilà pour les optimistes.

Quand la situation est trop brutale, trop difficile à décrypter, on se laisse aller comme cela à des grands sentiments tantôt noirs, tantôt roses. Combien de conversations passent ainsi d'un extrême à l'autre ? Je préfère un examen plus rigoureux du parcours. J'ai trop vu de « swings » *peu* réalistes en ce pays depuis trente ans, en commençant par le discrédit total de l'histoire qui a précédé la Révolution tranquille. Je suis de ceux qui pensent qu'en histoire, il n'y a pas de recommencement absolu. On peut contester radicalement le passé, mais on ne peut l'ignorer sans commettre les mêmes erreurs. Nos écoles modernes ont refait le village d'hier, une sorte de milieu global en soi qui détonne dans la [50] culture urbaine actuelle avec ses missions plus spécifiques. La chrétienté vite dénoncée pour son ritualisme répétitif s'est transmuée dans des scénarios modernes aussi répétitifs. L'État a pris le relais de l'Église, c'est un truisme pour plusieurs d'entre nous. Et les nouveaux clercs ! Je reste « sur la réserve » quand on me dit que tout cela est dépassé, que les Québécois ne sont plus là, mais ailleurs, en train de tout recommencer à neuf. Une Autre Révolution tranquille mais complètement différente, non plus étatique, mais personnelle et privée. Comme on l'a fait il y a vingt ans à peine.

Table rase, on réinvente tout. La vie, l'histoire, la science et l'être humain lui-même n'avancent pas de cette façon là. Certes, il y a des ruptures parfois radicales et des inédits qui le sont tout autant, mais jamais à partir de rien. L'expérience acquise, même erronée, reste un repère essentiel, nécessaire. Elle est un des principaux vis-à-vis critiques concrets pour ne pas verser dans un imaginaire décroché de la seule histoire qu'on a en propre, de la culture première où s'est façonnée une première identité. Nous avons tous besoin d'un lit de rivière pour canaliser ce courant. Rien ne peut remplacer un solide et profond lit de rivière pour accueillir des sources et des nouveaux affluents, pour irriguer et féconder de vastes espaces, pour construire des écluses, des barrages, pour foncer dans des terres nouvelles. Tout cela

pour dire qu'il faut à *la fois* des pratiques de continuité, de rupture, de dépassement, d'accueil de l'inédit. On ne réinvente pas le monde à tous les tours d'horloge. Cela convient à un enfant, mais pas à un adulte ; à un peuple enfant mais pas à un peuple adulte. Nous avons besoin d'une bonne dose de sagesse, d'histoire, de philosophie pour mieux évaluer, mieux fonder et mieux orienter notre propre évolution.

Nous avons fait des bonnes choses depuis le grand réveil des années 50, mais nous avons fait aussi des [51] choses qui le sont moins, et d'autres qui n'ont pas de bon sens. Il faut les juger lucidement et courageusement, sans se prêter à ce mouvement manichéen du balancier : tout ou rien, noir pessimisme ou optimisme béat. La pire erreur est de passer d'une expérience à l'autre sans en laisser mûrir une seule, ou même sans évaluer le moindrement la précédente. En bout de ligne, on en arrive à un étrange paradoxe, à savoir le caractère répétitif de ces expériences qui, presque toutes, ont été conçues, présentées et vécues comme des solutions inédites, des créations à l'avant-garde de l'histoire. Notre manie des « sommets » nous éloigne des pratiques réelles de la plaine quotidienne. Nous passons de l'hyperdramatisation du moindre accident de parcours à la surenchère de projets dits révolutionnaires. Les scénarios répétitifs d'un certain progressisme chez nous ont quelque chose du ritualisme d'hier, un peu comme ces cathédrales dont on a couvert Montréal à une certaine époque de triomphalisme religieux. Dieu qu'on a la mémoire courte dans ce pays dont la devise est « je me souviens » ! Je ne dis pas ces choses d'un esprit chagrin, mais plutôt avec la volonté farouche de ne pas perdre de vue le pays réel. Je ne fais que rappeler ici ce que j'ai tenté de démontrer dans l'ouvrage précédent, à savoir cette remontée inattendue, sous des formes sécularisées, de nos grands mythes historiques vertement dénoncés durant les années 50 : messianisme, corporatisme, manichéisme, cléricisme, etc. Je m'attarderai à un phénomène semblable, mais cette fois, dans le domaine des pratiques comme telles.

[52]

Paradoxe d'une modernité répétitive !

Partie prenante des grandes réformes des dernières décennies - réformes scolaires, sociales, urbaines et socio-économiques, j'ai toujours été étonné de constater [52] qu'on passait d'une réforme à l'autre, avec les mêmes repères technocratiques ou autres, sans évaluation de l'expérience acquise, et cela sans compter certaines initiatives qui faisaient table rase de tout ce qui a précédé, tel a été le cas de la fondation des cégeps. Ces deux remarques semblent contradictoires ; c'est pourtant là le paradoxe de nos réformes. Paradoxe d'une étrange modernité. D'une part, tout ce qui était inédit se voyait drapé d'un halo indiscutable de pertinence, de grandeur, d'audace, d'efficacité et, d'autre part, ce même inédit était répété dans les champs sociaux les plus divers : éducation, santé, services sociaux, urbanisme, développement socio-économique. On passait, par exemple, d'une régionalisation à l'autre, de la scolaire aux affaires sociales, de celles-ci aux regroupements urbains ou ruraux, en ignorant ce qui s'était passé effectivement dans l'expérience précédente. On prétendait créer du neuf, et on ne faisait que répéter la même « ingénierie », un peu comme le MBA qui, dit-on, prépare à gérer n'importe quelle institution : une usine, une école, un hôtel de ville, un grand magasin, un hôpital, une banque, un centre culturel, un ministère gouvernemental ; et pourquoi pas un diocèse ou une paroisse !

Ces réformes marquant le pas dans un État hypertrophié et endetté, le balancier va à l'autre extrême : décentralisation, privatisation, déréglementation, désinstitutionnalisation. En vue d'une enième réforme urbaine précédée par l'enquête publique d'une enième commission, il est maintenant question de solutions à la carte selon les milieux, les contextes socio-économiques et culturels. Cette orientation venant d'un ex-ministre champion de la centralisation étonne par son virage bout pour bout. C'est l'un ou l'autre, comme s'il n'y avait pas moyen de discerner ce qui mérite d'être centralisé et ce qui commande de larges autonomies. Le Conseil des affaires sociales et de la famille révèle que 42% des [53] Québécois vivent dans des « communautés en voie

de désintégration, dépeuplées de leurs forces productrices, dans un contexte démographique complètement déséquilibré (beaucoup de personnes âgées, peu d'adultes en âge de produire, et encore moins d'enfants), et sans ce réseau de services que connaissent les grands centres ». Une certaine autonomie locale qui tiendrait lieu d'unique politique ne peut que favoriser les milieux riches et déclasser les milieux pauvres. Ce serait le même problème si on agissait ainsi en éducation, ou encore si on privatisait le monde de la santé. J'ai trop vu de familles modestes à jamais éreintées par des dettes d'hôpital avant l'instauration des politiques sociales de santé pour accorder toutes les vertus à la privatisation et au retour aux communautés locales. J'y reviendrai.

Pour le moment, retenons notre attention sur l'évolution des pratiques souvent subsumée par celle des discours, des structures et des mécanismes. Le grand vent critique des années 50 voulait balayer les pratiques artisanales qui s'imposaient encore dans notre petite société désormais urbanisée et industrialisée. Souvenons-nous du fameux manifeste pour « une politique fonctionnelle » de la revue *Cité libre*. Il exprimait la prise de conscience de l'époque. Fini le temps où l'on s'arrange avec une politique de patronage, de bouts de chemin électoraux, de fonction publique à la mitaine, de salariat à rabais, de petit pain résigné, de « terre vallée de larmes » et de bonheur reporté au ciel, de gestion de fabrique et de village autarcique plus ou moins fermé. Il fallait enfin apprendre à « fonctionner » dans la société nord-américaine, dans la cité moderne, dans l'économie industrielle, dans la culture technologique.

Cette gestation critique était nécessaire quand on songe aux retards de tous ordres que je viens d'évoquer. Ceux-ci étaient devenus tellement anachroniques qu'ils [54] nous rendaient honteux au point de balancer toute l'expérience historique et nous incitaient à tout re-créer en neuf. Ce sera, d'entrée de jeu, le climat de la Révolution tranquille. Mais hélas ! l'histoire ne meurt pas comme cela. Chassée superficiellement, comme le naturel, elle revient au galop, non pas dans les discours, mais dans les pratiques quotidiennes, dans les attitudes de base. Que de fois, depuis, j'ai vu revenir avec effarement les comportements les plus éculés des petits politiciens traditionnels, et cela dans nos structures les plus neuves avec leur organisation démocratique formelle des plus sophistiquées, sans compter le transfert des anciennes pra-

tiques de « braconnage », de patronage, de tire-ficelle, doublées d'un nouveau cléralisme aussi obtus que celui d'hier. Nouvelles rhétoriques grandiloquentes, cette fois d'avant-garde, mais sur des pratiques courantes erratiques, improvisées, opaques, bref à l'opposé du discours logique tenu. Oh ! je sais que nous partons de si loin ! Et j'admets qu'il nous faut en tenir compte et nous donner chance aux coureurs. Mais ce n'est pas une raison pour ignorer nos vraies pratiques, précisément là où tant de choses sont à améliorer. A ce chapitre, je voudrais m'arrêter d'abord sur un problème dont la compréhension m'apparaît importante pour identifier certaines difficultés que nous connaissons aujourd'hui. Bien sûr, je ne me limiterai pas aux passifs. Nous avons des atouts à notre actif que j'essaierai de préciser par la suite.

Des importations hâtives

Au début des années 60, dans un esprit de rattrapage précipité, nous avons importé d'un peu partout ce que nous jugions les meilleurs outils de réforme. Quelle chance ! Nous allions éviter les phases de rodage suivies par les pays expérimentateurs qui nous avaient précédés dans les réformes scolaires, sociales, politiques et administratives ! [55] Ainsi, pouvions-nous hâter le pas grâce à ces modèles éprouvés !

C'était un mauvais calcul... pour ne pas dire une illusion que nous payons chèrement aujourd'hui. Il serait encore plus grave de ne pas en tirer une leçon précieuse pour l'avenir. Cette question a trop d'importance pour ne pas nous y arrêter.

J'ai la conviction que nous répétons d'une réforme à l'autre les mêmes erreurs, les mêmes travers. Sans compter l'énorme indigestion collective qui a accompagné ces emprunts massifs et pressés. D'où le phénomène de rejet qu'on constate depuis quelque temps.

Certes, il faut donner chance aux coureurs. Une jeune administration publique, une réforme scolaire qui ne peut produire immédiatement ses fruits, un néo-syndicalisme dynamique mais erratique, des politiques sociales tâtonnantes, une première percée économique, une créativité culturelle extraordinaire mais beaucoup trop éclatée, enfin

un nouveau style politique d'autodétermination démocratique, encore brouillé par des débats idéologiques échevelés.

Bref, un printemps violent et sauvage, prometteur et inquiétant après l'hiver d'une longue solitude marginale. Nous voilà au seuil de l'été, incertains devant ces jeunes pousses fragiles. Sont-elles bien de nous ? La question n'est pas farfelue, tant de tiges nouvelles ont été l'oeuvre artificielle des serres, des laboratoires, des engrais extérieurs. Beaucoup de palabres interminables sur toutes les ondes, d'un congrès à l'autre, de la cuisine au salon de la race, siphonnent nos énergies.

[56]

Des raccourcis dangereux

Il faut d'abord démystifier les raccourcis idéologiques qui prétendent offrir l'unique et la véritable explication. Ce genre de court-circuit nous a plongés dans l'obscurité où chacun de nous semble condamné à chercher son chemin avec une allumette au bout des doigts. Il ne reste alors que l'objectif à la mode : « être bien dans sa peau ». Mais comment l'être dans des milieux défaits, dans des institutions éclatées, dans une société qui n'a pas le contrôle d'elle-même ?

Ah ! cette distance entre nos grands discours idéologiques et nos pratiques quotidiennes. Celle-ci nous renvoie aux comportements réels des citoyens de la base. Est-ce que la plupart ne cherchent pas avant tout l'accès maximal aux biens de consommation convoités par tout le monde dans la nouvelle unanimité des centres commerciaux sans identité culturelle, sans hiérarchie de valeurs ?

Une attitude magique face à la technologie

À mes yeux, cette situation schizoïde, ce divorce du discours idéologique et des comportements ont d'autres sources mal ou pas identifiées. Au début de cette réflexion, j'ai signalé l'importation massive d'outils techniques et sociaux d'abord fabriqués et expérimentés par les autres. Bien sûr, nous ne pouvons nous payer le luxe de tout in-

venter en si peu de temps et sur de si nombreux terrains. C'était d'ailleurs impossible. Nous avons besoin d'ouvrir nos antennes à la mesure de la civilisation contemporaine. Encore moins, voudrais-je un nouveau repliement de la québécoisité. Il ne s'agit pas non plus de boudier les progrès technologiques authentiques qui font partie du patrimoine culturel de notre monde moderne. Évidemment, je n'ignore pas les [57] formidables problèmes politiques des pouvoirs en amont et des intérêts en aval, qui accompagnent l'utilisation de ces grands instruments. Cette analyse a été faite sous toutes les coutures. Mais il est d'autres aspects laissés pour compte. On les retrouve dans les régimes les plus opposés, aux quatre coins cardinaux de la planète. Un peu comme une invitation critique à poser ces mêmes problèmes que nous aurions, même dans un régime différent du nôtre.

Je constate d'abord une utilisation magique de la technologie physique ou sociale. Est-ce le prolongement du ritualisme de la chrétienté : *deus ex machina*, sacrement efficace pour toutes les fautes ? Il est un peu comique qu'un clerc vienne rappeler pareil travers à des esprits séculiers qui souvent se disent non religieux. Eh oui ! nous manions les nouveaux outils technologiques ou idéologiques un peu comme s'ils avaient en eux-mêmes la solution à tout.

Des cent thérapies sur le marché, en est-il une qui ne promette pas le bonheur parfait ? Le sondage scientifique prend valeur de dogme chez l'éditorialiste et ses lecteurs. La finesse du diagnostic médical cède à la géométrie infaillible du test mécanique.

Notre magisme technologique est à peine exploré. Il a plusieurs dimensions. J'en retiens quelques-unes. Telle la séduction d'instruments extraordinaires dont on ignore la genèse, la fabrication. Tel le complexe de fausse puissance qu'apporte une situation de purs utilisateurs de technologie conçue et réalisée par les autres. Nous n'avons pas fait notre propre révolution technologique et surtout nous n'en avons pas évalué les conséquences complexes : rejet et séduction à la fois, infantilisme et magisme, gaspillage et sous-productivité, « empêchement » dans les gros appareils et appauvrisse [58] ment des savoir-faire pratiques. Et voilà l'homme d'aujourd'hui, sans boussole, guidé au laser !

Il vaudrait la peine de s'arrêter longuement sur ces phénomènes profonds et complexes si peu analysés. Mais nous ne sommes pas au bout de nos peines. Poursuivons notre hypothèse.

Un outil technologique, un outil de gestion, un outil pédagogique, scientifique ou idéologique ne constituent pas un « modèle » social ou politique. Voilà ce que nous avons confondu. C'est d'ailleurs le problème universel de la technobureaucratie qu'on retrouve dans la plupart des pays (peu importe le régime), dans la plupart des institutions, fussent-elles de vocations parfois très différentes. Oh ! je sais ici le danger de procès en porte-à-faux. Nous avons tant de chemin à faire pour maîtriser vraiment les démarches administratives et gestionnaires. C'est une de nos plus grandes faiblesses. Le point critique soulevé n'est pas de cet ordre.

Tout champ humain a sa personnalité

Rappelons d'abord qu'un champ humain d'expérience est plus complexe que les meilleurs outils dont on se sert pour l'assumer. Il a toujours une histoire propre, irréductible à la rationalité la plus universelle, à la technique la plus raffinée. Eh oui ! une succursale de banque, un CLSC, une firme industrielle, un cégep ont chacun une histoire quotidienne marquée d'impondérables qu'aucun ordinateur ne peut enfermer dans sa programmation, qu'aucune technique administrative ne saurait gérer automatiquement. Et que dire du groupe humain comme tel, de son expérience collective dans chacune de ces unités locales.

Voilà un premier élément critique qui met en cause moins l'outil lui-même que le fait de l'avoir érigé en [59] modèle humain interchangeable. Les institutions et les groupes, comme les individus, n'ont pas le même visage... et encore moins la même identité. Faut-il être créditiste ou grand clerc pour reconnaître cette donnée de base ? La décentralisation la plus audacieuse ne produira rien si l'on ne tient pas compte de pareille exigence. De même, je craindrais l'édification rapide de modèles d'autogestion qu'on voudrait diffuser comme substituts aux appareils technobureaucratiques hiérarchiques, centralisés et ano-

nymes. Ce serait tomber dans un travers semblable, dans la mesure où une ou des expériences deviennent immédiatement des modèles.

Cette histoire particulière des milieux, des institutions, des groupes a des modalités culturelles propres. Les jeunes du cégep parlent de leurs aspirations, telles la liberté ; et les prolétaires du textile pointent leurs besoins, tels les sécurités de base. Un centre d'accueil pour vieillards ne s'organise pas comme une garderie.

Voyons bien ici la confusion mal perçue : de la standardisation des outils on est passé à la standardisation artificielle et factice des besoins et même des aspirations. Certains s'en prennent trop uniquement aux stratégies commerciales de l'unanimité consommatoire, barattée par la publicité et par les corporations. Il y a là-dessous une pratique technologique beaucoup plus large, et diffusée en bien d'autres domaines ? *Par exemple celle d'utiliser les mêmes outils sociaux pour des champs d'expérience à modalités culturelles et à vocations très différentes.* Encore ici, on retrouve une technologie sociale faussement érigée en modèle social. Veut-on un autre exemple éclairant ? Au ministère des Affaires sociales, bien des cadres supérieurs n'ont jamais fait la moindre expérience de base correspondant au champ d'intervention propre à ce ministère. Ici comme ailleurs, on s'accommode de cet état de choses... avec quels résultats !

[60]

Une pratique technologique n'est pas de soi une pratique sociale

Une histoire particulière, des modalités culturelles originales, une vocation propre. Il y a plus. On le comprend quand on tente de cerner ce qu'est une pratique sociale véritable et efficace. Je tente une première définition :

Un champ humain d'expérience qui a trouvé son langage, sa compréhension de lui-même, son rapport social privilégié, ses outils d'action.

Voilà des coordonnées inséparables dans toute pratique sociale réussie. Nous allons vite nous rendre compte que nos réformes n'ont pas

produit de telles pratiques sociales. Une certaine technologie sociale s'est imposée comme modèle universel d'expression, de compréhension, de rapport social et d'action. Telles sont les prétentions de la direction par objectifs, le fameux DPO précité, un exemple entre plusieurs. Des institutions et des groupes les plus divers se sont mis en clinique d'apprentissage autour de cette technique. Les experts-consultants se promenaient d'une session à l'autre, dans un hôtel confortable, pour enseigner le même modèle. Dans cette foulée, voyez tous ces rapports qui sortent des officines gouvernementales, des bureaux d'études, des administrations. Toujours la même tuyauterie avec son langage neutre, sa rationalité vide, ses rapports humains stéréotypés, son rituel d'intervention standardisé.

On m'objectera que les objectifs ne sont pas les mêmes. Allez-y voir. Tout se ramène à l'aqueduc sans la source. Pour ne pas dire une petite crotte au bout d'un labyrinthe interminable de boyaux compliqués. La crise d'indécision n'y est pas étrangère. Tout le monde s'est égaré quelque part dans les préambules épistémologiques [61] et structuraux. Les grands rapports officiels sur les politiques d'éducation sont une belle illustration de cette neutralité technobureaucratique jusque dans son langage vide de sève humaine.

Les meilleurs outils ne produisent rien de pertinent s'ils ne sont pas assumés par une pratique sociale qui, comme nous venons de le voir, est un champ d'expérience exprimé, interprété, partagé et transformé. On ne saurait donc isoler ces composantes de base de toute pratique sociale. C'est pourtant ce que nous avons fait.

Les uns « font » dans l'expression culturelle, les autres dans la critique idéologique, certains dans la solidarité politique, quelques-uns dans l'initiative économique. Des mondes parallèles se constituent, mais il n'y a pas de vraies pratiques sociales où les gens concernés changent vraiment leur situation.

C'est ce qui explique peut-être l'absence de base sociale dynamique, d'efficacité démocratique, de culture politique et de décision administrative, sans compter le caractère échevelé des combats sociaux et politiques. *À vrai dire, il ne reste qu'un lieu commun : l'outillage standardisé, l'appareil qu'on rendra commun aux diverses institutions. Même langage, même cadre de compréhension, même organisa-*

tion des rapports sociaux, même technique d'intervention, unifiés dans une instrumentalité lourde qu'on retrouve partout... jusque dans des conventions collectives du plus pur taylorisme.

Je le répète, il ne s'agit pas de sous-estimer le « génie technologique » et ses exigences propres. Nous avons tenté de nous initier à de nouveaux instruments. Nous nous sommes donné des compétences spécialisées, instrumentales. C'était nécessaire. Mais en même temps, nous avons cru naïvement que cela suffisait pour [62] réinventer une institution, ou créer un autre système social, ou développer une politique inédite. Après avoir travaillé en ce sens dans divers projets, et cela depuis plusieurs années, j'en arrive à des constats peu reluisants.

Les militants pas plus que les technocrates, n'ont inventé des pratiques et des pédagogies pertinentes socialement et culturellement. Nous avons fini par tous nous ressembler, peu important les différences idéologiques, et cela à l'image d'une instrumentalité que la plupart ne maîtrisent même pas. Ce qui nous manque peut-être le plus, c'est la pédagogie sociale de nos appareils, de nos politiques.

Mais nous n'avons pas non plus développé une culture politique et philosophique pour fonder nos débats. Voyez la dérive de la plupart de ces revendications qui renforcent la dépendance et appellent des solutions quasi mécaniques de la baguette magique de l'État ou du Droit. Tout devrait être accordé « sur demande » sans évaluation ; on réclame au nom de la démocratie, mais celle-ci ne peut débattre à son tour de ce qui est réclamé. Ce sont les tiers sans poids politique qui perdent le plus à ce jeu. Et pire encore, on se sert si souvent d'eux pour occulter ses propres intérêts ! Si bien que les discours idéologiques sont devenus des outils de mystification qui ont contribué à une profonde dépolitisation et aussi, plus subtilement, à une méfiance de l'intelligence et à un rejet de la fonction critique. Le repli sur la vie privée a bien des causes. Les plus importantes sont rarement reconnues. Combien de gens ont décroché parce qu'ils étaient floues presque sur tous les terrains à la fois : par l'administration, par le syndicat, et par les professionnels ; par les techniques, les discours, les intérêts et les pratiques de ceux qui se disaient à leur service.

[63]

Peut-être, le temps est-il venu de regarder plus attentivement et plus humblement nos vraies pratiques sociales en dessous de nos ap-

pareils et de nos idéologies. Dans ce chapitre, j'ai surtout voulu attirer l'attention sur la confusion entre outil et pratique sociale. C'est celle-ci qui permet d'humaniser les techniques et de finaliser les instruments qu'on utilise. *Dans une société purement instrumentale, les tiers qui n'ont que leur condition humaine à affirmer ne peuvent être que déclassés et exclus. Mais ils sont en même temps des éléments irréductibles qui contestent une standardisation sans visage humain de nos institutions.*

Pareille situation nous invite à renverser les perspectives actuelles de pure adaptation à un outillage standardisé. Non seulement nous développerons le goût et la capacité de créer nos propres instruments, mais aussi nous saurons mieux les pertinences culturelles et sociales qui conviennent aux divers champs humains d'ici. Au moment où presque toutes les sociétés de la planète sont en train de se redéfinir, nous rejoindrons cette grande recherche universelle en assumant nos propres tâches que nous seuls pouvons mener à terme.

Jadis, les ethnologues faisaient entrer les outils d'une société dans l'identité de sa culture. Aujourd'hui l'outillage standardisé, plus que le capitalisme financier et le totalitarisme politique, a nivelé toutes formes d'identité : ces qualitatifs humains historiques, culturels, politiques qui ont tant de prix dans nos aventures, en regard de cette logique quantitative qui risque d'être le seul étalon-or d'une vaine unanimité planétaire. Quand pareille standardisation réductrice s'impose jusque dans le langage, le cercle vicieux est parfait. L'esperanto technobureaucratique nous appauvrit tragiquement, qu'il soit capitaliste, communiste ou autre.

N'y aurait-il comme issue que l'éloge de la fuite dans l'imaginaire, comme le suggère le biologiste Laborit [64] qui décrète la liberté et la spécificité humaine illusoire dans les structures universelles de nécessité, apportant ici une pseudo-caution scientifique à l'idéologie planétaire du modèle technocratique parfait. La nouvelle religion universelle quoi !

Certes, nous devons à la science d'admirables progrès et aussi une conscience très poussée de la logique structurale. Mais elle s'arrête là où commence le qualitatif humain et culturel, là où s'affirment des identités, des libertés, des volontés irréductibles aux comptabilités les plus savantes. Faut-il le redire, la meilleure technologie physique et

sociale ne saurait « humaniser » d'elle-même aucun champ d'expérience, puisque celui-ci doit toujours inventer sa touche humaine propre et sa pertinence culturelle originale. Cette révolution est à faire.

Mais ce que je veux faire ressortir davantage ici ce sont les formes très subtiles d'exclusion du citoyen-profane devant lesdits « experts » qui allèguent souvent le caractère « neutre » de leur travail, de leurs outils, de leurs objectifs, comme si ces mêmes experts n'avaient ni intérêts particuliers ni pouvoir à défendre ou à promouvoir. C'est peut-être la mystification la plus difficile à décoder. Combien de professionnels l'utilisent ! On est plus méfiant devant le politicien, le marchand ou le militant. Mais ce qui est plus grave encore, c'est l'impact d'exclusion. C'est le « fonctionnement » même de l'expert qui exclut le « profane » quand celui-ci n'a rien à dire même sur des terrains où il est directement concerné. Un certain professionnalisme, souvent au nom de sa science et de ses techniques indiscutables, prétend instituer la condition humaine et les choix de ceux qui tombent sous sa coupe. Plus il a affaire à des gens démunis, plus il peut les abuser. Depuis trente ans, j'ai vu des centaines d'exemples où je [65] retrouvais une réplique exacte des abus du cléricisme d'hier. Mais ces nouveaux clercs sont aussi intouchables que ceux de naguère !

Qu'on me comprenne bien, il ne s'agit pas de discréditer l'apport de fortes compétences, d'une solide instrumentation et d'une forte structuration organisationnelle, car là aussi nous avons des points à marquer. Je l'ai assez souligné en début de chapitre pour ne laisser aucun doute là-dessus. Et je crains toujours la rémanence de vieilles attitudes artisanales, anti-intellectuelles, d'un certain atavisme anti-scolaire qui refait sans cesse surface, et cela jusque dans la génération montante. On l'a vu encore récemment dans le débat autour des jeunes assistés sociaux et des programmes de formation qu'on tentait d'instaurer.

Une certaine critique de la science et de la technologie peut avoir cet effet pervers de renforcer ce préjugé historique désastreux pour notre avenir. J'ai voulu plutôt rappeler que structures, mécanismes et techniques doivent s'inscrire dans un champ cohérent et pertinent de pratiques sociales, culturelles et politiques si l'on veut que cette ins-

trumentation soit vraiment appropriée par les gens concernés, si l'on veut bâtir une véritable société à la fois démocratique et dynamique. La technologie elle-même ne peut se déployer sans un substrat culturel qui lui est favorable. On pourrait même parler de culture technologique, comme de culture scientifique.

Nous avons besoin d'attitudes et de comportements plus sains en ce domaine, pour éviter, comme c'est le cas trop souvent, d'osciller entre la technologie-magie et la technologie tabou, entre la « structure vertueuse » et des pratiques erratiques et libertaires. Et s'il faut parler [66] en termes éthiques, disons qu'on ne pourra indéfiniment renvoyer les responsabilités aux institutions et ne se référer pour soi qu'à sa liberté de faire ce qu'on veut n'importe comment, n'importe où, n'importe quand. De telles contradictions sont à lever. Sinon le spectre de la bureaucratie devient un alibi pour légitimer la poursuite exclusive de ses intérêts particuliers dans des pratiques a-sociales, et parfois anti-institutionnelles, anti-politiques, anti-démocratiques. C'est la meilleure façon de réduire les institutions à de purs appareils sans la moindre assise humaine de solides appartenances et de vraies solidarités.

Cela dit, je ne veux pas ignorer l'autre versant du problème, à savoir l'excroissance, des médiations administratives et technobureaucratiques. Cette protubérance incroyable de « cadres », de « paliers », de structures intermédiaires qu'on commence à peine à alléger, à dégraisser. Combien de grandes cités, combien de civilisations de l'histoire sont mortes étouffées par leur bureaucratie. Ce n'est pas un phénomène nouveau comme certains voudraient le croire. L'expérience historique pointe déjà la gravité du défi. Aujourd'hui celui-ci a pris des proportions énormes avec la sophistication très poussée des outils. Sophistication qui parfois est utilisée pour légitimer des contrôles absolus, des pouvoirs autocratiques, des manipulations subtiles de la part des experts et de bien des professionnels. La technologie médicale, par exemple, n'a pas que des gloires à son crédit. Et que dire des planificateurs urbains, des concepteurs gouvernementaux de programmes scolaires, sociaux ou autres ! Et que dire encore de ce monde juridique pléthorique qui raffine la régulation sociale au point de nous forcer à recourir à lui dans la plupart des questions, des problèmes, des débats, des entreprises. J'en ai traité longuement dans le chapitre sur les *tiers fonctionnels* du premier ouvrage.

Le monde des intermédiaires de tous ordres peut offrir de précieux services, mais il arrive trop souvent que ces intermédiaires se substituent aux parties concernées et deviennent les seuls vrais définisseurs de situation. En plus de siphonner d'immenses ressources, ils empêchent l'avènement d'une maturité démocratique. Il ne reste plus que les experts qui débattent entre eux, en se gardant bien de diffuser des informations-clés nécessaires à la délibération des parties concernées. Combien d'exemples pourraient être ici évoqués ? À la source de tant de décisions gouvernementales qui échappent au contrôle démocratique des membres du parlement et de la population elle-même. Pensons aussi à ces « conventions collectives » que les travailleurs ne comprennent pas eux-mêmes, et cela dans leur champ propre d'activités. Parfois le problème atteint les limites du ridicule. Je pense à ces apprentissages qui visent une forme ou l'autre d'auto-prise en charge, et qui paradoxalement renforcent la dépendance parce que la logistique employée n'est gérable que par les experts intermédiaires, que par les « professionnels du processus ».

Le moyen mange la fin. On exige un Boeing pour traverser la rue ! Ce qu'on a pu s'alourdir en mécanismes compliqués pour des transactions et des apprentissages parfois les plus simples. Et quand cela se fait au nom de l'autonomie du « s'éduquant », de l'autodéveloppement des commettants, de l'initiation aux savoir-faire par soi-même, de l'autodétermination des groupes visés, on ne peut alors parler que de mystification des uns et de naïveté incroyable des autres, sans compter l'exploitation qui s'y glisse. Car ce monde des intermédiaires coûte extrêmement cher. Il crée ses propres règles de rémunération à prendre ou à laisser, avec une facturation souvent incontrôlable, sinon incompréhensible.

[68]

Les grands éclatements de tous ordres que nous connaissons et qui ont laissé tant de gens et tant d'institutions démunis et impuissants deviennent une corne d'abondance pour les intermédiaires-experts-consultants. Que de factures disproportionnées j'ai vues au cours des dernières années en une foule de domaines, y compris dans les circuits institutionnels de l'aide aux plus démunis de la société. La dernière en liste, c'était le compte astronomique d'un consultant qui avait rédigé pour le tribunal un rapport d'expertise plutôt bâclé sur le cas d'une « garde d'enfant » réclamée par une pauvre assistée sociale, et cela

après quelques courtes entrevues dans le bureau de ce professionnel. Rapport qui a fait autorité, mais qui était si loin de la situation réelle de l'adulte et de l'enfant concernés. En bout de ligne, un résultat désastreux qu'une connaissance minimale du milieu concret où se posait le problème aurait pu prévoir. Voilà deux êtres parvenus à un certain équilibre malgré une situation difficile, qui se voient imposer une solution pénible et « déchirante » au nom d'une théorie psychologique qui tient lieu de vérité absolue chez l'expert consulté. Devant le juge, les quelques paroles permises à la mère et à son enfant ne faisaient pas le poids avec la dite expertise professionnelle brillante, mais hors du contexte réel d'un problème qui compte déjà plusieurs années, et dont l'issue engage pour longtemps l'avenir de ces deux êtres. Une théorie psychologique venait définir leur destin et leur condition humaine pratiquement sans eux, sans qu'ils aient pu infléchir ou corriger quoi que ce soit à partir de ce qu'ils vivent vraiment, de ce qu'ils pensent et veulent eux-mêmes. Ils assistaient impuissants à la discussion juridico-théorique entre l'expert, les deux avocats et le juge. Et je vois encore la tête de cette assistée sociale à bout de son maigre budget quand, par hasard, elle vit sur le bureau de l'expert, l'énorme compte que celui-ci envoyait à sa filière gouvernementale. Et c'est pourtant [69] cette même assistée sociale qui sent quotidiennement le poids, le soupçon de parasitisme social, de fraude possible, d'exploitation de la société. Les tiers intermédiaires eux s'en tirent avec les honneurs de bienfaiteurs de la société.

Plus j'avance dans mon itinéraire social, dans ma recherche sur l'évolution actuelle des pratiques, plus je découvre comment les tiers de tous ordres sont les révélateurs d'enjeux importants nécessaires à la compréhension de ce qui nous arrive. Les « excès » qu'on y décèle explicitent plus clairement des jeux souterrains plus courants et plus diffusés dans la trame quotidienne des pratiques de la société. C'est pour le moins, un révélateur parmi d'autres, mais combien important pour faire un peu de vérité dans nos vies comme dans la grande société, surtout au chapitre explosif du gaspillage et de l'austérité, des coupures budgétaires et des politiques gouvernementales, des *lobbyings* criards et des groupes déclassés et sans voix, des nouvelles idéologies qui remplacent les anciennes, des choix qu'on veut faire ou ne pas fai-

re, et enfin des facteurs de réalité qu'on met en lumière ou en veilleuse.

À partir de quoi et en vue de quoi lit-on la situation actuelle et son évolution ? Des discours ou des pratiques réelles ? Je ne veux pas me limiter à ce point de vue critique. Il y a présentement des déplacements positifs et prometteurs.

[70]

[71]

LES TIERS.**Tome 3. Pratiques sociales.****Première partie. Évolution de la pratique sociale.**

Chapitre 2

**Des déplacements
prometteurs**[Retour à la table des matières](#)

Les déplacements de pratiques dont il sera question ne sont pas purs d'ambiguïtés, d'illusions, de ratés, mais ils n'en marquent pas moins des progrès. Je dois ajouter que ces passages d'un type de pratique à un autre ne nient pas, pour cela, ce qu'il y a de juste et pertinent dans le premier. C'est une question d'accent, ou parfois de centre de gravité qui se déplace. Ce traitement un peu simplifié, abordé succinctement, sera étoffé et corrigé dans les autres chapitres qui viennent.

De l'offre à la demande

Dans nos sociétés où l'échange mercantile prend souvent le pas sur tout le reste, il est presque nécessaire de lui emprunter son langage pour se faire comprendre. Tels les rapports de l'offre et de la demande, rapports qui débordent, d'ailleurs, l'activité économique comme telle. L'État et ses institutions, les professions et les métiers, les Églises, les

écoles offrent des services. [72] Qu'en est-il de la demande, des besoins et des aspirations, des attentes et des orientations culturelles ? Les agences de publicité investissent énormément pour répondre à cette dernière question. En faisons-nous autant dans les autres domaines ? Je me souviens de cette vaste enquête faite par des agences publicitaires qui aboutissait à cette conclusion : les gens n'ont plus de philosophie de la vie ; ils en cherchent une désespérément ; plus personne n'en transmet ; le moment est tout indiqué pour utiliser ce besoin en publicité. Au même moment, dans les milieux dits progressistes de l'éducation, il était de bon ton de moquer toute la question des valeurs et d'affirmer que personne ne transmet rien à personne. Si c'était vrai, les agences de publicité auraient fait faillite depuis longtemps.

Offre et demande, voilà donc un rapport important pour la pratique sociale. En période de prospérité où le grand nombre peut se payer des choix, le pôle « demande » prend de la force vis-à-vis le monde de l'offre. Alors que dans des temps d'austérité, celui-ci s'impose davantage. L'argument est logique, mais il est un peu trop simple pour rendre compte du réel. L'univers culturel des attitudes, des orientations d'esprit et de vie, des aspirations garde toujours une relative autonomie, une dynamique propre, y compris lorsque la logique de nécessité et de besoin se fait plus impérieuse au moment de la pénurie ou de la cherté de l'offre.

Le chômage actuel n'a pas laminé les attentes de qualité de vie au travail, la recherche d'un boulot épanouissant, utile, créateur, riche en rapports humains, en vraies responsabilités. Cela est particulièrement vrai dans la génération montante qui, pourtant, connaît un chômage aussi grave que massif. Les dernières décennies ont été marquées par certains changements culturels profonds, par des sensibilités nouvelles, par de forts [73] déplacements des objectifs de vie et des rapports sociaux. Révision radicale des rapports homme-femme ; valorisation poussée de l'autonomie, de la gestion de sa vie, de sa propre décision morale, de sa santé, de son affectivité ; relativisation du travail, des institutions, des grandes idéologies, des religions et même de sa culture première.

Certes, il y a aujourd'hui des contre-courants qui agissent comme des ressacs. Mais comme dit le proverbe : « On a la gueule de son temps ». Même les esprits conservateurs ont adopté, fût-ce incons-

ciemment, plusieurs de ces changements culturels. Les ressacs actuels du conservatisme ne sont que l'envers des lames de fond de notre récente évolution culturelle. J'ai souligné, dans un autre chapitre, certaines illusions qu'elle porte. Mais de là à en sous-estimer l'importance, c'est une toute autre affaire.

Croire qu'on va régler les problèmes de l'école par un simple resserrement de la discipline, des programmes et des contrôles, c'est fort simpliste. Il n'y avait pas que de l'utopie dans certaines pratiques éducatives plus attentives à la liberté, à la créativité, à l'initiative des jeunes eux-mêmes. Peut-être faudra-t-il mieux les conjuguer aux pratiques de rigueur de l'esprit, de qualité de contenu, de cohérence, de continuité, d'intégration. Au lieu de les opposer d'une façon manichéenne, pourquoi ne pas les articuler les unes aux autres selon des raccords pertinents aux changements culturels évoqués plus haut. Cela ne vaut pas seulement pour la pratique éducative, mais aussi pour la pratique sociale en d'autres secteurs de vie. Le sociologue Fourastié a déjà souhaité pour le monde occidental une nouvelle articulation des valeurs qui font progresser et des valeurs qui font durer. Ce que séparent les idéologies manichéennes du progressisme et du conservatisme, de la gauche et de la droite.

[74]

Pour le moment, il y a une sorte de heurt, pour ne pas dire de divorce entre l'offre et la demande, sur plusieurs terrains à la fois.

Permettez-moi ici une comparaison qui éclaire le tournant actuel. Pendant longtemps, l'industrie de l'automobile nord-américaine a misé quasi unilatéralement sur le *marketing* de son offre pour définir et stimuler la demande. Ça ne va plus. La demande ne joue plus le jeu. Certes, il y a bien des raisons qui ne viennent pas de la demande comme telle, la crise de l'énergie par exemple. Mais, il y a aussi un nouveau type de comportement qui est en train de renverser le modèle de base que je viens d'évoquer. L'offre, en tous domaines, s'est donné des outils et des pratiques sophistiqués, techniquement et scientifiquement, au point que plusieurs se sont sentis comme écrasés par ces lourds appareillages qui disqualifiaient même les savoir-faire les plus courants de leur vie. Alors, ils ont cherché à se retrouver, à se redéfinir, à se réorienter à partir de leur propre terrain d'expérience, de leurs propres sensibilités, valeurs, besoins et aspirations. Cela a commencé

à côté, dans la vie privée et individuelle, et voici que cette dynamique déborde dans les institutions et se heurte aux modèles dominants de l'offre qui définit la demande.

Je sais qu'il y a un chassé-croisé complexe entre les changements structurels de l'offre et les changements culturels de la demande. Mais je veux souligner le fait que de nouvelles valeurs et pratiques qui se sont développées dans la vie privée commencent à s'exprimer dans les institutions et les milieux de travail. Je refuse de penser qu'il n'y a aucun fondement réel derrière les nouveaux langages : se prendre en main, faire des choses qui ont du sens, affirmer la qualité de vie, etc. Les difficultés actuelles du monde de l'administration, de la gestion, de l'organisation institutionnelle n'y sont pas étrangères.

[75]

Beaucoup de gestionnaires, ici et ailleurs, se fient trop automatiquement à des mécanismes qui n'ont plus la force d'embrayage qu'ils avaient hier encore. Ce diagnostic est confirmé par les dernières déclarations de certains administrateurs chevronnés de chez nous et par des études récentes de la *Harvard Business Review*. (Je pense particulièrement à la série de travaux : *Paths toward Personal Progress : leaders are made, not born*).

Il y a ici une chose très importante qu'il nous faut comprendre pour toucher le noeud du problème que je viens de soulever.

Nos sociétés modernes ont évolué vers une structuration à double palier. Par exemple, de plus en plus d'institutions sont programmées à l'informatique. Il ne s'agit pas de boudier cette merveilleuse technologie, bien au contraire. Mais à mesure qu'elle a progressé, dans la même mesure, hélas très souvent, se sont affaiblies les pratiques du premier palier de la vie, des activités courantes, du champ quotidien d'expérience où interviennent des libertés, des sensibilités, des interactions, des jeux d'influence, des événements, bref des transactions qu'aucune machinerie sociale ne peut gérer. Or, c'est précisément là que le palier « demande » a connu une profonde mutation.

Je ne veux pas laisser entendre que tout est faussé dans le monde de l'offre et que tout est pertinent dans le monde de la demande. Il y a des changements culturels à questionner. Ceux-ci sont plus difficiles à cerner que ne le sont les changements structurels. Mais, en pratique,

on s'arrête relativement peu aux aspects culturels quand il s'agit des pratiques sociales. Et pourtant que de choses, elles peuvent nous enseigner. Les aspirations que je viens d'évoquer ont un envers qu'il me faut préciser.

[76]

Qui attache de l'importance au phénomène de la planche à voile ? Et pourtant, il y a là un signe, entre cent, d'un déplacement psychologique et culturel dans la génération montante. Chacun libre et autonome sur son bateau, en compétition avec soi-même, en prise directe sur la multitude de vagues qui le déstabilisent constamment, à l'affût du vent favorable, mais aussi avec la tentation de ne plus vouloir rien savoir des autres, du pays réel sur la rive qui ennuie ou désespère. Le cœur n'est plus à l'effort collectif en Occident. Ni pour la politique, ni pour l'entreprise et encore moins pour la guerre. Selon Daniel Bell, cet analyste du capitalisme, on serait passé de la logique productive d'intérêt privé à la logique consommatrice de la jouissance individuelle, laissant à l'État le soin d'entreprendre, de distribuer et d'arbitrer, bref, d'assurer la marche de la société au point de s'y substituer. L'idéologie néo-libérale s'en prend à l'État, mais ignore ou veut ignorer cet important passage psychologique et culturel de la logique productive fort ascétique à la logique hédoniste de consommation. Que celle-ci soit offerte par l'industrie ou par l'État, peu importe, car on préfère son plaisir au profit. L'argent, c'est pour consommer. Le rêve des joueurs de loto en témoigne. Mais aussi le travail dont le salaire ne serait que l'unique et vraie signification. Tout le reste tiendrait du discours idéologique y compris celui des théoriciens de la qualité de vie au travail, de la participation, de la concertation et aussi de la productivité, de la gestion de troisième type (Archer), de la formation du personnel, etc.

Selon ce scénario pessimiste, on méconnaîtrait donc la profonde révolution affective et hédoniste qui est en quelque sorte le prolongement culturel du capitalisme. La crise économique n'y aurait rien changé, sinon en y ajoutant des objectifs de sécurité d'emploi, de revenu garanti ou d'intouchables plans de retraite dont on rêve [77] déjà à trente ans. Drôle de mise en cause de l'État-providence quand on sait que la moindre révision des politiques sociales soulève un tollé. La Commission McDonald tout autant que les gouvernements, eux aussi, en savent quelque chose, qu'il s'agisse des pensions de vieillesse, des

prestations aux jeunes assistés, ou encore du ticket modérateur ou de l'assurance-chômage.

Les plus pessimistes diront même qu'en milieu francophone, les anciennes valeurs du Québec traditionnel s'ajoutent aux nouvelles qui, toutes ensemble, ne vont pas du tout dans le sens du virage technologique, d'une relance industrielle, d'une volonté politique collective. Et cela vaut au quotidien. Qui prend au sérieux les centrales syndicales quand elles discutent sur les milieux de travail à ré-inventer ? C'est ailleurs qu'on vit sa vraie vie. Le chômage est considéré comme tragique parce qu'il bloque cette aspiration déterminante. À l'autre bout du spectrum, il faut voir comment ceux qui ont sécurité d'emploi, utilisent la dite marge de manoeuvre des horaires flexibles pour échapper à toute velléité d'équipe de travail, à tout contrôle institutionnel et aux impératifs de productivité, particulièrement dans le secteur public et para-public.

Oui, les pessimistes ont raison ! Mais souvent, ils ne voient pas ce qui est en train de naître derrière ce qui se défait. Voilà ce que je veux explorer dans les prochains passages.

Des modèles mécaniques aux modèles organiques

Face à la cité fragmentée, éclatée, face à des institutions anonymes, aussi abstraites que les combats idéologiques qu'elles suscitent, face à un univers technocratique [78] incompréhensible, lourd et compliqué, face à des jeux politiques qui tiennent plus du spectacle que de la vie, bien des citoyens vont plutôt chercher pertinence, cohérence et horizon dans leur vie privée et dans leur projet individuel. Ils n'acceptent plus d'être coincés entre une vie urbaine hachée, chaotique et un monde organisé aussi froid que sa logique bureaucratique.

Certes, pendant un long moment, plusieurs citoyens ont pu se laisser séduire par les mille et une expériences offertes à la foire urbaine de l'hyperchoix. Mais cette existence d'à-coups, sans rythme, au gré d'événements, de modes, de changements qui se repoussent les uns les autres a fini par créer confusion de l'esprit, stress du coeur et lassitude

d'âme. On fait un tas d'expériences, mais on ne sait plus son expérience de vie.

D'aucuns commencent à réagir en recomposant la trame de leurs expériences les plus fondamentales : vie intérieure, rapports quotidiens, cadres de vie, régime de travail, cheminement éducatif, options politiques. Ils cherchent des liens plus congrus entre leurs manières de vivre, leurs idées et leur affectivité, entre leur travail, leurs loisirs et leur vie sociale. Tout cela s'est d'abord exprimé dans une profonde révolution de l'individualité que les grands scénarios idéologiques ignorent encore beaucoup trop.

Cette recomposition des expériences de base commence à déborder la vie privée. En éducation, on expérimente des ensembles intégrés d'apprentissages. Dans le domaine de l'organisation du travail, on réintègre des dimensions humaines laissées pour compte par le taylorisme, telle une tâche moins parcellaire, plus riche en intelligence, en responsabilité, en créativité, en liberté et en solidarité. D'autres travaillent à la recomposition de l'habitat, du quartier, du réseau d'institutions [79] locales. Les quêtes nouvelles d'une dynamique de la santé vont dans le même sens ; elles tentent de mieux articuler l'exercice physique, l'alimentation, l'environnement, les conditions de travail, le style de vie, l'intériorité, etc.

Pareille recherche d'une nouvelle organicité humaine rencontre un premier défi : une société mécanique avec son hyper-division du travail. Multiplication des spécialistes, des rationalités, des filières, des intermédiaires. Un nouveau problème fait naître une nouvelle discipline avec son organisation, ses techniques. Voyez comment bien des diagnostics débouchent sur une question de mécanisme à corriger ou à inventer. Un monde de plombier sans eau potable, empêtré dans sa tuyauterie. Il ne s'agit pas de sous-estimer ici la science et la technologie, mais de comprendre qu'elles ne créeront jamais d'elles-mêmes une organicité humaine. Or l'homme comme la vie est organique dans tout son être. Non pas seulement son corps, mais l'ensemble de son expérience. Il en va de même des institutions et d'une société vraiment « humaine ».

Là encore, il ne faut pas s'enfermer dans des oppositions simplistes, comme si tout ce qui était mécanique relevait du non-sens, et comme si les « modes organiques », telles l'écologie, la pédagogie

intégrale, le naturisme, l'agriculture organique, la thérapie familiale, le quartier multifonctionnel, la petite communauté fusionnelle, le milieu autosuffisant, l'autogestion n'avaient ni travers ni limites, ni illusions. La liberté humaine a des requêtes autres qu'organiques. On peut s'étouffer à trop vouloir intégrer ou s'intégrer, fût-ce vitalemment ! Les communautés primitives étaient organiques, mais qui y vivrait aujourd'hui ? Le village aussi l'était dans une certaine mesure. Il y avait peu d'espace libre pour de saines et fécondes autonomies. La culture [80] urbaine a apporté des avantages positifs de distanciation entre la vie privée et la vie collective, entre l'individu et les institutions. La culture technologique nous a débarrassés de bien des servitudes. Et les moyens de communication peuvent aider à des rapports moins obligés et plus diversifiés. Le génie de l'outil, c'est une des gloires de notre civilisation.

Mais comment ne pas rappeler que la vie a des richesses qu'aucune mécanique ne peut suppléer. Et n'a-t-on pas accordé aux mécanismes dans la pratique sociale des vertus qu'ils n'avaient pas. Là aussi il y a des mythes à pourfendre. Les logiciels ne se passent pas des capacités de jugement, d'esprit critique, de cohérence mentale chez ceux qui les conçoivent et chez ceux qui les utilisent. Sans trame culturelle et sociale, ils tournent à vide. Il en va de même quand la télévision se substitue au dialogue entre ceux qui la regardent, et quand ce qui se passe à l'écran devient plus important que ce qui se passe dans la vie.

De la spécialisation à la polyvalence

L'hypermécialisation des tâches, des fonctions, des institutions décroît de plus en plus. Souvent une seule rationalité domine, qu'elle soit administrative, syndicale ou professionnelle, qu'elle soit économique, politique ou culturelle. Ces logiques univoques ont fait de nos cités des mosaïques de mondes parallèles où plus personne ne se retrouve. C'est du moins le cas chez un grand nombre de citoyens, et plus particulièrement chez les tiers démunis. On leur demande de se débrouiller dans des institutions dont le personnel lui-même ne connaît pas l'ensemble des filières, des paliers, des officines spécialisées. Ce qu'on a pu compliquer les choses, souvent inutilement.

[81]

C'est dans le monde professionnel que les réticences devant la « polyvalence » s'expriment davantage. L'hyperdivision du travail dans les institutions permet de légitimer un professionnalisme étroit. Faut-il mettre les points sur les i ? Chez nous, à Saint-Jérôme, l'hôpital reçoit beaucoup d'accidentés à l'urgence durant les périodes de grandes fêtes, à cause de la circulation intense dans les Laurentides. Par ailleurs, durant la période des fêtes, l'unité de chirurgie ne fonctionne que très peu. Il serait normal que les dix infirmières qui n'ont pratiquement rien à faire au département de chirurgie viennent donner un coup de main aux infirmières surchargées à l'urgence ? Est-ce là faire injure à la compétence professionnelle ? Allons donc, celle-ci peut s'exercer aussi bien ici que là. Si la population savait de telles choses, elle serait encore plus agressive contre nous du secteur public. Ces impératifs de solidarité minimale et de polyvalence de travail et d'institution n'ont rien à voir avec quelque considération idéologique que ce soit. Au contraire, une telle polyvalence peut créer un milieu de travail plus chaleureux, plus humain et plus fécond. Un militant me disait que c'est là un langage des H.E.C. Alors, je devrai conclure que les groupes volontaires, populaires à part ça, qui vivent cette polyvalence sont téléguidés par les H.E.C. C'est aberrant !

Dans le contexte actuel, de tels refus sont encore plus graves. La crise et la rareté de l'emploi aidant, j'anticipe encore plus de refus de polyvalence, chacun se rivant à son siège, à son bureau, à sa chasse-gardée. On est pour la polyvalence de l'institution, pourvu qu'elle ne vienne pas troubler sa propre pratique quotidienne. On veut bien que le client soit rejoint et accompagné dans son entièreté, et cela jusque dans son milieu naturel, mais on continue d'agir à partir de ses propres catégories « professionnelles » érigées en dogme indiscutable. Tous les autres sont de vulgaires profanes, [82] des ignares quant à sa discipline. Mais on ne semble pas se rendre compte que ce repli professionnaliste fait de soi un esprit très étroit qui ignore tout ce qui ne touche pas sa spécialité, sans compter l'incapacité croissante de travailler avec les autres. C'est ainsi que les beaux objectifs de polyvalence deviennent des vœux pieux, tout autant que la multidisciplinarité et la participation des citoyens.

À l'autre extrême du spectrum, on découvre que les meilleures expériences, les plus fécondes, les plus créatrices sont le fait d'équipes

transhiérarchiques, transfonctionnelles et transdisciplinaires même dans des institutions aussi spécialisées qu'un institut de cardiologie. À plus forte raison, faut-il renforcer cette démarche dans des institutions où la polyvalence est constitutive de leur mission. Voyons un exemple précis de la souplesse de ce cadre de travail où jamais les uns et les autres ne perdent de vue la tâche commune. J'ai vu des situations où la réceptionniste de l'institution, de la clinique en l'occurrence, était associée à l'équipe de travail, parce qu'elle était celle qui établissait le meilleur rapport de confiance avec plusieurs des personnes qui s'adressaient à l'institution. Vous ne pouvez faire des choses semblables sans cette polyvalence concrète transhiérarchique, transfonctionnelle qui permet de confier des tâches de suivi à celui ou à celle qui a la relation la plus positive et la plus confiante avec les personnes à aider. Dans notre culture d'aujourd'hui, l'aspect relationnel a pris une grande importance. Voyez comment la famille tient beaucoup plus par la qualité de ses rapports socio-affectifs que par les fonctions, les rôles et les statuts même re-définis.

Dans cette foulée de polyvalence, on saura découvrir et développer des formes plus qualitatives de participation des citoyens eux-mêmes, bien au-delà de la [83] structure administrative. Les faiblesses et les insatisfactions constatées à ce niveau ne sont pas étrangères à la pauvreté de la pratique de polyvalence dans l'activité courante de l'institution. Les questions de pouvoirs, de statuts, de représentativité sont alors traitées d'une façon purement idéologique à gauche comme à droite. Même le critique scientifique qui se cantonne à ces paliers n'y échappe pas. Dans les solides expériences de polyvalence, on voit rarement des luttes de pouvoir sans issue, car on se définit davantage à partir de la tâche commune, de son efficacité et surtout à partir de ceux qui sont la raison d'être de l'institution comme telle. On en arrive ainsi à des « nous » de travail.

Comment prétendre amener des milieux, des communautés à se prendre en charge, si les institutions à vocation sociale évidente comme les services sociaux, les hôpitaux, les écoles, les centres d'accueil ne développent ni solidarité institutionnelle, ni complémentarité véritable du personnel, ni collaboration souple et efficace entre les fonctions ? La vie, les milieux, les institutions et les êtres humains eux-mêmes sont multidimensionnels ; ce qui nécessite une polyvalence de base en toute organisation.

Il faut le redire avec force, le taylorisme de l'hyperdivision du travail, du fonctionnement des opérations, de la rigidité des postes, de la sur-spécialisation - ce taylorisme est plus désastreux dans les institutions sociales que dans les entreprises de fabrication. Les réformes internes à l'expérience du travail, à son organisation ne cessent d'être remises aux calendes grecques, par le mouvement syndical lui-même qui de par sa vocation historique devrait en être un des principaux inspireurs. Je trouve tragique qu'une certaine militance identifie de tels propos à une idéologie patronale dite de droite ou anti-professionnelle. Je ne vois pas comment [84] atteindre les objectifs que se donnent les institutions sans des pratiques de polyvalence, sans certaines pratiques communes qui permettent de tisser une trame sociale et institutionnelle pour soutenir l'interdépendance des fonctions et des professions. C'est une condition minimale pour assurer une base humaine et sociale quotidienne, en solidarité avec ceux qui en sont la raison d'être.

Le patient stressé à l'hôpital, l'adolescent éclaté à l'école, le vieillard solitaire du centre d'accueil, l'assisté ou le chômeur découragé ont besoin d'un tel contexte humain d'accueil, de collaboration. Ils viennent à ces institutions avec, bien sûr, des problèmes spécifiques, mais ce sont des problèmes qui le plus souvent touchent toutes les dimensions de leur vie et leur personne en son entièreté. Comment peuvent-ils être reçus humainement dans des institutions sans unité, toutes en filières et labyrinthes, en tensions permanentes, sans courant chaud de collaboration au sein du personnel. En dépit des regrets que les uns et les autres formulent sur ces froideurs institutionnelles, on en est venu à considérer cette situation comme inévitable et insurmontable. Seules les grèves prolongées du secteur public commencent à se révéler insoutenables, alors que le problème de fond se pose dans la quotidienneté même.

Certes, il existe des exemples admirables de communautés de travail en institution, capables d'assumer leurs conflits et de ne pas les régler sur le dos de la population. Mais ce qui me scandalise, c'est qu'on les considère comme des exceptions qui confirment la règle générale. Tout ce qui a nom ou pratique de collaboration, de polyvalence, de concertation tiendrait de l'utopie, du vœu pieux, du moralisme, de l'idéologie de droite, de manoeuvre patronale, de récupération ou de quoi encore ! Qui paient le plus cher la note de ce refus ? [85] Les

tiers. Pourtant, il s'agit là des conditions minimales de viabilité, de crédibilité et d'efficacité de nos institutions publiques.

Lors d'une grève prolongée dans l'hôpital de ma région, un personnel restreint a réussi des choses étonnantes en oubliant pendant toute cette période ses frontières de statuts, de fonctions, de postes pour agir en fonction du défi commun à relever. L'atmosphère y était toute autre. Les patients eux-mêmes y apportaient leur collaboration. Et aucun membre du personnel n'hésitait à en aider un autre, peu importe si cela n'entraînait pas dans ses attributions. Bref, on trouvait là les conditions normales d'un groupe humain confronté à une tâche commune. Quel paradoxe que cette normalité soit considérée comme une exception à la règle générale ! L'opposition manichéenne entre spécialisation et polyvalence ne saurait se prolonger au moment où nous entrons dans des temps difficiles qui appellent des solidarités autrement plus serrées. C'est dans cette perspective que la « crise », au sens chinois (1) peut signifier « opportunité ».

Du goût de vivre au goût de réussir

J'ai dit précédemment que la vie individuelle et privée s'était requa-
lifiée au cours de la dernière décennie et que cette expérience com-
mençait à se prolonger dans l'institution où l'on travaille. Comment
accepter d'entrer le lundi matin avec une gueule de bois et se résigner
à passer le tiers de sa vie dans un climat débilisant, alors qu'on connaît
des week-end plus gratifiants et un style de vie plus intéressant ?

Essayons d'exprimer ce défi par une interprétation positive. Com-
ment se fait-il que dans des situations [86] administratives ou institu-
tionnelles semblables, certains en arrivent à des expériences fécondes
alors que d'autres se stérilisent en alléguant mille et une raisons, sou-
vent toutes extérieures à eux-mêmes pour justifier leur échec ou leur
inertie ?

Par exemple, j'ai noté que la plupart des expériences intéressantes
avaient des traits communs qui devraient nous inspirer.

Dans chacun des cas, on s'est dégagé, dans un premier temps, des
carcans administratifs, syndicaux et professionnels et aussi de ce que

je pourrais appeler des intérêts immédiats et partis pris idéologiques étroits pour chercher d'abord ensemble un ou deux objectifs communs, une ou deux tâches communes susceptibles d'être assumées dans chacun des secteurs. *More than two objectives is no objective.*

Un même état d'esprit qualifiait cette attitude de base, à savoir cette volonté d'exprimer un nouveau goût de vivre dans celui de réussir ensemble un chantier concret, plutôt que d'arriver tous les matins avec le sentiment de s'enfoncer dans une mare quotidienne où il n'y a plus de courant.

Dans chacune de ces expériences heureuses, on a misé sur les dynamismes existants. L'initiative de départ a pu venir d'une direction, d'un groupe de professionnels, du syndicat ou d'un regroupement de malades. Redisons-le, une petite société comme la nôtre se doit avant tout de mettre à profit ses dynamismes partout où ils se trouvent.

Il m'est arrivé de suggérer à des gens autour d'une même table d'oublier un moment leurs groupes d'intérêts, de cesser d'être uniquement des porte-parole de [87] l'administration, du syndicat, de tel corps professionnel ou des usagers, et de mettre sur la table ce qu'ils voulaient faire entrer dans un projet commun ou pour la prochaine étape.

À la surprise de tous, beaucoup d'obstacles structurels ou autres, jugés jusque là insurmontables, apparaissaient tout à coup secondaires ou même dérisoires, par rapport à la force d'entraînement et de motivation d'un projet qualitatif commun.

Rien ici d'une stratégie savante et compliquée. On s'est fait confiance un peu. On a donné à la vie toutes ses chances. On a reconnu, sans s'enfermer ni exclure, la ligne d'action privilégiée par l'un ou l'autre groupe d'intervenants. Ce qui présuppose une ferme volonté de se définir et d'agir autour d'une mise commune. Mise qui sera, bien sûr, en relation avec la mission propre de l'institution.

Permettez-moi une autre comparaison. Il n'est pas possible de jouer au *poker* sans une mise au centre de la table. Bien sûr, chacun a son propre jeu dans un contexte de compétition ou de conflit, mais personne ne peut jouer ses cartes sans cette fameuse mise au centre. Mise plus ou moins riche, mais non moins nécessaire. Voilà ce qui nous manque le plus, ce qu'il nous faut apprendre dans nos institutions.

Nous avons multiplié les spécialités, les rôles, les objectifs au point de perdre de vue ou de ne plus savoir la mission propre de l'institution et ce qui se passe chez ceux qui en sont la raison d'être. Il me semble que cela commande un « recentrage » qui, par delà les compétences particulières, devrait déboucher sur une stratégie commune autour de finalités plus claires et plus unifiées. Ce qui est impossible si on ne s'entend pas sur [88] les missions, leur hiérarchisation, leurs priorités et même leurs sens. À tellement se mobiliser sur les médiations structurelles, on a fini par croire qu'elles pouvaient définir par elles-mêmes les contenus, les fins à poursuivre.

Si l'école, l'hôpital, l'agence sociale sont des foires d'empoigne dans des débats inextricables sans consensus minimum sur un quelconque objectif, nous n'irons pas loin comme peuple, comme société. Il est peut-être temps de susciter un déblocage par la mission commune, au moment où les médiations structurelles n'arrivent plus à se dépêtrer de leur enchevêtrement complexe et stérile. Plus que d'un nouveau contrat social, nous avons d'abord besoin de mieux savoir ce que nous voulons et vers où nous allons.

Il me semble qu'il y a présentement une convergence d'attitudes positives qu'on pourrait davantage mettre à profit dans nos institutions. Convergence du goût de vivre, du mieux vivre, des raisons de vivre. Cette nouvelle dynamique d'intégration et de créativité, de recentrage et d'unité de la vie chez l'individu peut être un apport très précieux au plan institutionnel et collectif. Plusieurs réagissent devant le climat de morosité et de déception face à une récession imprévue. Le comportement se fait plus réaliste, plus pragmatique. Et les difficultés elles-mêmes ressuscitent le meilleur qu'on porte en soi. Je sens ces choses en plusieurs milieux. Une sorte de nouvelle motivation à reprendre le collier avec la conviction que la vie facile, les solutions peu coûteuses en investissements personnels ne sont plus possibles. Cette attitude nouvelle se prolonge dans des rapports humains plus attentifs, plus solidaires au travail ou ailleurs.

On consent à des objectifs plus modestes pourvu qu'ils soient réalisables. On a le goût de les partager [89] concrètement avec tous ceux qui sont prêts à un tel investissement, peu important les différences de statuts, de fonctions, de compétences ou d'identités. L'important, c'est de réussir ensemble des entreprises intéressantes et utiles. On n'en est plus au refus global d'hier, ni aux fonctions purement défensives de

critique idéologique exacerbée, de revendications impossibles, de mise en cause du système à chaque nouveau pas. Il y a là une nouvelle pulsion de vie et de créativité qui commence à percer. Et il est important d'en préciser les pratiques les plus prometteuses. Ce qui sera l'objectif de la prochaine étape.

[90]

[91]

LES TIERS.

Tome 3. **Pratiques sociales.**

Première partie. **Évolution de la pratique sociale.**

Chapitre 3

Des pratiques ternaires

[Retour à la table des matières](#)

Je m'en vais explorer et préciser dans ce chapitre quelques pratiques existantes ou possibles qui marquent un premier dépassement de ce que j'ai appelé le dualisme manichéen de nos institutions trop livrées à l'unique logique d'un pur rapport de force entre deux pouvoirs qui trop souvent s'affrontent au détriment des tiers. Les démarches ternaires peuvent offrir des issues à un tel enfermement. Il n'y a pas là solution à tous nos embarras actuels. Tout au plus quelques pistes d'avenir, particulièrement en relation avec les défis que posent la situation de plus en plus difficile des tiers, de ceux qui ont peu d'atouts en main pour faire face à la situation présente. Ces pratiques n'en concernent pas moins toutes nos institutions sociales et ceux qui y travaillent.

Supports communautaires, expertise professionnelle et logique institutionnelle

À titre de président de la semaine du bénévolat, j'ai fait un tour de province où j'ai découvert une véritable [92] explosion des groupes volontaires, et surtout des expériences communautaires, des pratiques, des équipes de travail qui peuvent donner de jolies leçons à bien de nos institutions publiques. L'étude Colin, Shérif et Bergeron sur la pratique des supports communautaires chez les personnes âgées laissent entendre que plusieurs praticiens sont peu aptes, sinon peu ouverts à cette tâche commune de base sur laquelle je reviendrai un peu plus loin. Comment expliquer que des organismes, comme le centre de la famille, chez nous, arrivent à des performances aussi étonnantes que fécondes avec un équipement minimal, des ressources très limitées et un personnel très réduit ?

Depuis 25 ans, j'ai vu des centaines et des centaines de gens qui avaient, au départ, plusieurs problèmes qu'ils ont résolus dans des expériences communautaires où par un jeu très riche d'interactions, ils ont pu requalifier les diverses dimensions de leur vie, tout en devenant des citoyens actifs dans leur milieu. Tel ce jeune aux prises avec un bégaiement, un problème d'alcoolisme, une sous-scolarisation, un comportement de délinquant. Après trois ans dans un mouvement social de jeunes, on ne le reconnaissait plus. D'un multiple-cas problème, il était devenu un *leader* social des plus précieux pour son milieu. C'est là un exemple à l'opposé d'une technobureaucratie qui isole les problèmes les uns des autres et crée pour chacun une filière, une spécialité, une structure et quoi encore ! L'approche systémique que développent certains milieux professionnels, est déjà un bel effort de dépassement. Mais il ne suffit pas.

Dans les débats récents, on a évoqué bien des distinctions piégées sur lesquelles je voudrais m'arrêter un moment. Telle la distinction institution et milieu naturel, telle la distinction d'institutions à vocation communautaire, polyvalente en milieu naturel, d'une part et, [93]

d'autre part, les institutions consacrées aux missions institutionnelles spécialisées. Je résiste à des oppositions simplistes entre la logique institutionnelle, l'expertise professionnelle et la pratique communautaire, surtout lorsqu'on veut promouvoir l'une en disqualifiant l'autre, alors qu'on peut instaurer une interaction dynamique et critique entre les trois.

Faut-il rappeler la vérité quasi cruelle de ce vieux proverbe qui dit ceci : « quand les institutions s'affaissent, les êtres humains deviennent imprévisibles, incertains, déroutés, exaspérés et même violents » ? D'où mon désaccord sur la désinstitutionnalisation comme panacée.

Faut-il rappeler aussi qu'on a mis trop d'efforts et de ressources dans le développement de compétences professionnelles solides pour se prêter au mythe de la déprofessionnalisation, pourvu, bien sûr, qu'on n'oublie pas qu'une compétence professionnelle, c'est plus que la maîtrise d'un champ de connaissances et de techniques, mais c'est aussi une pratique sociale, avec ses modes particuliers d'expression, de compréhension, d'action et de relation aux autres et au milieu.

Faut-il rappeler enfin que l'intervention communautaire n'est pas une spécialisation, mais une pratique, une compétence, une approche commune à tous les intervenants et aux citoyens ? Quand donc va-t-on se rendre compte que c'est la pratique communautaire qui coûte le moins cher et qui est la plus féconde ? L'étude Bouchard-Chamberland qui a comparé deux quartiers pauvres de Montréal, a trouvé huit à neuf fois plus d'enfants maltraités dans l'un des deux quartiers, alors que dans l'autre, il y avait un ensemble de soutiens communautaires.

[94]

Au moment où l'on souhaite, dans la foulée du rapport Barclay, un nouveau partenariat entre les services institutionnels, les groupes volontaires et les réseaux quotidiens d'entraide et d'entrepreneuriat, au moment où, comme le souligne Jacques Godbout de l'INRS, l'on fait face à une inévitable diminution des ressources centrales, à la crise

économique, à l'obligation de recourir de nouveau au milieu pour régler les problèmes, à l'impossibilité d'engager un spécialiste chaque fois qu'un nouveau genre de problème, de besoin ou d'aspiration se présente... il faut transformer ce défi en capacité réaliste et imaginative de mise en place, non pas de nouvelles structures, mais de nouvelles pratiques.

Je ne veux nullement mettre en cause les luttes nécessaires pour contrer certaines politiques antisociales du néo-libéralisme au pouvoir. Mais il est de plus en plus évident que nous ne pourrons plus poursuivre l'expansion de services que nous avons connue au temps de la prospérité. Il y a un assez large consensus sur la nécessité de réduire le lourd appareil de l'État. C'est toute la crédibilité des forces progressistes qui est engagée dans cet effort de discernement pour défendre des causes justes, et reconnaître en même temps les passifs de nos réformes sociales. Il n'y a pas que les lourdeurs administratives. À tous les niveaux, dans les Affaires sociales comme ailleurs dans le secteur public, on ne s'est pas « coupé les doigts », pour reprendre une expression populaire. La productivité des « professionnels » du secteur public a été souvent aussi piètre que celle des cadres. On ne convaincra personne en prétendant le contraire. Trop de plaidoyers actuels professionnels ou syndicaux refusent de reconnaître le moindre abus, le moindre travers, et laissent entendre que certains coûts prohibitifs du secteur public ne viennent que de la mauvaise administration de l'État et de ses gestionnaires.

[95]

Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'on devra être plus efficace avec des ressources moindres. Ce constat ne saurait être biaisé par des considérations idéologiques de part et d'autre, soit pour arrêter le progrès social, soit pour en faire une sorte d'absolu qui ignore toute évaluation économique, toute autocritique de ses divers agents. Le secteur public chez nous doit regagner sa crédibilité, et cela nous concerne tous, y compris les « usagers ».

Personnalisation, « responsabilisation » et réciprocité

Aussi longtemps que la prospérité et ses promesses venaient appuyer une mobilité sociale et économique ascendante, on ne s'inquiétait pas trop des îlots de dépendance que constituaient les laissés pour compte. L'accessibilité universelle aux services de base allait de soi et l'on se disait que des politiques sociales généreuses pouvaient régler ce grave problème des inévitables écarts qui accompagnent toujours une croissance rapide. Bien être et croissance, les deux faisaient la paire, comme d'ailleurs, l'économie de marché et la social-démocratie. De plus, l'intense socialisation et la politisation suscitées par la mise en place de nouvelles structures inspiraient la création de mécanismes de participation dans les institutions publiques. À côté de ces assurances formelles, de fréquentes et vastes consultations n'ont cessé d'occuper la scène publique et tous les secteurs de la vie collective. Malgré tout cela, pratique et culture de dépendance grandissaient. Cet échec qui, comble de malheur, tombe en pleine récession économique, et surtout en pleine crise financière de l'État, amène un changement de pratiques, même si le discours social n'a pas changé. Il ne s'agit plus de [96] participation, mais de contrôle. Ce qui donne un nouveau tour de vis à la réglementation bureaucratique. Quelle ironie, au moment où l'on parle tant de déréglementation ! Ces opérations de contrôle déclenchent à leur tour des mécanismes d'autodéfense, des luttes juridiques et de nouveaux débats idéologiques.

Dans un tel contexte, je crains qu'on remette aux calendes grecques, une fois de plus, cette nécessaire requalification des pratiques sociales à la base des institutions, des milieux de travail et des milieux sociaux. Je n'en fais pas un objectif unique, mais Dieu ! ce qu'il peut être important pour contrer cette mentalité de dépendance qui s'est accrue dans la prospérité comme dans l'austérité. Un défi permanent, quoi ! Un défi reconnu, mais sans cesse gommé par un progressisme qui l'ignore et par une nouvelle droite libérale qui voudrait le résoudre

par étouffement. Je sais qu'il n'y a pas ici de réponses simples et faciles. Les résultats des études sur la participation des citoyens à la gestion des institutions publiques sont accablants. Et les urgences de la situation présente incitent à trouver des chemins plus courts et plus efficaces. *Mais le problème de fond de la dépendance reste entier, et l'on ne peut démissionner sans s'enfoncer dans des ornières insurmontables.* Cette question concerne non seulement les dépendants eux-mêmes, mais aussi les institutions et les milieux. Il y a de nouvelles pratiques qui pour se diffuser efficacement doivent circuler dans l'ensemble du système social, et non pas seulement dans des lieux privilégiés d'expérimentation et de créativité.

Il me semble qu'on pourrait féconder mutuellement certaines prises de conscience, certaines orientations, certaines sensibilités, certaines valeurs motrices qui commencent à se traduire dans les comportements et les pratiques des uns et des autres. Leur force viendra de [97] leur conjugaison, et leur faiblesse de leur séparation. Essayons d'y réfléchir à partir du tryptique annoncé plus haut.

D'abord la personnalisation. La valeur-clé de l'autonomie dans notre culture d'aujourd'hui ne concerne pas seulement l'individu. Elle vaut aussi au plan institutionnel et collectif. Et ce n'est pas dans le sens de ce remède-panacée que serait la décentralisation. Ma visée est d'un autre ordre. Elle part d'un constat facilement vérifiable par les uns et les autres : *les institutions qui ont développé une personnalité propre suscitent les plus fortes motivations et appartenances.* Voyez où se logent les éléments dynamiques de votre milieu, les groupes-moteurs, les équipes entreprenantes. C'est toujours dans des lieux et des structures personnalisés. Tout le contraire des modèles standards de gestion, d'intervention qui ont fini par assécher l'originalité, l'imagination et l'initiative.

Mais qui dit personnalisation dit « responsabilisation ». « Une évidence », me direz-vous. Les faits prouvent le contraire. La contradiction est flagrante entre notre culture psychologique de l'autonomie et ces multiples pratiques de dépendance qui font de tant de citoyens des consommateurs passifs, des téléspectateurs crédules, des clients de l'État, des Godots qui ne misent que sur le gros lot. Je pense qu'il

manque à la base sociale des expériences, *des pratiques de réciprocité où chacun est placé dans une situation pour à la fois recevoir et donner*. Dans bien des groupes volontaires, on a développé cette dynamique pratiquement disparue de nos institutions publiques. Alors, il ne faut pas s'étonner du procès de l'État-providence et du discrédit de nos nouvelles institutions. Combien d'études ont montré que même des politiques sociales très poussées ont détruit le système de réciprocité qui existait déjà dans les populations visées ?

[98]

On a constaté, par exemple, que les centres d'accueil pour personnes âgées sont moins médicalisés et moins aliénants quand l'organisation du travail est moins standardisée et plus ouverte aux mille et une formes de participation des résidents eux-mêmes. Il y a des luttes contre les coupures de budget, de personnel ou d'équipement qui ne sont pas crédibles parce qu'il s'y glisse subtilement ce jeu pervers de la dépendance payante. *Plus les bénéficiaires sont dépendants, plus il y a de problèmes et plus il faut multiplier le personnel, les services, les spécialistes. Ce qui développe automatiquement une bureaucratie hypertrophiée dont on ne voit jamais le bout des revendications. Pareil état de chose légitime le virage à droite et amène les gens les plus dynamiques à construire à côté.*

Même au chapitre des finances publiques, en tenant compte des contraintes budgétaires, on ne saura mettre en marche de nouveaux services, si l'on n'accepte pas d'engager les usagers selon leurs Possibilités, comme c'est le cas dans les garderies. Ici, des positions idéologiques pures et dures sont condamnées à l'inefficacité au départ. Nous nous sommes donné, dans nos institutions publiques, des structures et des modes de fonctionnement tellement coûteux, rigides, lourds et si peu efficaces qu'une majorité de citoyens, face aux culs-de-sac budgétaires et fiscaux, pourraient opter bientôt pour un retour tête baissée au secteur privé.

Les milieux de travail constituent le principal circuit d'expérimentation et de diffusion de ces nouvelles pratiques inséparables de personnalisation, de « responsabilisation » et de réciprocité. On a dit que les motivations des soldats au cours des dernières guerres étaient moins reliées à la défense de la patrie qu'aux solidarités immédiates et personnalisées entre eux. Si l'exemple est haïssable, la leçon ne l'est

pas. D'ailleurs, ce propos ne [99] vaut-il pas davantage pour des tâches constructives où s'ajoute le plaisir de créer ensemble. Une institution motivante aujourd'hui, c'est une institution qui a une « personnalité », une histoire, un corps organique d'échanges, des espaces de libertés fécondes, de réciprocitys confiantes, d'initiatives encouragées. On va me dire que cela est de tous les temps. Je crois qu'il y a ici, de nouvelles touches culturelles auxquelles il faut donner des mains. Telles ces dynamiques d'autonomie qui ont dépassé des positions de défense et cherchent maintenant de vraies responsabilités et de fortes réciprocitys. Il faut savoir les repérer, les encourager, les susciter, les articuler les unes aux autres dans des projets réalisables. Et les inévitables débats et conflits s'inscriront alors dans une pratique de vivant et dans un climat plus sain.

Trois forces contemporaines : le sujet, l'autre et le tiers

Le sujet, l'autre et le tiers, voilà trois références qui peuvent paraître bien abstraites pour qualifier les nouvelles pratiques qui émergent. Essayons de les concrétiser dans un champ plus circonscrit d'expérience, à savoir le mouvement féministe avec ses luttes et les pratiques qui l'accompagnent.

Il y a d'abord ces pratiques où la femme revendique d'être considérée comme un sujet entier et non comme un être qui n'a de sens et d'utilité qu'en fonction de... qui n'a de statut que celui de fille, de mère ou d'épouse.

Il y a aussi ces pratiques où la femme apporte, au-delà de l'aire domestique où elle était jadis confinée, Une *autre* parole publique, Une *autre* vision de la situation, d'*autres* façons de penser et d'agir, d'*autres* [100] chemins d'humanité, bref *l'autre* face du réel. Un réel que les codes masculins prétendaient définir d'une façon exhaustive.

Enfin, il y a ces pratiques qui partent de la femme en situation de *tiers*. La plus évidente est ce fait que la majorité des pauvres sont des femmes. Les statistiques sont ici indiscutables. Mais il y a plus. J'ai

déjà montré comment certaines théories scientifiques ont réduit la femme au rôle de tiers sans poids véritable. Dans le schème freudien de base, le père et les fils se disputent entre eux ces tiers que sont les femmes (Voir *Totem et Tabou*). L'important se joue entre les mâles. On me dira que les choses ont bien changé. Mais que de chemin à faire encore !

Retenons pour le moment la signification historique de cette pratique ternaire où se conjuguent trois forces critiques et constructives à la fois. Les pratiques sociales nouvelles mettent l'accent tantôt sur l'une, tantôt sur l'autre. Leur cheminement peut partir de l'affirmation du sujet, passer par la lutte qui revendique une place pour l'autre, l'autrement, et déboucher sur la libération et la promotion des tiers déclassés. Certaines pratiques font un cheminement inverse. À vrai dire plusieurs pratiques sont possibles dans ce jeu ternaire. Je sais qu'une telle démarche peut se prêter à l'esprit de géométrie. Essayons, en poursuivant l'exemple choisi, d'en voir la portée concrète, et cela dans l'ensemble de la société.

Le sujet. Je ne vois pas comment on peut dénoncer la réduction des êtres à la condition d'objet, et ne pas y opposer une pratique, une politique, une philosophie du sujet. Il y a ici une force historique gigantesque déjà à l'oeuvre dans notre vie contemporaine.

[101]

Combien de révolutions, y compris les plus récentes, ont été de vastes transferts de pouvoirs ou d'avoirs sans que les masses humaines et la plupart des individus accèdent à la condition de véritables sujets humains qui peuvent faire leur histoire, leur politique, leur économie, leur société ? Pour la première fois peut-être, nous sommes en face d'une révolution, celle de la femme, où nous sommes confrontés directement et immédiatement en termes de sujets humains.

C'est là le plaidoyer percutant d'une philosophe féministe allemande, Dorothee Sölle.² Non pas que la révolution féminine se désintéresse du pouvoir comme tel, et des luttes qui s'y rattachent. Mais elle va beaucoup plus loin, en démystifiant une logique du pouvoir qui,

² « Le Néo-conservatisme », *Concilium*, no 161, 1981, p. 113.

livrée à son exclusive, s'érige en finalité totale, absolue, jusqu'à renvoyer l'être humain à la condition d'objet, d'instrument, de moyen pour d'autres objectifs extra-humains, tels l'argent, la propriété, etc. Un peu partout dans le monde, des individus, des classes, des peuples se lèvent face aux grands systèmes et posent la question la plus radicale : est-ce que nous valons par nous-mêmes, pour nous-mêmes, ou bien sommes-nous des rouages anonymes de votre Capital, de votre parti, de vos appareils, de votre État ? Qui sommes-nous dans vos batailles de « blocs », de fric, de canons ?

La révolution féminine du sujet n'est donc pas un phénomène isolé. Elle s'inscrit dans cette immense clameur historique du sujet humain qui veut enfin naître, advenir au monde, comme le disait bellement Rimbaud. Cette révolution est à faire. Mais elle est déjà commencée dans cette nouvelle conscience post-capitaliste, post-marxiste.

[102]

Ceux qui ne sont pas inscrits dans des rapports de force - les tiers, les minorités, les majorités sans poids, les exclus - sont les révélateurs de ce changement politique à peine amorcé, justement parce qu'ils ne sont que des sujets humains. Si les droits fondamentaux rattachés directement à cette condition de base restent lettre morte, non seulement les droits des autres sont disqualifiés, mais aussi le droit lui-même comme référence éthique et politique première de notre civilisation.

Plusieurs objectifs de luttes féminines révèlent des dessous politiques souvent ignorés. La récupération de son propre nom, chez la femme, n'est pas une conquête superficielle et marginale. Elle a une densité philosophique et une portée politique dans cette révolte et cette affirmation historiques du sujet humain. Ce n'est là qu'un exemple, entre plusieurs, de la pertinence de tels combats. Il en va de même des objectifs d'égalité qu'une nouvelle droite remet en cause au nom de valeurs comme la compétence, le talent, la liberté, le progrès, pour occulter sa position de privilège dans le statu quo qu'elle veut maintenir.

Cela me fait penser à cette logique perverse qui accuse de racisme le « noir » qui comme tel veut les mêmes conditions d'égalité que les blancs ont déjà. Accusation qui permet d'occulter la position de domination et de privilège qu'amène la situation d'inégalité dans le champ réel des rapports sociaux et de l'organisation sociale, économique et

politique. Quand on a sa peau à défendre, peut-on être autre chose que radical ? Cela n'a rien à voir avec le fanatisme. La tolérance ne doit pas légitimer l'intolérable.

Les individus et les groupes qui occupent les créneaux importants du système social n'ont souvent qu'à utiliser leur statut pour s'affirmer. Tout le poids des [103] appareils va dans leur sens et à leur profit. Ils peuvent même s'y retrancher et agir anonymement et efficacement selon leurs intérêts. Les groupes marginalisés, au contraire, doivent avancer visière levée, à leur corps défendant, en ne mettant dans la balance que le poids de leur humanité.

C. Bonenfant s'en prend, avec raison, à une certaine attitude piégée du type « quand on veut, on peut ». Attitude qui correspond à celle des groupes dominants qui blâment les dominés de leur oppression. « Les esclaves noirs des plantations n'avaient qu'à vouloir pour briser leurs chaînes, les Juifs qu'à refuser de se rendre à la chambre à gaz ! »

L'autre. On parle aujourd'hui de pluralisme, de tolérance, de droit à la différence. C'est là un progrès. Mais en ce domaine comme en bien d'autres, les discours sont plus nets et généreux que les pratiques. Encore ici l'exemple choisi peut nous éclairer. Par rapport à un certain héritage reçu, et aussi par rapport à cette culture moderne, urbaine et pluraliste, la femme qui s'affirme comme autre devient le test de vérité peut-être le plus concret, le plus quotidien pour juger discours et pratiques en matière de pluralisme, de « différence », d'ouverture à l'autrement, à d'autres possibles, à d'autres rapports sociaux.

Ce qui me frappe d'abord dans la démarche de libération féminine, c'est son mouvement du dedans. Non pas seulement dans le sens d'une intériorité réappropriée et réclamée, mais aussi dans le sens d'un quotidien concret qui se fait politique. Mouvement intégré du matériel et du spirituel. Mouvement ascendant d'une chair brûlante et aimée à un esprit plus libre et plus créateur. Mouvement vital qui va de la nature à la culture. Mouvement réaliste, qui établit une réciprocité [104] dynamique entre le pain de l'égalité et le sens de la différence.

Nos libertés masculines sont abstraites, descendantes, sans doute parce que nous les avons déduites de nos codes et de nos systèmes. Voici une autre pratique sociale en accointance avec la libération des

classes populaires qui ne peuvent se payer une liberté, une culture, une politique décrochées de la vie, des besoins fondamentaux, des solidarités de base.

La pratique féminine de libération porte des dramatiques chaudes d'humanité. Elle ne se paie pas de mots quand elle aborde ses « enjeux », le plus souvent liés à des situations où la femme « risque sa peau », et engage toute sa vie. Un certain moralisme masculin tout en code, ennobli d'idéalisme, méprise cette recherche éthique de la solution la plus humaine, bien située dans l'ensemble de l'existence, du projet de vie, de la personne et de son réseau de relations. Les codes masculins n'arrivent pas à accueillir, à intégrer des facteurs de réalité, particulièrement ceux qui sont d'ordre affectif.

Il y a dans la pratique féminine de libération un sens du tragique apprivoisé, humanisé qui n'a rien de ces héros masculins jouant la mort sur une absence de sens à leur vie, comme le dit Annie Leclerc. Et en matière d'éthique, j'ai la conviction que les morales reçues ont manqué d'approches féminines. Il s'agit là d'un domaine où la complexité de la vie, et surtout de la condition humaine, appelle un sens plus empathique du contexte d'existence, du cœur et de ses raisons, de la situation toujours « relative » et de ses impondérables. Il manque à nos morales masculines à la fois l'instinct et la finesse, l'empathie et l'équité ; et aussi une capacité de saisir l'entièreté de la vie, de l'expérience, de la personne totale ; sans compter une méfiance du sentiment, [105] de la subjectivité, de la dramatique émotive. Qui sait, une autre éthique est peut-être en train de naître de cette pratique de libération. Cette dernière remarque va nous entraîner beaucoup plus loin.

Le rapport de domination entre les sexes était subtilement piégé par des valeurs aussi nobles que l'amour ; cette dominance avait une profondeur philosophique qu'exprime justement le terme « sujétion », à savoir la disparition de la condition radicale de sujet chez celle qui se définit uniquement en fonction de l'autre, seul sujet véritable, personnel, politique et juridique. Mais il y a plus.

Si l'être humain émerge et émerge de la nature par la brèche de la conscience libre, on comprend l'enjeu crucial d'une libération qui veut se dégager d'un déterminisme biologique dans lequel la femme a été enfermée physiquement, psychologiquement, socialement, culturellement et politiquement. La radicalité de cette libération déclenche une

dynamique historique qui peut entraîner toutes les autres, y compris celle des classes les plus prolétarisées. Car il n'est pas de forceps plus redoutables que ce déterminisme qui se légitime dans la nature, dans les structures les plus nécessaires de la vie.

Mais retenons la ligne maîtresse de ce rapprochement : la femme qui se libère au ventre, invite l'homme à se dégager des systèmes étanches qu'il ne cesse de recréer, et dans lesquels il s'aliène, tout en bloquant l'avènement au monde d'une humanité-sujet.

Cette orientation libératrice a été admirablement traitée par Andrée Pilon Quiviger dans *L'Éden éclaté*. Une orientation éminemment politique qui s'inscrit dans des profondeurs historiques, philosophiques et psychologiques que la pensée et la pratique masculines ont peu [106] fréquentées. Le dit réalisme masculin, à la limite, devient mirage devant cette sorte de conversion au réel appelée par la libération féminine. « Suis-je jamais sortie de mon ventre, et toi de ton image ? »

Religion-ventre, État-mère, société-spectacle, politique-jeu, personnalité narcissique, autant de versions du rêve infantile qui alterne du ventre à l'image. Tout cela est loin de l'humanisme majuscule des anthropologies masculines qui connaissent, en cette fin du XXe siècle, une telle régression ! J'en tire une leçon majeure : notre libération passe aussi par la leur.

Je voudrais souligner un autre aspect qui a beaucoup à voir avec le débat égalité-différence qui s'exprime dans plusieurs mouvements de libération de par le monde. Ce débat trouve un éclairage intéressant dans la révision des rapports hommes-femmes. Des hommes affirment souvent la « différence » féminine pour mieux noyer la visée d'égalité. Sans celle-ci, la « différence » n'a pas de poids politique. Les femmes modernes l'ont bien compris.

Il y a donc une sorte d'inédit politique dans cet appariement de l'égalité et de la différence. La séparation de ces deux objectifs, au contraire, permet la dissociation de la politique (égalité) et de la culture (différence). D'où une fausse politique d'égalité sans visages, sans contenus, sans identités historiques et culturelles, bref sans finalités qualifiées. Tout ce qu'il faut pour occulter le pouvoir régnant, et marginaliser l'impact politique des communautés et surtout des groupes minorisés. Il ne reste que des individus dits égaux, mais dirigés par un pouvoir de plus en plus concentré qui n'est l'objet d'aucun contrôle

collectif efficace. Toute différence est renvoyée au folklore, y compris la différence féminine comme agrément de la vie domestiquée.

[107]

Quand la différence se fait politique, elle y amène un contenu, une originalité, des finalités, des motivations. S'y refuser, c'est se priver de la sève vivante de la lutte pour l'égalité. Les identités sont des ferments d'engagement que ne peuvent remplacer les idéologies dites transculturelles, internationales, universelles. L'histoire passée et récente en témoigne. La différence féminine, par exemple, porte une autre politique, je devrais dire d'autres possibles politiques, d'autres styles de société, de rapports sociaux, de pouvoir.

Le tiers. Poursuivons encore ici l'exemple que nous avons privilégié. La pratique sociale de l'égalité et de la différence trouve souvent sa vérité ou sa non vérité dans la place qu'elle accorde aux tiers. Aucun champ humain n'y échappe, y compris celui de la libération et de la promotion de la femme. Quelle place occupent effectivement les femmes en situation de tiers exclus dans ce mouvement social ? Quelles pratiques y a-t-on en relation avec les autres catégories de tiers ? Nulle « cause » la plus noble soit-elle ne peut éviter de se poser de telles questions. Jusqu'ici ce mouvement social a été très sensible au sort des tiers déclassés.

Que 70% des travailleurs au salaire minimum soient des femmes, c'est un indice, parmi mille, de profondes inégalités structurelles qui commandent une lutte collective, féminine, systématique contre ces discriminations systémiques.

Les femmes sont pauvres. Pauvres jeunes, quand elles occupent des emplois moins rémunérés ; pauvres, quand elles sont délaissées par leur mari avec charge de jeunes enfants ; Pauvres, quand leur conjoint est seul propriétaire des biens de la famille ; pauvres âgées, quand elles sont veuves, seules, la plupart du temps sans rente ou pension (Pauline Marois).

[108]

Alors, comment reprocher aux femmes de se regrouper sur leur propre terrain, sur la base de leur condition collective ? Autant disqualifier tous les groupes et leurs identités particulières, et leurs besoins spécifiques, et leurs aspirations propres. Depuis le temps que les femmes se taisent collectivement, nous sommes mal venus de croire en avoir déjà trop entendu !

En ce domaine comme dans tous les autres de la pratique sociale les tiers n'en restent pas moins menacés d'être relégués au bas des priorités. Nul n'est vierge de sa logique de classe sociale. Encore ici, les objectifs qu'on poursuit, révèlent les vrais comportements de classe sociale, peu importent les discours sociaux que l'on tient officiellement. Les « gauches » occidentales sont particulièrement discrètes sur leurs propres comportements de classe. C'est même un tabou de soulever le problème dans ces milieux-là. Je l'ai assez dit à propos d'un certain syndicalisme professionnel. *Historiquement les tiers ont tour à tour servi de matériau ou d'instrument pour la bonne conscience charitable, pour la lutte idéologique, pour la construction de nouveaux pouvoirs. Partis, Églises, syndicats, mouvements sociaux ne peuvent éviter de s'interroger sur cette question cruciale qui est un des chapitres les plus tristes de l'histoire connue.*

La conscience contemporaine articulée aux droits fondamentaux, est particulièrement sensible au sort des tiers. C'est un progrès. Mais en même temps, on ne saurait ignorer la face cachée de ce phénomène, celle où l'on se sert de cette crédibilité pour mener ses luttes d'intérêts et de pouvoirs qui n'ont rien à voir avec la libération et la promotion des tiers. Les enfants représentent le type de tiers peut-être le plus révélateur des vrais comportements. En Occident, particulièrement, l'enfant est à la fois un être idéalisé et un gêneur. Vous [109] sentez vite cette ambivalence quand vous évoquez des questions comme celles de la dénatalité ou de l'avortement. On peut constater un phénomène semblable face au problème de l'avenir des jeunes. Il arrive que les comportements collectifs par rapport à ceux-ci contredisent les comportements que l'on a en relation avec ses propres enfants. Il y a des secteurs d'emploi particulièrement fermés aux jeunes, parce qu'ils sont régis par certaines règles absolues qui excluent toute autre considération, telle l'ancienneté. Pourtant, l'avenir des jeunes devrait être un des lieux humains privilégiés pour fonder une société plus solidaire, pour

susciter des motivations de dévouement, de désintéressement et de justice sociale, même au chapitre de certains droits acquis.

J'ai cité abondamment, dans l'ouvrage précédent, le manifeste *Acceptation globale* (Boréal, 1986) écrit par deux jeunes. Jamais n'ont été aussi bien stigmatisées les contradictions actuelles face à la génération montante. Selon les auteurs, la génération qui les précède en a été une du Refus global. Elle aurait occupé avec profit « tous les créneaux de la contestation » avant de s'installer à la tour de contrôle. « Révolutionnaires de toutes les causes et finalement d'aucune, les *refus globalistes* n'ont jamais pensé qu'à leur moi au détriment de la communauté » (p. 94). Bref, ceux-ci ont été à la fois socialistes et narcissiques, ce qui est contradictoire idéologiquement ou autrement, à moins qu'il s'agisse du manichéisme le plus aberrant qu'on ait connu. « Le RG continue d'être contre... » tout ce qui n'est pas lui ou sa copie conforme, sa mode du moment, sa sécurité absolue, son maximum d'intérêt, etc. La charge des auteurs est sans nuance comme dans tout manifeste. Mais comment ne pas en reconnaître la part évidente de vérité, surtout quand les promus-parvenus de la Révolution tranquille se présentent eux-mêmes comme des tiers victimes ? Le cercle vicieux est alors bouclé. Si lesdites [110] élites progressistes n'ont d'autre objectif que de reprendre leur pouvoir perdu aux mains des néo-libéraux, ils seront dans l'opposition pour longtemps !

On peut se demander, dans les circonstances présentes, si la libération et la promotion des vrais tiers évincés des jeux politiques et idéologiques d'intérêts et de pouvoirs, ne représentent pas une priorité pour donner leur vraie signification aux deux autres composantes de cette pratique sociale, à savoir l'avènement de véritables sujets humains et le sens de l'autre, des autres. L'enjeu ne concerne pas seulement la société comme telle, mais aussi chacune des forces idéologiques, qu'elles soient de parti, de finance, de syndicat, d'Église ou de quelque mouvement social que se soit. Personne n'y échappe, y compris les « causes » nouvelles comme le féminisme ou les droits de la personne, etc.

Inversement, et plus positivement, on devra reconnaître qu'une pratique sociale ne saurait séparer ces trois composantes qui lui donnent sa pertinence, sa cohérence et sa finalité de base. Si les tiers deviennent *objets d'une plus grande sollicitude*, sans être de véritables *sujets...* si les tiers sont reconnus comme autres, mais demeurent à la

marge, à la traîne des derniers wagons d'un train social qui les regroupe pour mieux les isoler, on se retrouve dans une politique et dans une pratique sociale toujours aussi faussées.

Synergie de l'affectivité, de la rationalité et de l'efficacité

Voilà un autre tryptique important de la pratique sociale actuelle. Une certaine critique manichéenne oppose les normes de la rationalité et de l'efficacité au [111] bonheur « affectif » défini par la culture hédoniste du plaisir-désir. Le travail, par exemple, serait l'ennemi de la bonne vie où l'on peut laisser libre cours à ses pulsions, à de vraies relations humaines, à des activités gratuites et gratifiantes, à des libertés sans contraintes. Les institutions comme telles seraient de par leur nature même « oppressives ». Il arrive que le nouveau procès de l'État bureaucratique aille jusqu'au discrédit de l'idée même d'institution.

Tout y passe, y compris la famille. Certains discours critiques sur les politiques de la famille prêtent flanc à cette « disqualification » de tout ce qui est institutionnel ou normatif, de tout ce qui pourrait définir une quelconque assise juridique. Et cela, au nom d'un pluralisme d'orientations affectives qui doivent échapper à tout jugement de valeurs, à toute balise sociale, éthique ou autre. On n'en demande pas moins à l'État (qui doit rester neutre !) un soutien financier inconditionnel de n'importe quelle revendication, hors de tout débat démocratique.

Mais peut-être y a-t-il là-dessous autre chose qu'un refus des normes ? Des valeurs, des orientations, des sensibilités nouvelles qu'on voudrait voir reconnaître. Nous venons d'une longue histoire manichéenne en matière d'affectivité comme j'ai essayé de le montrer dans l'ouvrage précédent. Codes et morales sont loin d'avoir respecté de légitimes autonomies dans l'expression de la vie affective, dans ses pratiques. Combien d'êtres se sont sentis agressés dans leur vie la plus intime ? Un cardinal de la Renaissance disait que la meilleure façon de contrôler un peuple, c'est de mater sa sexualité. Que la question affective devienne publique aujourd'hui, on ne saurait en être surpris.

Elle est devenue un nouveau champ de conquête d'autonomie, avec ses excès mais aussi ses revendications légitimes. [112] Il y a bien des choses qui passent par la révolution affective des derniers temps, et elles ne sont pas toutes négatives, loin de là. Certes, il faut s'inquiéter de ces débridements d'instincts les plus primitifs dont la pornographie et la violence sexuelle ne sont qu'une des expressions. Mais, on est trop peu attentif aux aspects positifs des sensibilités nouvelles qui cherchent à se traduire dans les rapports sociaux.

Retenons un phénomène social qui nous concerne particulièrement ici, à savoir le choc actuel entre deux orientations de vie, de société. D'une part, une profonde révolution affective qui est née au temps où la prospérité permettait de faire naître des aspirations qualitatives et, d'autre part, une culture technique et scientifique qui valorise la rationalité, la cohérence structurelle, la « rationalisation » des moyens et des objectifs, l'efficacité organisationnelle, etc. Tout se passe comme si les critères de pertinence ne devaient venir que de l'affectivité chez les uns, et comme si, chez d'autres, les critères de cohérence et d'efficacité devaient seuls s'imposer au nom d'une rationalité synonyme de civilisation.

On connaît bien les critiques récentes de la techno-bureaucratie : ses traits abstraits, anonymes et mécanicistes ; sa sécheresse humaine et sociale ; son fonctionnalisme purement instrumental au détriment des richesses de la vie et de ses rapports humains libres et gratuits ; sa méconnaissance des finalités proprement humaines là où les êtres valent pour eux-mêmes et non en fonction de leur statut, de leur pouvoir ou de leur savoir. « Désormais, apprendre à être », disait un fameux rapport de l'Unesco répercuté avec emphase chez nous.

Il faut bien voir le dilemme actuel tel que le révèlent les débats qui ont cours. Une grave récession inattendue [113] fait remonter en surface des besoins primaires et nécessaires qui ne sont plus satisfaits et qui exigent des politiques et des pratiques plus efficaces avec les recours d'une rationalisation plus rigoureuse des moyens et des ressources. Et en même temps une sophistication toujours plus poussée des aspirations de qualité de vie dont on ne peut arrêter le mouvement. Car le propre des aspirations c'est de se nourrir d'elles-mêmes dès qu'elles ont pris leur envol.

Un contexte d'austérité ne peut qu'accentuer ce choc des aspirations montantes et des besoins menacés qui imposent forcément contraintes, sacrifices et durs investissements. Ce choc se transmue en une sorte d'écartèlement entre deux types de revendications, de discours, de pratiques qui suivent souvent des clivages sociaux occultés. Les mieux lotis poursuivent leurs luttes au nom des nouvelles aspirations de qualité de vie pour obtenir des ressources parfois très coûteuses, alors que les citoyens frappés durement par la crise ne peuvent que jouer la carte de leurs besoins les plus essentiels. Et quand les premiers poursuivent leurs intérêts au nom du bien-être des seconds, le jeu politique et idéologique est on ne peut plus faussé.

C'est peut-être là une problématique claire, mais elle n'en est pas moins réductrice et simplificatrice. On ne peut ramener la « révolution affective » à la critique de l'hédonisme des mieux lotis. C'est ignorer des facteurs de réalité, des dynamismes, des valeurs, des pratiques que véhiculent les nouvelles sensibilités actuelles. Sensibilités qui n'ont peut-être pas trouvé encore leurs formes sociales d'expression, leurs modèles d'action, mais qui n'en demeurent pas moins des lieux humains pour renaître, des riches terreaux d'expériences, de motivations et de dynamismes nouveaux. Disons tout de suite qu'une pratique sociale judicieuse devrait mieux [114] articuler ces sensibilités nouvelles, les acquis encore fragiles de la rationalité et les impératifs d'efficacité. Chacun de ces trois pôles est à renforcer. Mais n'anticipons pas trop vite. Voyons d'abord la puissante gestation affective des derniers temps.

La révolution affective tourne l'attention sur la qualité du quotidien, sur les expériences de base de la vie, sur les rapports fondamentaux. Elle met en cause le fossé qui risque de grandir entre la vie privée et tout ce qui relève de la sphère publique, entre styles de vie, d'une part et d'autre part, styles de société et d'institutions. Elle conteste une politique, une économie, une technologie qui feraient de la nature, de la vie, des êtres eux-mêmes, un pur matériau, une simple « ressource » fonctionnelle, comme s'il n'y avait d'horizon de vie libre, gratuite et épanouissante que la retraite anticipée. Voici en quels termes Edgar Morin pose le problème :

La nécessaire décomposition analytique doit-elle se payer par la décomposition des êtres et des choses dans une atomisation généralisée ?... l'homme s'émiette : il en reste ici une main-à-outil, là une langue-qui-parle, ailleurs un sexe éclaboussant un peu de cerveau... Comme l'homme, le monde est disloqué entre les sciences, émietté entre les disciplines, pulvérisé en informations ³.

D'où ces démarches linéaires dans des corridors étroits qui débouchent sur de faux et artificiels systèmes totalitaires enclavant le monde dans leur logique unilatérale.

Nous vivons encore dans le sillage de Descartes qui a disjoint le sujet et l'objet, l'esprit et la matière, et qui a surtout opposé l'homme et la nature, au point d'annihiler [115] l'un et l'autre dans de faux combats où les conquêtes du premier équivalaient non seulement à la destruction de la seconde, mais aussi à sa propre destruction.

Avec finesse et sagacité, Madeleine Ouellette-Michalska nous fait comprendre qu'un certain sujet humain disparu du discours mâle s'est installé en fait à la tour de contrôle. Faux sujet humain qui s'aliène dans le pouvoir de son système et dans le système de son pouvoir. Il ne sait plus sécréter son fil d'humanité et sa toile de communauté. Il n'est plus de la Vallée capable de recevoir toutes les eaux qui se déversent en elle pour les transformer en fruits. Asséché comme tant d'espaces qu'il a désertifiés, il a désappris le courant de vie vainqueur des morts transitoires ⁴.

À bâtir des systèmes, et même des sciences, des anthropologies en l'absence de l'homme, on a fini par traiter les êtres humains comme un simple matériau, au même titre que la nature. L'idéologie technocratique des « ressources naturelles et humaines » en est une belle illustration. Et phénomène encore plus frappant, cette même idéologie cautionnée par des scientifiques a calqué le déterminisme de ses systèmes sur ledit déterminisme de la nature. La programmation totale, quoi ! De la biologie à l'organisation sociale. Le sujet humain livre et res-

³ E. MORIN, *La Méthode*, t. 1, Paris, Seuil, 1977, p. 13.

⁴ M. OUELLETTE-MICHALSKA, *L'Échappée des discours de l'oeil*, Montréal, Nouvelle Optique, 1981.

ponsable disparaît dans ces structures de nécessité transmuées dans les nouvelles mécaniques systémiques de programmation.

Il en résulte un monde instrumental de plus en plus sourd aux cris les plus charnels de l'affectivité et aux appels les plus spirituels de la conscience. Même la [116] culture s'y industrialise, s'y commercialise, s'y technicise. Les questions de sens et les finalités elles-mêmes sont ainsi repoussées à des périphéries ésotériques (parapsychologie, astrologie, religions orientales, etc.), alors que, dans la vie réelle, ce sont les appareils, les techniques, les processus instrumentaux qui tantôt déterminent les fins, tantôt les remplacent.

L'homme d'hier se projetait dans certaines transcendances qui avaient peu de lui-même ; aujourd'hui, il s'enclave par en bas dans un matérialisme « objectif » aussi aliénant. Il se voit tantôt comme un des mammifères de la nature, tantôt comme un produit de ses systèmes. Comme dit Koestler, « *il explique les cathédrales par l'analyse chimique de leur mortier* ».

On nous a inondés de messages publicitaires qui nous montraient des jouets électroniques permettant à l'individu de jouer seul au baseball, au hockey, au football, avec sa machine, par sa machine, dans sa machine. Même cette zone libre du jeu avec ses rapports humains gratuits et directs est envahie pour nous réduire à la condition d'objet, toujours dans cette logique narcissique incapable d'accéder à la personnalité-sujet et au rapport à l'autre comme sujet. L'expansion du vidéo renforce pareille dérive.

Cette réification se poursuit sur tous les terrains. Et on découvre encore ici la portée humaine et politique de la révolte féminine contre la « femme-objet », contre la femme « en fonction de », dans un style de société où l'économie, la politique, la culture et la vie elle-même n'ont de poids, d'intérêt et de sens que pour et par leur fonctionnement. En pareil cas, il n'y a plus d'irréductible humain, mais des « mesures » applicables aussi bien aux opinions qu'aux fibres optiques.

[117]

Même les professions, dans leurs nouvelles pratiques de plus en plus mécanisées, ne sont plus l'émanation d'expériences humaines fondées en communauté. Or, elles se prétendent investies de la mis-

sion d'instituer la condition humaine personnelle et sociale, éducative ou urbaine, etc. Ainsi, des vulgates psychologiques sur l'éducation des enfants viennent se substituer au moindre savoir-faire des parents, tout en les « disqualifiant ». Bien des revendications actuelles commencent à démystifier ces « montages » artificiels que l'on a échafaudés à côté de la vie, de ses significations et de ses dynamismes internes. Là où le sujet humain grandit et se construit à partir de sa propre sève.

La révolution affective dans l'histoire récente de nos sociétés occidentales a été l'un des premiers déclencheurs de changement, et elle va l'être encore pour un bon moment. On se limite souvent à opposer la révolution affective à l'ancienne morale et aux modèles de la société traditionnelle. Ce n'est pas sans raison puisque nous maîtrisons (relativement 1) pour la première fois de l'histoire, les effets, de la sexualité ; d'où la moins grande nécessité des contrôles sociaux, par la morale ou autrement, dans ce champ fondamental de l'expérience humaine.

Mais a-t-on tout dit dans ce constat de l'avènement d'une société permissive ? L'affectivité, et particulièrement la sexualité, connaissent-elles de nouvelles formes d'aliénation, d'interdit ou de manipulation ? On a vu des pouvoirs libéraux jeter du lest en ce domaine pour occulter leurs positions « potestatives » en politique et en économie.

Certains esprits plus critiques nous ont alertés sur les liens subtils, invisibles et profonds entre l'affectivité et la politique. Que ce soit au plan de recherches [118] savantes comme celles de M. Foucault, que ce soit dans la réflexion culturelle, voir les films *Portier de nuit*, *Lacombe Lucien*, *Salo...* où l'on nous montre les racines affectives du fascisme.

Mais il y a plus. Les grandes idéologies d'aujourd'hui, presque toutes élaborées au XIXe siècle, sont marquées par le contexte rationaliste, moral et déterministe de cette époque. Même chez les premiers concepteurs des sciences humaines modernes, on trouve des a priori de contrainte calqués sur lesdites lois de la nature. « Pas de civilisation sans contrainte », nous disent Durkheim en sociologie et Freud en psychologie. Ce substrat est rarement reconnu. Substrat qui se prolonge dans de nombreux modèles modernes : behaviorisme, sociobiologie, etc. La société techno-bureaucratique y emprunte beaucoup.

C'est ici que surgit la dynamique affective avec ses virtualités sauvages, subjectives, irréductibles, comme instances de libération. Une libération qui n'a rien d'une idéologie abstraite ou d'une pure technique d'action. La libération affective ne peut être que vitale, reliée au plus intime de soi, chevillée à l'expérience, engagée dans les rapports quotidiens aussi bien publics que privés, aussi bien institutionnels que personnels et interpersonnels. Des luttes portant sur des enjeux affectifs peuvent déboucher sur des transformations sociétales et politiques. Les combats féministes en ont fait la preuve. Ils pointent ici une force historique nouvelle sur laquelle il faut s'arrêter un moment.

À regarder les choses de près, on ne saurait être surpris de ce qui nous arrive. En effet, face à une société de plus en plus codifiée, « régulée », la révolution affective apparaît comme la première récupération possible de soi, de sa vie, de son expérience. Par [119] exemple, la maîtrise de son corps, de ses sens, de sa sexualité est une des formes les plus proches, les plus concrètes de la prise de possession de son être individuel et social. Je ne dis pas que tout s'y ramène. Mais comment ignorer que la sexualité est un lieu humain où l'on retrouve les expériences capitales de la condition humaine : une première identité, le rapport à soi et à l'autre, l'amour et la procréation, l'enfant et l'avenir, sans compter les grandes dialectiques humaines : désir et violence, tendresse et haine, liberté et justice, plaisir et empathie, nécessité et gratuité, etc.

Dans ce contexte, l'intérêt contemporain pour la sexualité, par delà tous les travers que nous avons constatés, ne relève pas d'abord d'une critique morale ou d'une redéfinition de la morale. La visée est beaucoup plus large et dense. Essayons de nous en approcher par touches successives.

- Le philosophe Aristote affirmait, il y a fort longtemps, que toute connaissance commence par les sens. L'aurions-nous oublié ?

- Avant d'y voir un grossier matérialisme, empressons-nous de dire que cette révolution affective, à travers ses sensibilités nouvelles, marque une affirmation spécifiquement humaine de la subjectivité

face à l'univers objectif et abstrait, rationaliste et fonctionnel des structures modernes.

- Pour reprendre une formule de R. Barthes, l'on « donne congé » tout autant à la tyrannie du ça qu'à celle du super ego, et aussi à leurs diverses expressions politiques dont le modèle patriarcal est le type idéal. La libération sexuelle, malgré ses ratés, ses malentendus ou ses récupérations, est une lutte qui a une profonde signification à la fois personnelle et politique. C'est une [120] première conquête de l'autonomie ; c'est aussi une sorte de réunification de la chair et de l'esprit après des siècles de cartésianisme et de jansénisme ; deux phénomènes historiques dont on a vu rarement la liaison pourtant évidente.

- L'être humain se réconcilie avec lui-même, s'unifie « vitalemt » par une affectivité libérée, réappropriée, dynamisée. Celle-ci est le premier fondement du sens de soi et de l'autre, de l'autonomie et de l'empathie.

- Du freudisme au behaviorisme, on n'a cessé de « fonctionnaliser » l'affectivité, alors que dans sa dynamique première, elle est relationnelle et subjectivement irréductible. Elle a un je-ne-sais-quoi de sauvage qui échappe ou peut échapper aux schèmes mécaniques d'explication comme aux structures de nécessité, au « construit » psychologique comme au « donné » biologique ou culturel.

- Veut-on poser la question en termes philosophiques ? Même le sens de la vie jusque dans sa profondeur mystérielle tient plus d'un senti que d'un jugé. On n'atteint pas sa vérité, on ne se rejoint pas vraiment, d'abord par des raisonnements, mais avant tout par le sentiment ; ce dont les rationalités de tous ordres ont fait bon marché au nom d'une objectivité mesurable. Celle-ci a été une des pires domestications de l'histoire, justement parce qu'elle s'est drapée du masque noble de la Raison, cet ultime dieu masculin travesti en déesse. Toutes les idéologies politiques depuis le siècle des Lumières et la Révolution française sont venues s'immoler devant son trône.

- Domestiquer un canard sauvage, c'est lui ravir non seulement sa liberté, mais aussi son sens de l'orientation. [121] Liberté et sûreté de l'instinct appartiennent en tout premier lieu à l'affectivité. On les tue en domestiquant celle-ci.

- Politique et affectivité ne peuvent plus feindre d'être étrangers l'un à l'autre, de s'ignorer. Les sensibilités nouvelles au corps, à la qualité de vie, à l'unité de l'existence, à la correspondance du dehors et du dedans, aux irréductibilités non mesurables de l'individu, à la valeur inestimable de la subjectivité, ces sensibilités ont traversé les frontières des itinéraires privés pour déborder sur les institutions et sur les débats de société. Un autre humanisme est en train de naître, délivré des anciens et nouveaux dieux. Il émerge à peine dans la pratique sociale, et quelque peu en politique. Mais sa force souterraine longtemps retenue risque d'avoir encore plus d'impact, de par ses immenses réserves. Le courant féminin en est la pointe la plus évidente et la plus bouleversante qui vient tout juste de faire une première trouée.

Livrée à elle-même, la révolution affective peut devenir une force centripète, implosive, inhibitrice, et paradoxalement, une force centrifuge vers un imaginaire narcissique, décroché. Nous avons assez analysé ces dangers pour ne pas y revenir ici. Ce que nous venons plutôt de souligner, c'est le potentiel de changement politique que porte le tandem affectivité-subjectivité dans le tournant historique actuel, bien au-delà de certaines théories à la mode sur le désir-plaisir, théories qui ont davantage servi les traits pathologiques du narcissisme.

Il ne faut pas conclure de ce diagnostic que la rationalité devra avoir moins d'importance. La quête de sens a grandi tout autant que les aspirations affectives, [122] en contrepoint de la confusion sociale et mentale qui accompagne les éclatements récents de tous ordres. Encore ici, on peut identifier concrètement des problèmes de « pratiques » à corriger. Que de fois n'a-t-on pas mis en place des structures en se disant qu'on saura bien quoi y mettre après. Sans s'en rendre

compte, on a fait de l'instrument sa propre finalité. J'ai déjà amplement analysé ce phénomène dans un chapitre précédent.

Ce que je veux faire ressortir ici, c'est l'impact pratique de l'intérêt nouveau pour les questions de contenus, de valeurs, de sens, de finalité à poursuivre. Tout se passe comme si le besoin de recentrage d'un style de vie trop dispersé, et d'institutions trop segmentarisées amenait à réintégrer les questions de sens dans la pratique sociale. L'expérience scolaire autour du projet éducatif est révélatrice de cette nouvelle orientation des pratiques sociales. Des institutions retrouvent une certaine unité minimale et nécessaire autour de cette mise commune, de ce recentrage sur les missions propres de l'institution et de son champ spécifique d'expérience humaine. Souvent cette démarche passe par une confrontation des valeurs, par de vrais débats de contenus, de finalités qu'on avait jusqu'ici mis en veilleuse dans les luttes de pouvoirs et de structures, dans le long rodage des nouveaux mécanismes, des techniques et des programmes.

Pour reprendre une comparaison que j'ai déjà utilisée, il n'est pas possible de jouer au *poker* sans une mise au centre de la table. Bien sûr, chacun a son propre jeu dans un contexte de compétition ou de conflit, mais personne ne peut jouer ses cartes sans la mise au centre de la table. Mise plus ou moins riche, mais non moins nécessaire. Voilà ce qui manque le plus, ce qu'il faut apprendre dans nos institutions.

[123]

Notre société a voulu être une société laboratoire dans tous les domaines à la fois sans se rendre compte que la vie est plus complexe que la logique qu'on projette sur elle. Il suffit de mettre en regard la pauvreté des transactions quotidiennes, d'une part et, d'autre part, les mécanismes formels de négociation et même de gestion.

On se plaint, non pas toujours sans raison, du gouvernement, des superstructures, mais je ne suis pas sûr qu'à la base, dans les institutions locales, on ait fait le nécessaire pour préciser ce qu'on veut vraiment faire, fût-ce la plus minimale politique commune pour l'ensemble de l'institution. Plutôt une gestion à vau-l'eau, qui réagit plus qu'elle n'agit, qui s'en remet à la mécanique comme au temps de la « révolution facile », qui éteint les feux jour après jour, qui retient son

souffle plus qu'elle n'inspire. Ce qu'on peut s'éviter des décisions difficiles, des rapports face à face, tout simplement en compliquant les choses à souhait. Administrations et syndicats ont trop utilisé ce subterfuge pour ne pas le souligner ici avec force, car il a tellement à voir avec la pauvreté trop fréquente de notre efficacité collective, de notre agir ensemble. La critique de la bureaucratie, encore ici, masque un certain climat stérile de méfiance, de neutralisation, d'indécision avec la complicité d'un peu tout le monde dans la boîte.

On se retrouve en bout de ligne dans des institutions froides, purement instrumentales où bien de leurs membres, dans leurs comportements, leurs choix, leurs revendications, accordent peu d'importance à leur appartenance institutionnelle, à la loyauté et à l'identification que cette appartenance appelle. Les institutions ne sont pas des modèles d'auto qu'on change à volonté. Et si encore, on traitait l'institution où l'on travaille avec le même soin qu'on accorde à son auto !

[124]

On a peu compris que bien des mesures récentes attentives à l'épanouissement des individus, exigent en même temps un sens plus poussé de l'institution, une souplesse et une solidarité institutionnelles plus grandes, sinon l'efficacité la plus élémentaire du service est de plus en plus compromise. Et il devient de plus en plus mal aisé d'assurer le moindre suivi, et de constituer des équipes de travail quelque peu stables. Et que dire de la précarité de tout projet collectif dans un tel contexte où le projet individuel devient l'unique référence du comportement. Cela nous menace beaucoup plus comme société que le spectre totalitaire.

Leadership et membership dans leur propre comportement institutionnel doivent être alertés par de tels enjeux du tournant actuel. La crise de crédibilité, d'identification, d'appartenance face à nos nouvelles institutions a des conséquences beaucoup plus graves qu'on veut bien le dire. *Les peuples qui se sont affirmés dans l'histoire, tel le peuple juif, ont toujours respecté leurs institutions de base comme des rampes de lancement essentielles pour leur avenir.*

Cette requalification de l'appartenance institutionnelle, ces impératifs de cohérence rationnelle et d'efficacité que beaucoup des nôtres ont perdus de vue ne doivent pas s'inscrire dans une attitude figée de

conservatisme, mais dans une dynamique de renouvellement de la problématique sociale et de ses pratiques.

Les années à venir s'annoncent des années de raccords, après des décennies de spécialisation où l'on s'est donné des compétences particulières sur des terrains relativement autonomes. Nous avons peut-être trop négligé le registre des valeurs et des pratiques de cohérence, de suivi, d'intégration. La crise de l'éducation, par exemple, a beaucoup à voir avec ce passif. Il est [125] plus difficile de donner une structure de cohérence à une pédagogie de liberté que d'ouvrir un système très « régulé » à une dynamique de créativité. Nous avons naïvement pensé que les nouvelles cartes que nous allions jouer étaient aisées. A ce chapitre, l'évolution récente des itinéraires individuels est déjà grosse de ce renouvellement institutionnel nécessaire.

N'avons-nous pas nous-mêmes senti le besoin de nous bâtir une nouvelle synthèse personnelle des diverses composantes de notre vie pour résister à la segmentarisation de la société et des institutions. Nous n'acceptons plus de séparer notre vie intérieure et affective, nos cadres d'existence, nos projets de travail et de formation, nos options profondes. Et nous escomptons, plus ou moins consciemment, retrouver dans les institutions une démarche semblable.

Cela est plus vrai que jamais. À tous les niveaux et dans tous les domaines, il y a de fortes requêtes et de profondes attentes pour retrouver une cohérence de base, pour mettre les morceaux ensemble, parce que l'hyper-spécialisation et la fragmentation des secteurs de la vie ont fini par se traduire dans une existence de plus en plus éclatée, hachée, discontinue. Sans son lit, une rivière se disperse, se désoriente, ou devient une mare.

La capacité de synthèse, de nouvelles synthèses sociales où les gens reconnaîtront un peu de leur synthèse personnelle, cette capacité est une des grandes qualités de *leadership* à développer dans la crise présente et son dépassement. Il faut une solide trame harmonique pour soutenir de fortes dissonances !

C'est là que la question de sens, le défi de la rationalité rebondit. *Je suis étonné de voir comment le [126] dialogue social et institutionnel reprend quand on réintroduit dans la structure et dans la pratique ces « sens » qui font vivre et qui motivent les uns et les autres.* Tout se passe comme si on trouvait ensemble un terrain plus positif, plus vital,

plus chaud, plus qualitatif, bref plus humain. Certes, les différences et les oppositions idéologiques sont toujours là avec leurs intérêts particuliers. Mais leur impact manichéen, inhibiteur d'efficacité collective, perd de sa force, dans la mesure où les uns et les autres sont appelés à préciser les sens, les valeurs, les finalités, les contenus humains auxquels ils tiennent le plus, bref ce qu'ils portent de meilleur en eux-mêmes. Du coup, se dégagent les motivations les plus « engageantes » et le désir le plus effectif de leur donner des mains pour réussir.

À ce chapitre, je ne crois pas qu'on évitera une question sans cesse refoulée, à savoir l'impératif d'une éthique collective en dessous des divers accents éthiques que défendent les uns et les autres. Il fut un temps où la plus haute forme de conscience, et parfois la seule, était de bien discerner et dénoncer les vices de structure, attitude qui était le pendant du mythe de la structure vertueuse par elle-même.

Les divers leaderships, durant ces dernières années de réforme, ont rarement souligné le fait que la réussite d'une institution publique exige une éthique sociale très poussée. Ce qu'il faut de désintéressement, de sens élevé des autres et du bien commun, et disons le mot tabou, de gratuité, pour atteindre les objectifs éducatifs et sociaux que nous nous sommes donnés. Or, dans cette culture de plus en plus narcissique qui relaie celle de l'intérêt privé du libéralisme, nous privilégions les comportements personnels les plus opposés aux objectifs collectifs que nous prétendons promouvoir.

[127]

Nous avons besoin d'une éthique collective renouvelée qui se donne une plus solide base de philosophie morale et sociale.

Il n'y a rien ici du vieux moralisme. L'éthique moderne ne sépare pas les qualités de l'affectivité, celles de la rationalité et celles de l'efficacité. Elle n'est pas l'unique lieu humain de cette synergie, mais elle en est un crucial.

Oui, il y a plus qu'une éthique. Au moment où tant de gens ont le sentiment de se retrouver devant un avenir bloqué, il faut un sacré coup de foi et des ressources correspondantes pour se relancer. Même l'économie, par delà les moyens rationnels et techniques, repose sur une volonté qui emprunte de plus en plus à la foi en l'avenir, en l'humanité, disait récemment un éminent économiste. Et que dire des

énormes défis de nos politiques sociales qui ont à assumer tant de situations dramatiques.

Je travaille depuis 30 ans à des projets d'autodéveloppement. Jusqu'ici, on arrivait à constituer des groupes, des mouvements qui acceptaient d'élargir leurs préoccupations à la mesure du milieu, de la cité. Mais, depuis quelques années, je rencontre beaucoup d'échecs, de refus, de replis dans le sauve-qui-peut de la crise. On peut le comprendre dans les circonstances, mais n'est-ce pas un signe, entre plusieurs, des ressources profondes qu'il faudra aller chercher dans le meilleur de nous-mêmes et des autres pour rallumer le feu ?

Claude Duneton, un pédagogue athée, disait :

Pour éduquer, il faut avoir la foi. L'une ou l'autre, n'importe laquelle. Une foi qui écarte le doute sur le sens de sa profession. Si on la perd, on est foutu.

[128]

Le défi du tiers a une parenté avec celui de l'éducation. La passion d'éduquer, c'est la foi et l'espérance au quotidien. « Existe-t-il un acte plus chargé d'espoir que celui d'éduquer un enfant ? Si un jour le regret devait l'emporter, nous aurions cessé d'aimer la vie... Ce qu'il faut de temps pour mûrir une espérance si vite comprise, mais si lente à germer dans la chair de nos jours. Est-ce cela le courage » (Anne Philippe).

Nous avons les structures et les compétences nécessaires à cette tâche, peut-être nous reste-t-il à mieux faire jaillir la source, à mieux découvrir les veines tenues en réserve pour de nouvelles soifs. Comme au désert, la crise, malgré ses chemins dispersés, cache toujours un puits qui rassemble et se renouvelle en livrant le meilleur de ses ressources.

[129]

LES TIERS.
Tome 3. **Pratiques sociales.**

II

Des stratégies sociales inspirées des tiers

[Retour à la table des matières](#)

[131]

LES TIERS.
Tome 3. Pratiques sociales.
**Deuxième partie. Des stratégies sociales
inspirées des tiers.**

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Dans cette deuxième étape, nous passons des pratiques privilégiées aux stratégies. Par celles-ci, j'entends des démarches plus systématiques qui fédèrent un ensemble de pratiques pertinentes, cohérentes et efficaces dans un champ social particulier. Déjà le chapitre sur les pratiques ternaires orientait la recherche et l'action dans cette direction. Je parle de stratégies au pluriel pour bien signifier que je ne cherche pas un modèle social unique et universel. Ce serait à la fois une illusion et un appauvrissement à plusieurs titres. Pensons à la diversité des champs humains d'expérience, des missions institutionnelles, des orientations socio-culturelles, idéologiques ou politiques.

L'histoire des peuples, des cultures ou des sociétés comme la multiplicité des systèmes contemporains nous incitent à mettre en doute l'idée même d'un modèle idéal de société. Pareille utopie a été à la source des idéologies totalitaires, des impérialismes, de certains nationalismes étroits et aussi de ce manichéisme qui a particulièrement retenu notre attention, à cause de son effet pervers d'exclusion des tiers. Ce serait déjà beaucoup de reconnaître qu'il y a plusieurs types de société [132] possibles. Ce qu'on admet en matière de cultures, on doit aussi l'appliquer pour les systèmes sociaux.

« Une évidence », me direz-vous. Et pourtant, on pense et on agit si souvent en sens contraire. Idéologies, sciences ou gnosés religieuses sont si souvent mises à contribution pour définir la « structure universelle » qui explique tout, organise tout et fait foi de tout. Les grands Mythes d'hier avaient au moins l'avantage de laisser des brèches de par leur ouverture symbolique, de par leur accueil à ce qui échappe à la logique, au mesurable, au « manipulable ». Alors que la « bonne et unique structure » vous enferme dans un système étanche sans distance critique, sans brèche pour l'exploration des possibles ou pour le défrichage de nouveaux chemins d'humanité. À ce chapitre, les tiers qui n'entrent pas dans cette logique structurelle des idéologies (ces religions séculières) sont des irréductibles libérateurs.

Pour le moment, je me limite à rappeler qu'on ne trouvera pas, dans cet ouvrage, un modèle de société, un programme politique ou un grand projet collectif. Certes, les stratégies proposées ne sauraient être pensées et vécues sans tenir compte de l'ensemble de la société et de son évolution. Il en sera donc question. Mais cette vision globale sera abordée sous l'angle particulier de la situation des tiers. C'est déjà dire les limites des stratégies sociales que j'essaie de cerner.

[133]

LES TIERS.
Tome 3. Pratiques sociales.
**Deuxième partie. Des stratégies sociales
inspirées des tiers.**

Chapitre 4

Tryptique d'une évolution historique

[Retour à la table des matières](#)

Des études récentes ont fait état de trois étapes historiques dans le champ des politiques et des pratiques sociales ⁵ : celle du « filet de secours », celle de l'État-providence et celle de l'approche communautaire. Voici en quels termes, H. Ouellet les présente, en s'inspirant du Rapport Barclay :

L'approche du « filet de secours » considérait que la responsabilité d'aide aux individus reposait essentiellement et « naturellement » sur les individus, la famille et les collectivités locales. L'État ne se réservait qu'un rôle strictement supplétif devant être réduit au minimum pour ne pas créer d'interférence avec le « marché privé » et pour ne pas empêcher celui-ci d'éventuellement répondre aux besoins. Comme ces besoins ne pouvaient

⁵ Je me limite ici à deux références. Le Rapport Barclay : *Social workers, Their Roles and Tasks*, Bedford Square Press, 1982. et HECTOR OUELLET, *Les Services sociaux au Québec*, Ministère des Affaires Sociales, 1983.

résulter que de déficiences personnelles et non pas [134] structurelles, les services se devaient d'être aussi restreints que possible pour éviter que les individus en « abusent » et pour faire en sorte qu'on y réfère qu'en tout dernier ressort. Les services sociaux s'y voyaient attribuer la responsabilité de distinguer les « méritants » des « non méritants » de l'aide publique.

Cette approche a été, par la suite, remplacée par celle dite de l'État-providence. À l'inverse de la précédente, celle-ci postule qu'il est de l'obligation de l'État d'offrir tout l'éventail nécessaire de services devant répondre aux problèmes de pauvreté, ou reliés à la maladie, au vieillissement et à divers ordres de difficultés, quelle qu'en soit la cause. Tout citoyen y est vu comme ayant droit à ces services et ne devant pas, pour satisfaire ses besoins, s'en référer aux ressources informelles, volontaires, et privées, susceptibles d'engendrer des inégalités et des iniquités. C'est dans le cadre d'une telle approche que s'est inscrite la réforme des services sociaux.

Une troisième approche est présentement en gestation : l'approche communautaire. Cette dernière postule que les « individus ordinaires » ont davantage de potentiel, d'habiletés et d'intérêt pour s'aider et se supporter les uns les autres que ne le supposait l'approche de l'État-providence. L'approche communautaire exige, par ailleurs, le rapatriement des pouvoirs et des décisions au niveau des entités locales. Les ressources spécialisées des intervenants sociaux demeureront nécessaires, mais les politiques d'intervention devront d'abord et avant tout viser à équiper et supporter les réseaux informels, lorsqu'ils existent, à les créer ou les développer lorsque inexistantes ou trop faibles. La première tâche de l'intervenant social consistera donc à stimuler l'entraide, à motiver et aider les individus, groupes et communautés locales à occuper leur place dans le système et le processus d'aide.

Il est important de signaler ici qu'une telle orientation ne consiste pas à retourner aux individus, groupes ou [135] collectivités des responsabilités que l'État ne veut plus ou n'a plus les moyens de prendre. Il s'agit plutôt de considérer ces acteurs d'abord comme naturellement orientés vers de telles responsabilités et, ensuite, comme particulièrement efficaces à s'en acquitter. Si une telle perception des individus, groupes et collectivités conduit les intervenants du système formel de services à une responsabilité de support à cette tendance naturelle, elle les conduit d'abord et avant tout à éviter tout comportement qui conduirait à handicaper cette même tendance.

S'il était possible de faire la somme de toutes les activités d'aide reçues par un même individu ou par l'ensemble des individus regroupés dans une communauté quelconque, on constaterait que, de cette somme, la masse des activités d'aide reçues des organisations de services (qu'elles soient

statutaires ou volontaires), n'en représente qu'une proportion extrêmement marginale.

La communauté n'est donc pas seulement un système particulièrement dense de relations entre individus ou groupes : c'est aussi, et de loin, le principal fournisseur d'aide et de support à ces mêmes individus ou groupes.

La prise en considération d'une telle réalité fournit la base pour un renouvellement majeur de la réflexion sur le processus d'aide et sur le rôle que doivent y jouer les organisations de services. Elle amène à nous interroger sur leur responsabilité d'aide aux aidants, sur les attitudes ou comportements qui peuvent handicaper ou saboter un processus d'aide, sur les façons de compenser pour ou remplacer un système d'aide vu comme inefficace ou dommageable à l'individu dans le besoin, sur les politiques et programmes sociaux qui trop souvent (et beaucoup plus souvent qu'on ne le croit) ⁶ non [136] seulement n'appuient pas les systèmes d'aide déjà en marche, mais les handicapent et même les sabotent, quand ils n'exigent pas tout simplement la soumission et la passivité.

Voilà résumées à grands traits les trois phases historiques des pratiques d'aide et de développement social. Comme dans toutes les grilles d'analyse, il y a ici des simplifications nécessaires pour dégager un portrait assez circonscrit pour être saisi et compris dans son ensemble. Essayons d'y ajouter les nuances et les touches complémentaires qui seront utiles pour les prochains développements de notre problématique.

- Il n'y avait pas que des travers dans *la première phase qualifiée de « filet de secours »*. Bien des communautés locales gardaient, intégrés au milieu, leurs membres les plus fragiles. Dans mon enfance, j'ai connu des handicapés de toutes sortes que la famille étendue, le voisinage, le quartier ou le village assumaient avec générosité, courage et humanité. Certes, les soutiens n'avaient pas la qualité des expertises professionnelles et institutionnelles d'aujourd'hui. Mais souvent les

⁶ Une recherche qui viserait à identifier l'ensemble de la « déresponsabilisation » induite ou provoquée par les interventions (politiques, législations, programmes, activités) de l'État, donnerait, à n'en pas douter, des résultats étonnants.

êtres étaient assumés dans leur entièreté et jusqu'au bout de leur vie dans un contexte humain qu'une certaine modernité amnésique se plaît trop souvent à caricaturer. Je m'empresse d'ajouter que je ne veux en rien idéaliser le passé et encore moins le ressusciter. Il est vrai qu'il y a eu des enfants abusés sans recours possible, des vieillards abandonnés, des malades mentaux exploités. Mais la situation présente, à ce chapitre, révèle, elle aussi, des pratiques très subtiles d'exclusion, d'asepsie sociale, de marginalisation.

Pensons à l'utilisation massive de médicaments dans une foule de centres d'accueil où l'on drogue, pour ne pas être trop dérangés, ces tiers obsolescents qu'on y [137] a parqués. Il est trop facile de se gausser de certaines pratiques brutales d'hier, de moquer les « solutions naïves » de nos aînés et l'hypocrisie de la rhétorique chrétienne. Il y a bien des façons d'éjecter les gênants qui ne sont pas au gabarit de la copie conforme d'un bonheur sans problème ni contrainte. Le conjoint accidenté et invalide se verra écarté d'une façon rédhibitoire par un divorce respectable. Et un certain professionnalisme sera génial pour renvoyer ailleurs les « cas » pesants qui exigeraient plus de temps, plus d'attention, plus de dévouement. L'on ne supporte plus les « anormaux » près de soi. La maladie, la mort des autres, il faut que cela se règle vite, très vite même. *No fault* en tout. Le *death control* après l'autre. L'avortement sur demande. L'euthanasie sans question. Le droit au suicide inconditionnel. Vous êtes borné, arriéré, « droitiste » si vous manifestez la moindre réserve, le moindre scrupule, la moindre interrogation. Si l'on en vient à calquer politiques et pratiques sociales sur ces orientations, il vaudra mieux se taire sur les travers d'hier. Mais revenons à notre propos principal sur l'évolution historique.

Il faut admettre que certaines formules dites nouvelles sont des rémanences douteuses des solutions artisanales d'hier, *sans compter la toute récente idéologie néo-libérale* (encore elle !) *qui veut nous imposer des retours piégés aux communautés locales, au troc du marché privé où domine la loi du plus fort, au risque d'accentuer des écarts intolérables et injustes dans la qualité des services offerts, services mesurés par la capacité de payer des uns et des autres.*

Cela dit, je maintiens ma conviction qu'en cours de route, certaines richesses humaines ont été perdues ou laissées pour compte. Les premiers services sociaux étaient plus attentifs au fait qu'un problème particulier s'accompagne de plusieurs autres chez un individu ou [138] dans une famille ou dans un milieu donné. L'hyper-spécialisation qui a suivi, a trop souvent ignoré cette interconnexion des problèmes. Chacun de ceux-ci étant traité isolément, on multipliait ainsi les interventions parallèles, les filières, les structures. L'hypercentrophie bureaucratique doit beaucoup à cette fragmentation qui, quoi qu'on en dise, a profité au monde professionnel. *Pendant ce temps, des individus ou des familles sont écartelés entre divers services qui s'ignorent. On demande aux « clients » de reconstituer une trame d'aide qui souvent n'existe pas.*

Voilà un exemple parmi plusieurs de certaines pratiques judicieuses d'hier qui ont été abandonnées en cours de route. Et ce ne sont pas les velléités d'interdisciplinarité et d'approche systémique qui vont suffire à réinventer cette sagesse.

- Quant à *la phase de l'État-providence*, on sait le procès qu'on lui fait subir de toutes parts. Et ce n'est pas sans raison. Mais là aussi, des pratiques et des valeurs sont à maintenir. Telle cette accessibilité universelle aux services essentiels. *On se souviendra que les Québécois francophones des années 50 avaient le taux de scolarisation des anglophones des années 20. Et que dire des drames que connaissaient tant de familles modestes à la suite d'un endettement insurmontable relié à la maladie de l'un ou l'autre de leurs membres.* Régions, villes et milieux pauvres avaient de bien piètres services en comparaison avec leurs homologues plus riches ou mieux lotis. Une politique unilatérale et intégrale de privatisation nous renverrait à cette situation d'antan.

Mais il y a plus grave encore. Je crains que le diagnostic anti-étatique des néo-libéraux ignore un phénomène crucial de la situation présente. R. Aron, un des [139] plus grands libéraux du XXe siècle disait ceci en 1980 : « L'État dans nos démocraties est souvent obligé

de défendre l'intérêt général contre les citoyens eux-mêmes et les divers groupes qui tour à tour mettent la société en échec. On comprend alors que l'État soit devenu un substitut de société tout autant dans les régimes libéraux que dans les régimes socialistes ». Cette remarque de R. Aron que j'ai déjà citée dans le premier ouvrage sur les tiers, prend ici une signification particulière. *S'il faut regretter que l'État soit devenu la seule instance du bien commun dans la société pluraliste, on devra se demander si dans le sillage d'une privatisation tout terrain, il n'existera même plus de lieu précis pour exercer cette tâche fondamentale*, le parlement lui-même étant livré à la foire d'empoigne des intérêts privés, Corporatistes ou partisans. Qu'en sera-t-il, en pareil contexte, de l'autorité effective du gouvernement, de la gestion spécifiquement sociétaire de la chose publique qui concerne tout le monde mais qui risque de n'être assumée par personne ? Cette question n'est jamais abordée par les néo-libéraux. Quant aux forces progressistes dites de gauche, elles ne font pas mieux. En effet, elles sont aux mains de *leaders* corporatistes dont les intérêts souvent opposés minent, asservissent et discréditent l'État, tout en prétendant le servir.

Le procès manichéen de l'État-providence entraîne un autre effet pervers, celui de renforcer la tendance actuelle à la dépolitisation, au désintérêt pour la chose publique qui restera toujours l'aire principale du bien commun, du sens de la cité, de la « civilité », de l'appartenance à une même société, d'un vivre ensemble juste et solidaire. Ce sont les tiers dits inutiles, improductifs, obsolescents qui paieraient le plus chèrement un éventuel démembrement radical de l'État. Ce qui est différent d'un dégraissage nécessaire et d'un allègement tout aussi nécessaire des lourdeurs bureaucratiques. Un [140] certain gauchisme a pavé le chemin pour le virage actuel en mettant sur le dos de l'État-providence la responsabilité entière de n'avoir pas surmonté les graves inégalités sociales. Une nouvelle droite a maintenant beau jeu pour discréditer l'État, comme instance de justice sociale, et pour faire croire que le « marché » sera plus attentif au sort des tiers 1

- *La troisième phase* centrée sur l'approche communautaire ne saurait ignorer les questions que nous venons de soulever en relation avec les deux étapes précédentes de l'évolution sociale. On ne part pas de

zéro. Il serait ridicule de démanteler des institutions qui ont coûté énormément cher et qui constituent une infra-structure précieuse, même s'il faut en alléger les coûts d'opération et les mécanismes inutilement compliqués et lourds. Mais on se rappellera avec raison que tous ces échafaudages ont été conçus pour permettre à des milieux humains non seulement de vivre décemment mais aussi de faire naître en eux des forces d'autodéveloppement culturel, social et économique. D'où la nécessité de lutter contre le cancer du corporatisme qui siphonne les ressources collectives pour les intérêts maximalistes de ceux qui travaillent dans ces échafaudages. Le discrédit actuel de l'État et des nouvelles institutions est d'abord venu des abus de ceux qui se disaient pharisaïquement serviteurs du peuple et défenseurs de la « veuve et de l'orphelin ». Le virage à droite n'est pas de génération spontanée. Il faut avoir le courage de reconnaître les antécédents historiques qui ont suscité un tel virage. C'est une question de cohérence politique minimale et d'honnêteté tout court. Les débats entre les Centres de services sociaux et les Centres locaux de services communautaires sont un exemple parmi cent de la permanence du problème corporatiste chez nous. Une certaine orientation idéologique des progressistes, peu critique de ses travers corporatistes, simplifie outrageusement le problème [141] en faisant Croire que le seul et unique ennemi, c'est l'État qui renvoie ses responsabilités sociales aux communautés locales, dans le sillage d'un retour au marché et à la logique de la privatisation.

Dieu ! que les « corporations » publiques et privées se ressemblent. On n'a pas su voir, dans les premières, une crypto-idéologie anti-étatiste qui n'a rien à envier à l'idéologie néo-libérale ouvertement anti-étatiste, et toute livrée aux intérêts privés, à la primauté des plus forts. *Ce qu'il faut regretter davantage, c'est le « minage » de cette solidarité « sociétairé » que visait l'État-providence. Celui-ci a mal rempli sa mission. On peut le remettre en cause mais pas au point de nier la finalité capitale d'une véritable solidarité sociétairé sans laquelle les tiers n'ont pas d'avenir, précisément parce qu'ils n'ont aucun poids dans les rapports de force des corporations financières, syndicales et professionnelles.* Il est particulièrement triste de voir les tiers accusés de coûter trop cher, alors que les corporations privées et publiques siphonnent abusivement presque la moitié des fonds consa-

crés aux tiers pour les politiques sociales. Il n'est pratiquement jamais question de cela dans le débat actuel, qu'il vienne des néo-libéraux ou des progressistes eux-mêmes.

Redisons-le clairement, il n'y a pas de situation viable pour les tiers sans une forte solidarité sociétale. Et la valorisation des dynamismes locaux et communautaires ne doit pas être opposée d'une façon manichéenne à cette visée. Il faut ces deux types de solidarité qui ne relèvent pas d'une position idéologique mais d'une condition de base pour une cité vraiment humaine.

Pour ce qui est de l'approche communautaire comme telle, il faudra éviter des retours inconscients à l'héritage de l'esprit de clocher, du village à frontières fermées, de [142] l'autarcie cléricale des petits politiciens et roitelets d'hier. Certains plaidoyers pour la décentralisation et l'autonomie locale, pour la déprofessionnalisation ignorent pareil atavisme. Que les services publics soient mieux intégrés aux communautés locales, cela est plus que souhaitable. Il reste qu'au travers d'un solide réseau institutionnel de services, on peut renforcer les précieux acquis de la culture urbaine moderne, condition nécessaire pour que notre société soit capable de s'inscrire dans l'évolution historique et contemporaine de l'Occident. Nous avons vécu trop longtemps en décalage avec cette évolution pour remettre en cause une modernisation à peine amorcée depuis vingt-cinq ou trente ans.

Le réseau institutionnel de services a aussi un potentiel précieux pour articuler les grands secteurs de la vie collective : santé, éducation, habitat, logement, protection et sécurité sociale. C'est une illusion de penser que les mouvements sociaux du milieu, les groupes volontaires et les pratiques communautaires vont pouvoir assurer seuls cette cohésion sociétale. Mais il est tout aussi dangereux de minimiser l'importance de cet accent mis sur les forces du milieu dans la troisième phase de l'évolution des pratiques sociales. Le phénomène de la dépendance s'est accru avec l'expansion de la société de services. Il y a là un terrible cercle vicieux à briser. C'est ce que mettent en lumière les études précitées.

Ceux qui ne voient que des pièges dans cette « approche communautaire » devront nous dire comment ils résolvent le formidable problème de la « dépendance » chronique qu'ont engendrée les politiques

sociales récentes et le type de rapports qui a prévalu entre l'État et les citoyens. Rien n'est plus tragique pour la démocratie qu'une masse de citoyens dépendants et passifs. Ces critiques devront davantage s'interroger sur le fait que [143] tout le jeu politique ait été monopolisé par les états-majors en lutte qui ne cherchaient que des appuis ponctuels dans la population sans que celle-ci puisse vraiment se prononcer non seulement sur les enjeux, mais aussi sur les intérêts particuliers des uns et des autres. Ce n'est pas parce qu'on est du secteur public qu'on est vierge de tout intérêt particulier. Je n'insisterais pas si souvent s'il y avait eu progrès en ce domaine chez les « progressistes » ! Par exemple, la Centrale des enseignants du Québec ne cesse de prétendre que toutes ses revendications, sans en excepter une seule, sont du plus pur intérêt général. Jamais, au grand jamais, elle n'admet qu'elle a pu commettre la moindre erreur, le moindre abus, ou qu'elle a sa part de responsabilité dans la situation actuelle de l'éducation. Ce pharisaïsme corporatiste a fini par miner la crédibilité de ce syndicat, et hélas, de cette si importante profession, auprès de la population. Voilà un exemple, entre dix, entre cent.

On ne pourra ressasser indéfiniment les embarras de ce cercle vicieux. Il faudra bien trouver des issues, d'autres stratégies sociétales plus positives, plus constructives. C'est ce que certains tentent de faire dans le domaine des politiques sociales.

Ces études suggèrent un nouveau *partnership* entre les services formels des institutions sociales, les groupes volontaires et les réseaux quotidiens d'entraide et d'entrepreneuriat, et cela dans des stratégies de milieu assez larges et assez circonscrites pour réaliser des projets « faisables », utiles et novateurs. On aurait trop tendance à penser que les services formels occupent la plus grande place de la surface sociale, la plus grande part des interactions entre individus, groupes ou milieux, alors qu'au contraire, c'est dans le champ plus ou moins informel des relations quotidiennes que se prennent une foule d'initiatives et se nouent une multitude de [144] rapports de tous ordres. Il y a là des richesses humaines énormes laissées pour compte.

Voilà ce que je veux explorer, sans toutefois trop me faire illusion, parce que là aussi, utopies, mythes et fausses consciences idéologiques nous attendent pour faire écran à une juste perception du pays réel. Depuis trente ans, d'une décennie à l'autre, j'ai connu des difficultés grandissantes dans toutes les tentatives de regroupement des

forces du milieu, même sur des terrains circonscrits de mise en relation de personnes immédiatement concernées par le problème à résoudre, par le défi à relever, par la réponse à apporter. Je ne veux pas reprendre ici les critiques déjà formulées : repli sur la vie privée, décrochage des institutions, méfaits de la bureaucratie, culture narcissique, disparition des tissus sociaux et communautaires, sans compter des milieux entiers frappés et défaits par les impacts de tous ordres de la récession des années 80.

Tout cela pour dire que la situation actuelle comporte ces deux versants, l'un prometteur et l'autre inquiétant, et entre les deux un immense plateau, je devrais dire une large zone grise où l'on trouve des énergies en attente, des réticences à agir, des bonnes volontés à l'oeuvre, des expériences tâtonnantes, des essais, des ratés, des reprises. Je résiste au cynisme à la mode qui voit des pièges partout, et qui ramène toute la problématique à l'éternelle critique manichéenne : calculs machiavéliques d'en haut d'une part et, d'autre part, naïveté ou complicité des « récupérés » d'en bas. Je résiste aussi aux mythes « communautaristes » qui laissent entendre que la base sociale existe, qu'elle sait ce qu'elle veut, qu'elle a déjà toutes les solutions. Aux nouveaux mythes « communautaristes » que sont les utopies du « *Small is beautiful* », des « communautés de base auto-suffisantes », etc. Mais en même temps, *je refuse de démissionner face aux tâches urgentes et [145] cruciales de refaire, de réinventer des solides assises sociales. Nous en avons autant besoin que de fortes individualités.*

Il est ridicule d'opposer ces deux objectifs, comme ce l'est de jouer les libertés individuelles contre les libertés collectives ou vice-versa. Je trouve tragique qu'on en soit venu à discréditer tout ce qui a nom : solidarité, communauté, tissu social, réseau d'entraide, milieu, appartenance institutionnelle, etc. *L'enfant, le vieillard, le malade, l'handicapé, l'adolescent en crise, le chômeur, le ou la monoparentale ne peuvent, personnellement et collectivement, se passer de pratiques, de milieux, d'institutions où se nouent des liens humains solides et durables, des rapports sociaux généreux et chaleureux, des luttes de justice qui donnent priorité aux tiers.*

Avant d'y voir un idéalisme impénitent, il faudra me prouver que de tels objectifs ne relèvent pas d'une nécessité vitale, d'un minimum viable pour une société qui se veut plus humaine que de nom. Que l'évolution de la pratique sociale débouche sur l'approche communau-

taire, c'est pour moi un signe d'espoir. Ce qui ne m'empêchera pas d'en identifier les limites et les pièges, particulièrement en relation avec les tiers. Il arrive trop souvent que ceux-ci vivent leurs pires drames dans le milieu même où l'on s'attendrait à des attitudes de compréhension et de soutien, qu'il s'agisse de la parenté, du voisinage, du milieu de travail. Des communautés développent parfois des pressions très brutales contre des entreprises locales de réhabilitation de prisonniers, de malades mentaux, et surtout contre les assistés sociaux. De plus, il faut reconnaître qu'au départ, les milieux défaits, les tiers eux-mêmes ont rarement des assises communautaires minimales, sans compter leur peu de force de pression dans l'arbitrage local des allocations de ressources. Autant de cotes d'alerte dont il faudra tenir compte.

[146]

[147]

LES TIERS.

Tome 3. Pratiques sociales.

**Deuxième partie. Des stratégies sociales
inspirées des tiers.**

Chapitre 5

Groupes volontaires et pratiques communautaires

[Retour à la table des matières](#)

Les circonstances m'ont amené à oeuvrer auprès de divers centres régionaux de regroupement des organismes dits « volontaires ». J'ai été étonné de la vitalité, de la diversité et de l'ampleur de ce phénomène social. Phénomène inattendu dans une société capitaliste où tout se mesure à la valeur marchande, où le comportement de base est avant tout individualiste, sans compter le fait que l'État continue de prendre en charge la très grande majorité des services, malgré ses difficultés budgétaires. De plus, j'ai été aussi agréablement surpris par la saine résistance de ces forces communautaires face à un État qui cherche en elles un mécanisme de substitution pour résoudre certains problèmes cruciaux qui relèvent de ses responsabilités.

Mais au meilleur de la situation, on peut se demander si les politiques sociales les plus avancées peuvent combler seules les nombreux besoins de sociétés aussi complexes que les nôtres. La question reste

bien hypothétique dans le cadre d'une récession économique et d'un lourd endettement de l'État. N'y aurait-il pas [148] plutôt, dans ces initiatives collectives hors des circuits institutionnalisés, une sorte de suppléance pour compenser ce qu'on ne peut plus obtenir de l'État ? Suppléance on ne peut plus piégée.

Il semble que ce phénomène social des groupes volontaires déborde de telles considérations. Les zones libres de créativité sociale, culturelle et économique révèlent de nouveaux besoins et aspirations, de nouvelles pratiques et orientations de vie personnelle et collective, d'autres réponses à des problèmes non résolus. On ne saurait en rester à la critique stéréotypée du bénévolat artisanal et paternaliste d'hier, ou à la critique plus récente d'une militance idéologique uniquement centrée sur des revendications qui ne font que renforcer la dépendance des citoyens et la bureaucratisation étatique. L'action volontaire d'aujourd'hui réagit précisément contre ces travers. Elle revendique une autonomie créatrice et de véritables responsabilités ; elle développe des libertés plus fécondes et un souci de s'attaquer aux vrais problèmes d'une façon constructive, efficace et pertinente ; elle refuse que l'État lui confie des tâches qui relèvent de sa propre responsabilité : politiques d'emploi, de sécurité sociale, d'éducation, de soutien au développement économique.

Les statistiques sur le volontariat semblent contester une vision trop pessimiste sur l'individualisme forcené des citoyens d'aujourd'hui. Il y aurait près de trois millions de bénévoles au Canada, six cent mille au Québec. Chacun de ceux-ci y mettrait, en moyenne, cinq heures par semaine. Les champs d'activités sont très diversifiés et recouvrent pratiquement tous les secteurs de la vie collective. De la prestation de services dans les établissements publics aux initiatives hors-cadre de groupes autonomes, en passant par les mouvements militants qui se consacrent à des changements sociaux, [149] institutionnels, législatifs ou autres, sans compter les nombreuses associations de tous ordres : parents d'enfants handicapés, regroupements des personnes invalides, des aveugles ou des alcooliques, centres d'information et de formation, de prévention, de dépannage ou de réinsertion sociale, nouvelles coopératives, etc. Ces regroupements constituent des relais entre « les grandes organisations aux procédures administratives rigides et les individus le plus souvent isolés, désarmés parce que coupés de leurs anciennes sources de cohésion et de soutien ». Ces groupes

sensibilisent à la fois leur milieu-cible, les pouvoirs politiques et la société. Ils illustrent très bien ce que A. de Tocqueville disait déjà au siècle dernier : « La santé d'une société démocratique peut être jugée à la qualité des services rendus par ses citoyens bénévoles ».

Je voudrais rappeler ici une dynamique historique capitale qui peut nous aider à comprendre. Toutes les grandes institutions sociales, culturelles, économiques de nos sociétés ont été, au départ, pour la plupart, l'ouvrage de groupes libres, volontaires qui ont su saisir les besoins de leur temps et de leurs milieux et aussi leurs nouvelles inspirations. Chaque génération a à réinventer cette dynamique de base.

L'incroyable explosion des groupes volontaires chez nous est révélatrice d'une nouvelle conscience et d'un potentiel beaucoup trop méconnu ou sous-estimé. C'est dans ce genre d'expérience qu'on prospecte et met en valeur les mille et un réseaux d'entraide qui existent ou peuvent exister à la base sociale. Ces réseaux quotidiens constituent un humus social très riche et susceptible de grande fécondité, de responsabilisation, d'autoconstruction et d'autodéveloppement. Il s'y vit une réciprocité où chacun peut donner et recevoir. Réciprocité que nos institutions bureaucratiques ont hélas ! tuée à force de dépendance et de passivité.

[150]

Mais il y a plus. Une certaine critique de ces initiatives communautaires fait le jeu de ce qu'elle dénonce dans la société. Ne se plaint-elle pas que toutes les activités humaines n'aient de poids, de prix, de sens que par leur valeur marchande ? Peut-on penser et vivre des pratiques démocratiques sans un sens élevé de l'être humain gratuit et transcendant, de la communauté et du bien commun ? Les luttes de justice s'éteignent vite ou se dévoient si elles ne s'alimentent pas à des valeurs de désintéressement, de générosité et d'engagement soutenu face aux autres. D'où viendra cette « volonté politique » qu'on souhaite pour affronter les énormes défis actuels ? Est-elle même pensable sans ces appuis sociaux de fortes appartenances, de solides et durables solidarités ?

Si l'on refuse ces considérations éthiques, on devra nous dire pourquoi les groupes volontaires sont devenus, chez nous, des lieux humains où des milliers de citoyens investissent le meilleur d'eux-mêmes. Se pourrait-il que ceux-ci en aient assez de ces purs débats

idéologiques qui ne les mènent nulle part, de ces dénonciations qui n'ont rien à annoncer, de cette mentalité manichéenne d'éternels opposants ou opposés ?

Cela ne veut pas dire que les mouvements communautaires se désintéressent des enjeux politiques. Beaucoup d'entre eux oeuvrent sur des terrains où la crise a frappé le plus durement. C'est précisément sur ces terrains que les choix politiques et sociaux se révèlent dans toute leur crudité. Voilà la question que j'ai abordée dans une rencontre qui regroupait les responsables de ces associations volontaires largement répandues dans toutes les régions de la société. Je garde ici le style direct de cette communication pour bien marquer l'impact des enjeux en cause.

[151]

Pouvons-nous être étrangers à des choix aussi cruciaux que celui de donner priorité soit à un revenu garanti pour tous, soit à une politique de plein emploi, soit à un retour au marché libre où l'État est réduit au minimum, fût-ce celui d'être un arbitre de plus en plus impuissant face à la guerre d'intérêts entre les plus forts : courant qui semble devoir s'affirmer le plus sur ce continent, et donc chez nous aussi.

Certains diront : « c'est trop compliqué pour moi, je veux rendre service, avec mes petits moyens, à des personnes concrètes sur les problèmes précis ».

Par délicatesse, je vais raconter une fable qui met en cause cette tentation.

La fable raconte cette histoire d'une famine qui sévissait dans une région donnée. Les animaux de la région voisine s'émurent d'un pareil drame. Ceux-ci décidèrent d'aider les sinistrés d'à côté. Une poule dit à un porc : « Moi, je vais leur envoyer de mes oeufs, toi, veux-tu leur envoyer du bacon ? » Réponse du porc : « En pareil cas, toi tu restes intacte, mais moi, je vais y passer tout rond ! »

De quelle solidarité parlons-nous ? De quels choix ? Ne sommes-nous pas dans un contexte différent de celui de la prospérité des dernières décennies ? Si l'on veut jouer à la fois les oeufs et le bacon, à qui demandera-t-on de fournir le bacon ? Que répondre, par exemple, à ces jeunes qui disent : « Vous adultes, vous nous offrez le bénévolat et vous gardez bien en main les jobs » ? Ils posent une question qui

concerne l'ensemble de la société, et qui nous touche directement. Qu'avons-nous à dire là-dessus ? Quelle est notre position ? Essayons d'y voir clair.

[152]

Face à l'escalade des coûts sociaux et des déficits budgétaires de l'État, face à la crise économique et aux requêtes d'investissements financiers directement reliés à la relance industrielle, spécialement celle du virage technologique, face à la remise en cause de l'État-providence et de son dit échec, la première tentation est de remettre en cause les services universels qui visaient à assurer les besoins de base pour tous les citoyens. D'où une certaine opposition plus ou moins avouée entre progrès social et progrès économique, alors qu'on avait relié ces deux progrès au cours des dernières décennies.

Pour masquer ou contourner ce défi, les pouvoirs économiques et politiques veulent renvoyer les responsabilités sociales aux communautés locales, aux groupes volontaires et aussi au secteur bénévole, quitte à saupoudrer de petites subventions ces mille et une initiatives. Ce qui est très rentable politiquement. N'est-ce pas là une nouvelle version du patronage d'hier qui permettait aux partis au pouvoir de contrôler la population, tout en offrant des *jobines* à ceux qui sont du bon bord ? Je suis certain que vous pouvez nommer bien des exemples de ces programmes gouvernementaux qui, tout en ayant l'air de soutenir l'initiative des citoyens et leurs besoins de base, accentuent la dépendance et tuent parfois l'action communautaire et les comportements de solidarité. Je reviendrai sur les stratégies possibles pour surmonter cette dérive.

Ce qui est à retenir d'abord, c'est l'importance d'une position politique claire du secteur bénévole face à ce choix de société que j'ai évoqué plus haut, à savoir l'accès universel aux services de base qui assurent aux citoyens leurs besoins vitaux. L'ensemble de la société, à travers ses gouvernements, ne saurait se décharger de cette responsabilité. Est-ce qu'ici, sur notre propre terrain, [153] nous allons oublier la visée première des grandes initiatives sociales bénévoles et volontaires, à l'origine des politiques sociales modernes ?

Ne mêlons pas tous les problèmes à la fois. Par exemple, celui de la crédibilité et de l'efficacité de nos services publics qu'on est en droit

de souligner, mais qui risque de noyer la question première et ultime que je pose :

Où se loge le bénévolat dans le contexte actuel ? Va-t-il s'engager prioritairement sur les effets de la crise ? Va-t-il servir de cataplasme ? Va-t-il plus ou moins consciemment faire le jeu d'une politique qui remet en cause l'acquis social d'un traitement égal de tous les citoyens quant à leurs besoins fondamentaux d'une vie décente, d'un accès universel à la santé et à l'éducation ?

Où bien le bénévolat va-t-il prioritairement et, d'une façon innovatrice, travailler à relancer cet objectif d'une solidarité de toute la société pour des services accessibles à tous ? Va-t-il travailler à renforcer l'ensemble de la base sociale pour qu'elle soit le vrai centre de gravité de telle sorte que l'État et les grandes institutions soient à son service ? Et enfin, le bénévolat, par delà ces luttes de justice nécessaires et ce déplacement du centre de gravité, va-t-il être un lieu créateur de nouveaux dynamismes sociaux, culturels et économiques ?

Je pense qu'il nous faudra être aussi habiles, et disons le mot, aussi rusés que ceux qui veulent nous utiliser à leurs propres fins. Je me limite, ici, à un seul exemple.

[154]

Des réponses réalistes et pertinentes

Chez moi, le Centre de la famille, un organisme autonome qui réussit des choses étonnantes avec un petit budget et un équipement minimal, ne se limite pas à ses initiatives communautaires d'entraide mutuelle et de construction d'un bon tissu social, il se préoccupe du sort de tout le milieu des familles pauvres ; il lutte pour changer, ou améliorer les politiques d'aide sociale, d'emploi, d'éducation ; il s'allie aux forces vives du milieu qui agissent en ce sens ; il a su imposer ses règles « communautaires » quand des subventions et des programmes gouvernementaux lui ont été offerts ; il s'est refusé à une pureté idéo-

logique sans mains, à la tentation du club entre nous, par nous et pour nous, au rôle exclusif de contestation et de revendication ; il s'est construit en construisant aussi bien qu'en luttant.

Dans le tournant actuel, on ne pourra plus en rester au bénévolat spécialisé, éparpillé ; les uns travaillant à adoucir les effets de la crise ici et là, les autres exclusivement consacres a un mieux-être des déjà bien lotis, d'autres uniquement centrés sur la lutte de revendication ou de contestation, certains explorant des solutions alternatives nouvelles, mais d'une façon utopique parce que hors du pays réel. Dans tous les coins du Québec, ce sont des milieux entiers qui sont frappés. Il nous faut donc des démarches qui en tiennent compte. Des démarches qui ne séparent pas la tête, le coeur et les mains, les enjeux du pain et ceux de la qualité de vie, la solidarité communautaire et l'entrepreneurship socio-économique.

Nous allons vers des solidarités beaucoup plus serrées et exigeantes qui sont différentes de la période de relative prospérité que nous avons connue récemment. [155] Pensons aux gens du troisième âge qui seront soutenus à peine par trois ou quatre personnes actives alors qu'il y en avait dix en 1950. Pensons au sort des assistés sociaux depuis l'escalade de l'inflation, aux nouveaux pauvres, aux nouveaux chômeurs de la crise, aux nouvelles requêtes d'égalité chez les femmes dont la proportion du revenu par rapport à celui des hommes n'a pas changé. Pensons, en particulier à cet énorme baril de poudre qui représente le plus gros contingent de la population, à savoir les 15-30 ans aux portes du travail, sans grand espoir, et pourtant animés par les mêmes aspirations que celles de ma génération qui s'est bien installée au temps de la prospérité. Les jeunes, c'est l'avenir au présent. Nos comportements collectifs face à eux révèlent nos attitudes fondamentales face à l'avenir. Ma génération est-elle prête à sacrifier de son confort, de ses acquis pour investir en fonction d'un avenir possible pour les jeunes et cela, avec courage, générosité et résolution ?

Le secteur bénévole ne peut plus être la cerise sur un gâteau. Un gâteau qui s'est rétréci ou même qui est devenu peu substantiel et parfois indigeste. Bien sûr, on ne saurait tout dire, tout faire, tout penser à partir du bénévolat, mais ce n'est pas une raison pour qu'il se refuse à jouer ce rôle qualitatif d'être un lieu de liberté et de créativité qui pointe les vrais problèmes en dehors des calculs partisans et qui ouvre

des pistes nouvelles pour une société autre, plus solidaire, plus généreuse, plus entreprenante.

Ne nous enfermons pas dans des oppositions simplistes, tel le bénévolat versus les jobs. Y aurait-il aujourd'hui des CLSC, sans ces groupes volontaires qui, à coup de bénévolat, ont bâti hier les centres communautaires ? Y aurait-il aujourd'hui le grand mouvement coopératif Desjardins sans ces racines historiques [156] d'hommes et de femmes qui l'ont créé jadis et fait grandir en y investissant gratuitement énergies, ressources et le meilleur d'eux-mêmes ? La plupart des grandes institutions modernes doivent leur naissance et leur expansion à ce genre de dynamisme dont les secteurs bénévole et volontaire ont toujours été les fers de lance. Nous refusons d'être cerise, cataplasme, placebo, hobby social ou culturel. Nous sommes au coeur de la fibre la plus vitale, la plus chaleureuse et la plus substantielle du corps social. Nous sommes un des principaux lieux où se logent souvent les plus fortes motivations, les plus forts élans de générosité et de créativité. C'est une grave, mais passionnante responsabilité.

Nous avons à réinventer des pratiques de vivants, des pratiques de vie chaudes, généreuses, courageuses, fécondes comme nos printemps drus et gorgés de sève, au coeur de la cité, de nos grandes institutions, au coeur des enjeux collectifs cruciaux. Sans cette préoccupation de base, bien des initiatives volontaires ou bénévoles vont virer en club social, sorte d'îlot de bonheur au milieu du désert d'une cité de plus en plus froide, sorte de dernier wagon d'un train dont on ne sait pas grand chose : où il va, comment, pourquoi, qui le dirige, au profit de quoi ? Le bénévolat de l'avenir se doit d'être aussi au milieu et à l'avant du train pour participer à son orientation, aux choix de direction. Il ne saurait soigner les blessés sans se soucier de remettre en cause certaines guerres qui ont cours dans un train de plus en plus transformé en foire d'empoigne pour les plus forts. Encore moins peut-il s'isoler dans des coins sûrs pour consoler les blessés de la vie, amuser les inactifs, faire taire les exclus, anesthésier ceux qui veulent changer l'ordre des choses.

J'admets les limites de cette comparaison, car je sais des humbles initiatives apparemment insignifiantes [157] qui permettent à des êtres de se retrouver, de se remettre en marche et de se donner une assise communautaire de départ, condition première avant toute mise en chantier. L'anonymat, plus que la solitude, est peut-être la caractéristi-

que principale d'un nombre grandissant de citoyens éjectés du système.

Depuis plus de 30 ans, je participe à des projets de regroupements, de luttes, de chantiers des moins forts, des moins organisés, j'ai vu comment on s'isolait de plus en plus, non pas seulement à cause des structures bureaucratiques compliquées et abstraites, mais à cause de cette sorte de honte attachée à tous ceux qui n'entrent pas dans la copie conforme des bien portants. On a mis les moins futés sur des voies de garage en éducation, les vieux, les handicapés physiques et mentaux en institutions. Le village d'hier avait au moins la décence de garder en son sein ses canards boiteux, soit dit sans idéalisation du passé.

Un bénévolat audacieux et créateur, branché sur les problèmes les plus crus, et les défis les plus humains, peut susciter ce goût du dépassement à la fois chez les mal portants et chez les bien portants. L'idéal d'être bien dans sa peau ne peut suffire dans ces temps difficiles qui appellent des investissements plus généreux et plus soutenus pour des résultats souvent plus modestes. Le genre de prospérité d'hier, la révolution tranquille et facile, tout cela est terminé. Nous entrons dans un nouvel âge où il faudra donner et partager le meilleur de nous-mêmes, féconder l'un par l'autre les dynamismes là où ils se trouvent avec nos nouvelles valeurs. Une petite société comme la nôtre ne peut faire son chemin sur ce continent sans de solides solidarités de base, sans des pratiques d'entrepreneurship, d'efficacité et d'excellence, sans des motivations qui ont une profondeur humaine, morale et spirituelle.

[158]

Dans ce contexte, les expériences et les pratiques communautaires ne sauraient être une sorte de « catinage » social sur des terrains inoffensifs. Elles se doivent d'affronter les défis les plus importants, de participer aux nouveaux combats sociaux qui se dessinent, d'apporter, fût-ce modestement, de nouvelles réponses à de nouveaux problèmes. Et surtout, à cause de leur position stratégique en prise directe sur les milieux de vie, elles devront opter clairement pour les tiers.

[159]

LES TIERS.

Tome 3. Pratiques sociales.

**Deuxième partie. Des stratégies sociales
inspirées des tiers.**

Chapitre 6

Réseaux d'entraide et d'entrepreneurship

[Retour à la table des matières](#)

Il est de plus en plus question des réseaux quotidiens de relations dans les stratégies communautaires. « Une nouvelle mode des technocrates sociaux », disent des esprits critiques. Un nouveau gadget sur le marché des intervenants sociaux ? Une technique, une mécanique pour activer l'idéologie du vécu, le mythe « communautariste », l'utopie du « *Small is beautiful* » ? Qu'est-ce que j'ai pu lire et entendre sur cette pratique sociale ! Certains y voient déjà une stratégie de récupération par les gouvernements ou par les administrateurs publics ; d'autres, une projection des classes moyennes sur les milieux pauvres. Toutes ces critiques avec leurs mêmes poncifs appliqués à tout et à rien ignorent l'abc des sources historiques d'une telle pratique qui vient du monde des tiers, des milieux populaires. Les réseaux quotidiens d'entraide ont été un des outils que les tiers ont utilisés pour se donner une base sociale d'action, parce qu'ils ne pouvaient miser sur

les grands circuits institutionnels qui fonctionnaient sans eux et même contre eux. En voici un exemple.

[160]

Cheminement historique d'une pratique

Au cours des années 50, les jeunes chômeurs de ma région se sont regroupés et ont été à l'origine des premières politiques de recyclage de la main-d'oeuvre au Canada. La pratique des réseaux a été au centre de leur stratégie. Au départ, ces jeunes chômeurs étaient éparpillés, atomisés ; ils n'avaient aucun encadrement syndical, scolaire ou autre. Voilà ce qui apparaissait évident au premier regard. Et pourtant, certains d'entre eux ne l'entendaient pas ainsi. Ils entreprirent de retracer les réseaux de relations qui se tissaient dans les lieux fréquentés par les jeunes chômeurs. Ils identifiaient les groupes et leurs *leaders*, les activités privilégiées, les temps forts de rencontre. Ce qui permettait d'établir une première géographie humaine de la situation.

Plus qu'un outil d'observation, cette pratique de réseaux allait enclencher une stratégie d'action étonnamment efficace.

Partis de la taverne, de la salle de pool, du restaurant du coin, les regroupements par réseaux permirent aux jeunes chômeurs de trouver un lieu d'expression et de compréhension de leur situation commune et aussi un terrain d'action. Peu à peu le mouvement s'élargit aux autres régions des Laurentides. Il devait déboucher sur des expériences-pilotes de formation, de recyclage et de reclassement qui ont été à l'origine des premières politiques en la matière. Ces jeunes ont réussi à amener les diverses institutions concernées à travailler ensemble : école des arts et métiers, commission d'apprentissage, commission scolaire, orientation professionnelle, agence locale de la main-d'oeuvre et conseil municipal.

Toutes les dimensions de leur vie étaient rejointes dans cette démarche : motivations personnelles, liens [161] communautaires, formation et travail. J'ai vu en quelques années des jeunes se transformer profondément et devenir des citoyens actifs dans leur milieu.

J'ai voulu donner cet exemple au départ pour rappeler que la pratique de réseau n'est pas une invention des laboratoires technocratiques ou des cercles académiques. Ces jeunes ne savaient rien des recherches sociologiques ou anthropologiques de Simmel et de l'école allemande, de celle de Chicago, ou encore de la sociométrie de Moreno ou de la dynamique de groupe de K. Lewin, ou des systèmes de support naturel de Caplan en psychiatrie sociale. Il s'agissait bien d'un outil qui venait d'eux-mêmes, bien intégré à leur vie, à leur situation et à leurs façons de communiquer, de se regrouper et d'agir.

Je me suis inspiré de cette première expérience pour développer et affiner cette pratique dans plusieurs projets collectifs en éducation, en milieux de travail, en rénovation urbaine, en aménagement régional et, surtout, dans le monde des tiers. Depuis trente ans, tout s'est passé comme si une telle démarche devenait de plus en plus nécessaire et pertinente, et cela à plusieurs titres. D'abord « l'effilochement » des étoffes sociales traditionnelles et de leur support naturel, par exemple, la parenté, la paroisse, le village. Notre amnésie historique nous a fait vite oublier que même Montréal jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale était une mosaïque de villages. Le processus accéléré de modernisation qui a suivi laissait bien des gens démunis au plan des rapports sociaux quotidiens, des appartenances de base.

Nous avons socialisé les services, les « structures », mais sans trop nous préoccuper de développer la sociabilité correspondante, fût-ce de véritables apprentissages de l'exercice démocratique. Celui-ci étant réservé [162] à des processus épisodiques très formels, alors qu'il devrait être une mentalité et une pratique sociale diffusée et vécue dans l'ensemble des rapports quotidiens. On s'est peu interrogé sur les conditions et les pratiques d'identification et d'appartenance aux nouvelles institutions, qu'il s'agisse des usagers ou du personnel lui-même. Certes, on a mis en place des mécanismes de participation à la suite des contestations, mais ce n'était précisément que des mécanismes à côté des circuits quotidiens d'échanges, de relations, de transactions. D'où ces conventions collectives extrêmement rigides et « régulées » au détail pour suppléer à cette absence de base sociale d'appartenance et de véritables interactions. Le nombre effarant de griefs dans la plupart des institutions vient moins des luttes idéologiques entre l'administration et le syndicat que de la pauvreté navrante des assises sociales de l'institution elle-même, des pratiques de travail, des

rapports quotidiens et de l'éthique sociale. Les critiques stéréotypées sur la bureaucratie ou sur l'individualisme sont souvent soit un alibi, soit un écran qui cachent le problème crucial que je viens de soulever.

Quelle ironie ! c'est au moment où la sociabilité s'est le plus appauvrie qu'on intente le procès tous azimuts à tout ce qui est « collectif ». C'est au moment où les rapports humains sont devenus précaires, fluides, inconsistants et incertains qu'on moque tout ce qui a nom : communauté, solidarité, appartenance, loyauté à l'institution.

N'y aurait-il eu de socialisation qu'au plan des structures formelles, des mécanismes et des fonctions ? N'y aurait-il place pour des relations gratifiantes et fécondes que dans des zones privées à la marge de la vie collective ? Qu'est-ce que tout cela donne comme société ? Une société qui plus que jamais a besoin de solidarités plus serrées, plus résolues et plus soutenues pour [163] affronter d'énormes défis sociaux, économiques, culturels et politiques. Les décisions politiques lucides et audacieuses qu'on voudrait des gouvernements ne se prendront jamais si les assises sociales et démocratiques des institutions, des milieux et de la vie courante continuent de se dégrader, et cela jusque dans ces rapports quotidiens où se loge le plus vital des besoins primaires matériels et affectifs.

La santé qui reste la seule valeur susceptible d'un certain consensus, ne vaut pas seulement pour le corps, pour l'équilibre psychologique, mais aussi pour le vivre ensemble. Est-ce trop forcer le sens de cette valeur que l'étendre à la nécessité de milieux plus sains, de rapports sociaux plus sains ? Se peut-il que beaucoup de symptômes du mal de vivre soient reliés à des individualités qui sont « socialement » nulle part, sans liens humains solides et durables, sans ancrage dans un ou des milieux stimulants, encourageants ? Ce sont les tiers, par exemple les enfants, qui en subissent les pires contrecoups.

Autre paradoxe de la situation que cette sur-socialisation externe et formelle où il faut courir d'une réunion à l'autre, d'une association à l'autre, d'un comité à l'autre, souvent pour bien peu de chose, alors qu'on n'arrive pas à vivre des rapports de qualité avec ses proches dans la vie réelle. C'est un peu comme dans le domaine de la techni-

que : d'une part de merveilleux outils comme l'ordinateur et de laser, et d'autre part une quasi disparition des petites boussoles pour s'orienter dans les sentiers les plus modestes de l'existence. D'une part une médecine savante et, d'autre part, une érosion de la médecine domestique qui diminuerait la surconsommation de services médicaux et au moins partiellement, l'engorgement des salles d'urgence à l'hôpital.

[164]

Le problème, c'est moins ce que nous avons fait dans nos modernisations nécessaires, mais plutôt ce qui s'est défait et qui n'a pas été remplacé ou ré-inventé. Un ami missionnaire me fournit ici un exemple éclairant. Dans son village en Inde, on a remplacé la fontaine commune par un aqueduc moderne. Voilà un progrès indéniable. Mais en même temps il aurait fallu être attentif au rôle social et communautaire que jouait la fontaine. Celle-ci était un lieu de rencontres, d'échanges où tous les habitants du village se retrouvaient. Mais on n'a pas remplacé ce précieux carrefour communautaire.

Plus près de nous, j'ai été témoin de rénovations urbaines où pour régler un problème spécifique on en créait trois ou quatre autres nouveaux, tels ces projets d'habitations à loyer modique bâties à des périphéries de banlieue où il fallait faire un kilomètre pour s'alimenter à des services qui hier étaient à portée de main pour ces gens sans auto. Si les concepteurs les avaient consultés vraiment, s'ils avaient fait un peu de cette géographie humaine et quotidienne que suggère la pratique des réseaux, ils n'auraient pas commis des erreurs aussi élémentaires.

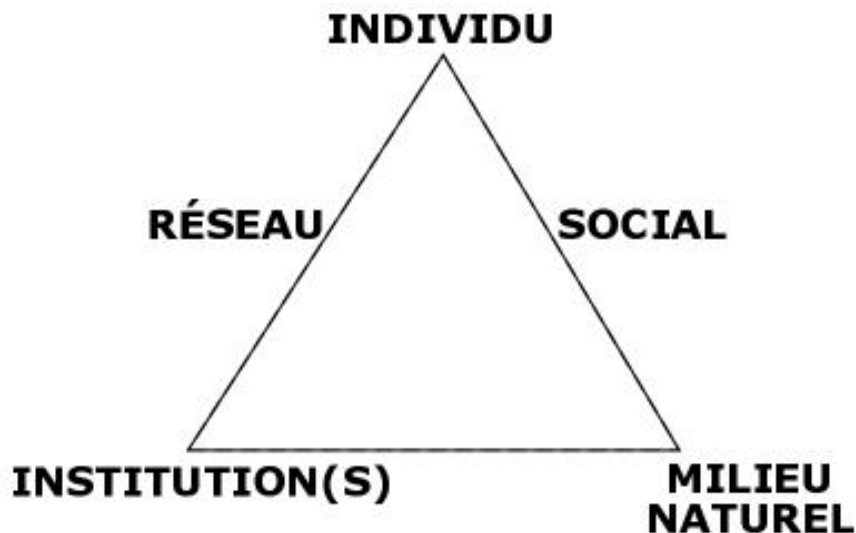
Ce sont des problèmes comme ceux-là qui m'ont amené à initier des étudiants en sciences sociales et aussi des praticiens sociaux à cette pratique de réseaux dans leur propre champ d'expérience.

À chaque fois, l'opération a valeur de choc pédagogique. Plusieurs avouent qu'ils connaissent et maîtrisent très peu leur propre géographie humaine et quotidienne de relations et d'activités, de temps et d'espace. Que de découvertes ne font-ils pas en précisant la configuration de leurs divers rapports avec les personnes, les groupes, les institutions qu'ils fréquentent, en précisant l'aménagement de leur temps, le profil de leur propre espace [165] social, la trajectoire de leur itinéraire récent ! Cette démarche les amène parfois très loin dans la connaissance d'eux-mêmes, de leur environnement, de leurs pratiques,

de leurs rapports aux autres, de leurs appartenances sociales, de leurs orientations culturelles et politiques.

Cet apprentissage leur ouvre aussi de nouvelles pistes d'action jusqu'au coeur de leurs activités professionnelles ou autres. Ils y apprennent à inscrire leurs interventions dans le milieu, dans les réseaux sociaux de leurs commettants. Ils savent désormais que les rapports de l'individu avec les autres, avec les institutions sont souvent médiatisés par un ou des réseaux sociaux où s'exerce une influence très importante. C'est aussi le réseau social qui médiatise les rapports entre institution et milieu naturel.

Le schéma qui suit illustre cette position souvent stratégique du réseau social.



Je donnerai quelques exemples, un peu plus loin, de ce champ quotidien d'interactions. Je voudrais d'abord souligner que les réseaux sociaux sont très diversifiés, plus ou moins structurés, assez souples, riches d'interactions de tous ordres, et particulièrement denses au plan affectif. Leur absence permet d'identifier les implications sociales de problèmes qui au premier regard semblaient être purement individuels. Il arrive [166] aussi que le réseau social joue des rôles négatifs et destructeurs. C'est une autre raison pour bien le connaître. Mais le défi inverse est aussi vrai, à savoir des pratiques professionnelles et institutionnelles qui empêchent le réseau des proches, ce support natu-

rel de l'individu, de jouer ses rôles de soutien, d'aides diverses. Combien de politiques et de pratiques sociales récentes ont même pénalisé ceux qui assumaient les leurs ; on ne leur fournissait aucun appui, alors que la pratique de réseaux aurait permis des effets multiplicateurs et des interventions plus pertinentes et efficaces. On décourage ainsi la responsabilité des uns et on renforce l'irresponsabilité des autres. Je ne parle pas ici de ces problèmes qui ne peuvent être assumés qu'eninstitution.

Cette capacité de découvrir, d'encourager, de renforcer ou de susciter ces réseaux sociaux d'entraide, de soutien naturel sera de plus en plus nécessaire dans une conjoncture socio-économique qui s'accompagne à la fois de besoins sociaux grandissants, de ressources plus limitées et d'essoufflement des institutions et de l'État. Soit dit sans complicité avec ces nouvelles forces idéologiques qui plaident unilatéralement un progrès économique sur le dos du progrès social, un retour aux services privés idéalisés versus des services publics discrédités. Je reviendrai sur ces responsabilités proprement sociétales qu'on ne peut renvoyer au milieu, aux communautés locales, aux individus isolés.

Retenons d'abord le fait que les réseaux naturels d'entraide constituent une trame très importante de la base sociale ; ils nous font comprendre que la dimension communautaire est constitutive de la société au quotidien, bien avant l'organisation formelle de la vie collective. J'ai un frère frappé de paralysie cérébrale. Nous avons constitué un réseau de soutien composé des membres [167] de la famille et d'amis de Jean. Nous travaillons avec un autre réseau, celui de l'équipe de travail de l'institution où médecin, orthophoniste, ergothérapeute, physio-thérapeute et travailleuse sociale, par-delà leur discipline particulière, prennent en charge leur patient dans son entièreté, dans un suivi que ne permettraient pas les interventions ponctuelles des uns et des autres. Quelques rencontres épisodiques ont suffi pour mettre en commun nos ressources d'aide et pour nous éclairer ensemble sur les comportements de Jean, sur son évolution, sur ses difficultés, sur ses atouts de réhabilitation. Tantôt, c'était l'ergo-thérapeute qui découvrait que Jean arrivait à parler lorsqu'on était plus « physique » avec lui, tantôt, c'était un membre de la famille qui apprenait à tous des choses précieuses sur l'état d'âme actuel de mon frère. L'ensemble du réseau

en arrivait ainsi à une démarche plus organique, plus dynamique, plus intégrée, plus humaine et aussi plus efficace.

On me dira qu'il s'agit là de conditions exceptionnelles à la portée de gens bien équipés. Je ne le crois pas. Je pense ici à une façon semblable d'agir de certains intervenants dans des milieux urbains pauvres. Telle cette travailleuse sociale qui est arrivée à repérer ou à constituer un réseau d'entraide dans plusieurs des cas qu'on lui a confiés. Voici une dame obèse, qui suite à une chute, se retrouve immobilisée à la maison, les deux jambes dans le plâtre. En quelques heures, cette travailleuse sociale, à partir du dépanneur d'à côté, met en place tout un réseau de soutien. L'effet devient entraînant et multiplicateur : des paroisses, des groupes, des associations du milieu s'engagent sur cette piste. Et bientôt, l'on trouve dans le quartier une trame riche et diversifiée de supports communautaires en prise sur l'ensemble de la vie collective. Et voilà une base sociale réinventée qu'on ne croyait plus possible. Et ça n'a pas coûté une fortune. En l'occurrence, le CLSC devenait [168] une sorte de *switchboard*, un carrefour, une fontaine commune, un puits de ressourcement, un centre de réflexion et de concertation, une *open house* sans étiquette idéologique et partisane au sens du corporatisme actuel, un espace libre de rencontre, de créativité pour enclencher un nouveau dialogue social et des nouvelles pratiques de solidarité, sans compter le dépassement du parallélisme des institutions qui s'ignorent les unes les autres. Ici, c'est la trame sociale des réseaux et le milieu lui-même qui amènent les institutions à s'articuler les unes aux autres. On remet ainsi la société et ses institutions sur leurs pieds. C'est à travers une solidarité de milieu qu'on relie les institutions et non l'inverse. Voilà la première leçon d'une pratique de réseaux.

Il faut ici se poser une question cruciale : comment se fait-il que des groupes libres et volontaires arrivent à des performances étonnantes avec peu d'équipement, de ressources, de personnel permanent ?

Depuis un bon moment, dans mon milieu, à Saint-Jérôme, je déplorais le parallélisme du secteur public et du secteur privé ; les « mondes » des affaires, des structures sociales, de l'éducation et des activités culturelles s'ignoraient les uns les autres, sans compter des frontières idéologiques ou partisans incontournables, au risque de nous laisser comme seule industrie nationale : la politique ! Mais voici que des passerelles sont jetées par des réseaux d'entrepreneurs et des

réseaux d'entraide. Le social se conjugue à l'économique dans des expériences réussies de création d'emploi. Un groupe de jeunes entrepreneurs qui compte des entreprises florissantes, construit le C.L.S.C. au deux tiers du coût que le ministère des affaires sociales aurait été prêt à payer. Tout cela, à cause d'une collaboration étroite entre un réseau de jeunes entrepreneurs et un réseau d'entraide qui ont en commun une forte appartenance au milieu, [169] une volonté de réussir ensemble, un souci des vrais problèmes et défis, un pragmatisme très près de la vie qui refuse de s'enfermer dans l'éternel débat idéologique : capitalisme vs socialisme, social vs économique, privé vs public. Même les partisaneries politiques cèdent le pas, ici, au chantier commun. Je suis étonné de cette multiplication de réseaux soit d'entrepreneurship, soit d'entraide chez nous et ailleurs.

Naisbitt dans *Megatrends* trouve le même phénomène dans les entreprises qui réussissent, y compris dans des secteurs technologiques les plus avancés.

Networks offer what bureaucracies can never deliver : The horizontal link. Networks exist to foster self-help, to exchange information, to change society, to improve productivity and work life and to share resources. Networks fulfill the hightouch need for belonging. As our top-heavy, centralized institutions die, we are rebuilding from the bottom up. Change occurs when there is a confluence of both changing values and economic necessity.

Je le répète, la pratique des réseaux n'a pas réponse à tout. Elle ne peut tenir lieu de politique sociale ou constituer à elle seule une stratégie d'éducation, d'emploi ou de développement. Mais cette pratique n'est pas non plus un simple soutien moral pour cause désespérée, à la marge des structures sociales, des interventions institutionnelles et professionnelles, des stratégies politiques ou économiques. Il s'agit des bases quotidiennes de relations et d'action qui sont beaucoup plus importantes que ne veulent l'admettre les discours idéologiques, technocratiques, politiques ou autres en haut lieu. Ce qu'on peut vouer à l'insignifiance, ce qui ne mérite pas la manchette, comme si la plus grande part de la vie n'avait aucune signification sociale et politique, comme si les pratiques quotidiennes n'étaient qu'un épiphénomène

[170] des discours idéologiques, des grands jeux politiques, des interminables débats de structures, de statuts et d'états-majors.

Par exemple, on regrettera la quasi-disparition des mouvements de jeunesse et des associations étudiantes d'hier et l'étiollement rapide des nouvelles à peine écloses, mais sans s'interroger vraiment sur ce qui se passe quotidiennement dans les milieux de jeunes, dans les institutions scolaires, dans des pratiques courantes qu'on peut observer sur les terrains concrets des études, des loisirs, des emplois exercés ou offerts, des moeurs amoureuses, des types de regroupement spontané. Ce qui se passe, par exemple, dans les classes et les cafétérias de cégeps depuis dix ans nous en apprend davantage sur cette institution que les grands rapports d'enquête très formelle ou les États généraux sur l'éducation. Non pas que ceux-ci soient inutiles, mais il leur manque si souvent *d'insights* sur ceux qui vivent dans ces structures, sur les pratiques réelles qui s'y déroulent. Comme si le caractère scientifique des diagnostics dépendait du degré d'abstraction et de « généralisation » des situations analysées, et cela dans un langage standard qui rend semblables des expertises, des rapports d'étude sur des institutions et des champs d'expérience profondément différents les uns des autres.

Il me semble qu'on a besoin d'un autre type d'outillage pour saisir ces singularités irréductibles, leurs pratiques, leurs orientations et leurs rapports sociaux particuliers. L'intuition des réseaux quotidiens de relations porte précisément sur ces trames sociales dans leur champ concret d'exercice, dans leur cheminement réel, dans les obstacles précis qu'elles rencontrent. L'observation et l'intelligence de ces réseaux permettent d'identifier ces repères concrets que sont le qui, le où, le quand, le comment et le quoi des pratiques courantes et des rapports sociaux qu'elles font ou défont. Ce n'est [171] pas seulement un outil de compréhension, mais c'est aussi un outil d'action. Un outil parmi d'autres, mais combien précieux !

Des clarifications nécessaires

Recherches et expériences sur les réseaux sociaux se sont multipliées au cours des dernières années. Les études sur le terrain ont révélé leurs rôles importants, par exemple, dans les rapports de l'individu aux institutions et à ses milieux d'appartenance, dans la diffusion des innovations, dans les attitudes et les comportements politiques, dans l'adhésion aux sectes religieuses, dans l'expansion des « clubs » de toutes sortes qui se substituent à la parenté ou au voisinage, dans les pratiques de loisirs (sports, voyages, etc.), dans les services publics, dans les milieux de travail, dans les organismes militants.

Ces études ont permis d'être plus attentif aux interactions entre l'individu et son environnement physique et social, son « milieu naturel, quotidien » ; elles ont jeté des ponts entre les approches psychologiques et sociologiques, entre le « privé et le public », entre l'affectif et le politique ; elles ont permis « d'incorporer les actions des individus aux processus sociaux... l'individu devenant participant à la construction de son monde social » ; elles ont mis en cause les simplifications de certaines théories sociales sur les groupes, sur les processus de socialisation, sur les rapports entre les structures et les acteurs sociaux ; elles ont fait état de la riche diversité, de l'étonnante complexité, et de la grande mobilité d'interactions sociales qu'on avait crues simples, limitées, relativement stables, et selon quelques modèles facilement identifiables, mesurables, « manipulables » et « théorisables ».

[172]

Ces dernières remarques appellent donc des clarifications et une problématisation plus nette de ces réseaux de base. Voici ce qu'en dit, d'entrée de jeu, une étude intéressante de Marie-Chantal Guédon ⁷ : Lorsqu'on intervient en tant que travailleur social auprès d'une famille ou même d'un individu en difficulté, on se rend rapidement compte que le discours qu'on entend est un discours social, même si la demande d'aide initiale semblait focalisée sur les problèmes d'un indivi-

⁷ M.-C. GUÉDON, « Les Réseaux sociaux », dans *L'Intervention de réseaux*, Montréal, France-Amérique, 1984, pp. 16-30. Je m'inspire de cette étude.

du ou d'une unité sociale spécifique. Par exemple, la mère de famille aux prises avec un adolescent délinquant parlera des relations de celui-ci avec d'autres jeunes appartenant au même « gang », des difficultés que son comportement crée avec les voisins ou avec ses professeurs ; elle mentionnera aussi la conduite semblable d'un de ses propres frères quand elle était jeune, etc. Le couple âgé qui demande à être placé dans un foyer ou un centre d'accueil mentionnera l'attitude secourable de tel ou tel voisin et la réprobation de tel autre par rapport à sa façon de vivre, l'incapacité des enfants à le soutenir davantage, etc. En prenant note, comme nous l'avons fait dans plusieurs cas, de tous les gens que l'on peut rencontrer ou dont on entend parler après avoir pénétré dans la vie d'un individu ou d'une famille demandant de l'aide pour un problème spécifique, on ne peut qu'être surpris du grand nombre de personnes qui sont plus ou moins mêlées à une situation que l'on pouvait croire limitée à une entité sociale donnée. Par exemple, une intervention effectuée auprès d'un adolescent qui demandait à être placé dans un foyer nourricier nous a amenés à constater qu'une trentaine de personnes gravitaient autour de cet adolescent, et que le comportement [173] délinquant de celui-ci reflétait l'ambiance de tout son milieu ; une autre intervention menée dans une famille où se produisaient des conflits entre parents et enfants a permis de noter la présence de près de quatre-vingt personnes plus ou moins liées à ces conflits... Dans la plupart des cas, ces personnes ne se connaissent pas toutes entre elles, mais forment divers noyaux sociaux, reliés entre eux par les individus qui appartiennent à plusieurs de ces « noyaux ». En bref, pour peu que l'on soit attentif à la dimension sociale du discours de l'individu ou de la famille auprès de laquelle on intervient, on constate rapidement que la problématique réelle qui a nécessité l'intervention est le fait de tout un système social, composé de regroupements naturels d'individus liés par des relations d'affinités, ces regroupements étant imbriqués les uns dans les autres en fonction des individus qui en font partie. Ce sont ces regroupements que nous avons convenu d'appeler « réseaux primaires ». Nous allons approfondir un peu cette définition avant de dire quelques mots des différents types de réseaux primaires que l'on peut distinguer.

Les réseaux primaires

M.-C. Guédon définit le réseau primaire selon les caractéristiques suivantes :

- 1) il s'agit d'une entité collective, et non d'un enchaînement de relations focalisées sur un individu donné, tous les membres d'un même réseau se connaissant les uns les autres ;
- 2) il s'agit d'un regroupement naturel d'individus, les liens unissant ces derniers étant de nature affective, positive ou négative, plutôt que fonctionnels ;

[174]

- 3) il s'agit d'un ensemble dynamique et susceptible de fluctuer avec le temps en fonction des relations interpersonnelles qui se créent au gré des circonstances.

Les membres d'un réseau primaire se connaissent, se relient les uns aux autres sur une base d'affinités et « non sur la base de relations strictement fonctionnelles » ou commandées par des structures sociales formelles. Mais ces rapports ont pu se nouer dans des institutions tout autant que dans des milieux de vie. Il y a des réseaux primaires qui se constituent à partir du milieu de travail, du milieu scolaire. « Ils peuvent avec le temps se transformer en une structure plus formelle, par exemple, un club de loisirs, une association d'usagers, etc. » La fluidité et la mobilité des rapports sociaux dans l'univers urbain moderne entraînent celles des relations dans les réseaux primaires. Ceux-ci varient selon les changements d'environnement de choix, de contraintes que connaissent et les membres et le réseau comme tel. D'où la préférence du terme réseau à celui de groupe qui connote une certaine stabilité.

Voici ce que l'auteure de l'étude retient comme types de réseaux primaires. Elle distingue deux classifications : l'une basée sur les rôles

sociaux des membres des réseaux, l'autre sur leurs particularités sociologiques :

- 1) Pour notre part, nous distinguons les types de réseaux suivants : parenté, voisinage, amitié, « compagnonnage » (relations de travail, de loisirs, etc.). Assez fréquemment, toutefois, on rencontrera des réseaux « mixtes », c'est-à-dire comprenant à la fois des parents, des amis, des voisins, etc. En effet, dans la plupart des cas, les réseaux que nous avons étudiés comprenaient à la fois des membres d'une même parenté, des amis de ceux-ci ou des voisins proches.

[175]

Selon certaines recherches, le genre de réseau auquel on a affaire détermine en partie certains des comportements qui pourront être adoptés par leurs membres. Ainsi, Litwak et Szelenyi (1969) notent que les voisins constituent une ressource immédiatement utilisable en cas d'urgence alors que la parenté offrira surtout une aide à long terme à ses membres. Dans le même ordre d'idée, Leichter et Mitchell (1978), dans leur étude des réseaux de parenté de familles juives, ont constaté qu'il existe dans ces familles des idées précises sur le genre de services que l'on peut ou que l'on ne peut pas demander à des amis ou à des parents... De telles observations montrent qu'il est intéressant de tenir compte des différentes catégories de réseaux qui peuvent exister.

- 2) Les particularités sociologiques dominantes des individus concernés permettent aussi de distinguer plusieurs sortes de réseaux, et ceci peut se faire en fonction d'une diversité de critères : classe socio-économique, appartenance professionnelle, âge, sexe, race, etc. Nous avons rencontré, par exemple, des réseaux de niveau socio-économique défavorisé, des réseaux de personnes âgées, d'adolescents, des réseaux d'immigrants latino-américains, etc. De telles distinctions peuvent avoir leur utilité en autant que les caractéristiques retenues pour différencier les réseaux influencent la dynamique de ceux-ci et constituent alors des variables importantes à retenir pour en comprendre le fonctionnement. Par exemple, nous avons remarqué dans nos interventions que les réseaux appartenant à la classe sociale moyenne semblaient à la fois plus étendus, plus lâches et plus hermétiques que les réseaux défavorisés ; que les réseaux composés en majorité de personnes âgées évoluaient à un rythme plus lent que les autres... L'approche de ces divers types de réseaux doit donc se faire sur des modes différents.

En conclusion, on peut dire que les réseaux primaires forment la trame de base de la société et le lieu d'insertion de l'individu dans celle-ci. C'est à ce niveau que [176] l'individu et le collectif se rejoignent et que se définissent les courants les plus marquants de la vie sociale.

Les réseaux secondaires

Dans la première partie de ce chapitre, j'ai donné l'exemple de deux réseaux qui se sont constitués autour de mon frère frappé de paralysie cérébrale. Le premier a été formé à partir de parents, d'amis et de voisins de mon frère ; le second à partir d'une équipe pluridisciplinaire qui intervenait auprès de lui et avec laquelle nous étions en relation. Les débats récents où l'on opposait institution et milieu naturel sont tributaires d'une dichotomie qui hélas existe dans les faits. Mais on peut très bien développer des pratiques sociales qui surmontent ce fossé ; fossé qui contribue à occulter le sens même d'une institution. En effet, celle-ci est plus qu'un cadre structurel de statuts et de fonctions, c'est un organisme au sens fort du terme avec une personnalité sociale, avec un ensemble de réseaux de relations qui débordent les critères de fonctionnalité et de pure rationalité. Sinon, l'institution sera un simple appareil ou une ruche.

Démissionner face à ce défi, c'est désespérer de l'humanité même qui doit marquer toute institution. Comme dans le milieu naturel, une institution se doit d'avoir l'ouverture, la plasticité du réseau social urbain capable d'accueillir ou d'assumer des rapports, des transactions, des échanges, des initiatives d'entraide et d'entrepreneurship, bref toutes ces richesses dites « informelles » d'une sociabilité ouverte, libre et créatrice. Bien sûr, dans l'institution, ces apports devront se traduire dans des démarches plus fonctionnelles, plus définies, et finalisées autour d'objectifs précis. À ce niveau, on parlera de réseaux secondaires formels et de réseaux secondaires informels. Voici comment M.-C. Guédon les définit.

[177]

1. Les réseaux secondaires formels sont des réseaux formés par les institutions sociales qui ont une existence officielle, qui sont structurées de façon précise, et établies pour remplir des fonctions spécifiques ou fournir des services particuliers. Un hôpital, une entreprise de production de biens matériels, une école... constituent avec leurs clientèles et dans leur structure interne des réseaux secondaires formels. Les relations sociales qui forment ces réseaux sont relativement stables et structurées selon des normes précises déterminées non pas tant par les individus ainsi mis en relation que par les rôles et les fonctions qui ont été attribués à ces individus, à des fins de production ou de réception de services. Elles ont donc un aspect rigide ou formel qui est présent, même si elles peuvent parfois prendre une coloration affective et donner naissance à un réseau primaire qui s'y inscrira.

Les réseaux secondaires non formels

2. Les réseaux secondaires non formels sont aussi des réseaux de relations sociales créés en vue de répondre à des besoins précis ou de fournir des services particuliers. Comme les précédents, ils ont donc essentiellement un rôle fonctionnel. Toutefois, ils n'ont pas l'allure officielle des premiers et, surtout, ne consacrent pas de division rigide des rôles entre ceux qui fournissent les services et ceux qui en bénéficient : ce sont des réseaux de service mis sur pied par des individus pour subvenir à des besoins spécifiques. Des mères de famille qui se regroupent pour assurer à tour de rôle la garde de leurs enfants, des personnes seules qui conviennent de former un réseau téléphonique pour se maintenir en contact les unes avec les autres, des familles d'un même quartier qui organisent des loisirs communs sur une base régulière, etc., sont autant d'exemples de réseaux secondaires non formels. En fait, ce sont des initiatives de membres de réseaux primaires visant à partager des ressources ou à [178] élaborer un lieu de support collectif, pour trouver des solutions à des difficultés communes, sans que les services fournis par le regroupement ainsi créé ne débordent les limites de ce regroupement et acquièrent un statut véritablement institutionnel. Les réseaux secondaires informels sont habituellement moins structurés et moins durables que les institutions formelles. Ils fonctionnent aussi généralement sur une base de clientèle beau-

coup plus restreinte. Toutefois, ils sont parfois susceptibles d'être mieux adaptés aux besoins pour lesquels ils ont été édifiés puisqu'ils émanent directement des individus qui éprouvent ces besoins. Signalons que c'est à ce type de réseaux que font référence la plupart des auteurs qui ont étudié la question de l'utilisation préventive ou thérapeutique des réseaux sociaux par rapport aux problèmes psycho-sociaux.

L'auteure souligne que ces trois types de réseaux « correspondent à trois niveaux différents de structuration des relations sociales, les moins structurés et les plus souples sont représentés par les réseaux primaires alors que les réseaux secondaires formels se situent au niveau le plus stable et le plus structuré ». Mais sa remarque la plus importante, c'est celle qui fait état du fossé entre les attentes des réseaux primaires et les offres des institutions. Certains collaborateurs de l'ouvrage que nous citons ici pensent que ce sera de plus en plus le terrain des prochains conflits sociaux : « Les luttes sociales vont se dérouler, non plus seulement dans le secteur économique, mais dans le système politique global ». On fait écho ici à Touraine qui écrivait dans *L'après-socialisme* (Grasset, 1980) : « Les mouvements sociaux qui apparaissent dans les divers domaines ne sont plus des formes de défense des travailleurs contre les maîtres de l'industrie, mais de défense du public contre les appareils de gestion qui ont le pouvoir de modeler la demande en fonction de leurs intérêts » (p. 259). Je ne suis pas sûr qu'il écrirait la même chose [179] aujourd'hui, au moment où les maîtres de l'industrie sont directement mobilisés par le pouvoir politique pour définir « l'offre » des services à la population y compris dans des institutions qui ont peu à voir avec une *business*. Qu'il se pose ici ou en France, le problème est semblable. Cette tendance actuelle ne rend que plus précaires les efforts pour renforcer la base sociale et démocratique et ses réseaux d'appartenance et d'action. Sinon, les tiers, plus que tous les autres, risquent de payer les plus lourdes factures. C'est pour nous une raison de plus pour travailler à cette immense tâche.

Avec d'autres têtus comme moi, je compte sur les effets d'entraînement de cette pratique sociale exercée en divers milieux et secteurs de la société. Déjà les recherches et les expériences se multiplient. Je

pense à celle de Corin, Sherif et Bergeron sur les systèmes de support naturel des personnes âgées ⁸.

Un cas-type

L'étude de Corin et al. postule une meilleure connaissance des réseaux d'entraide et des stratégies que se donnent les personnes âgées elles-mêmes pour résoudre leurs problèmes quotidiens. Elle permet ainsi d'effectuer un retour critique sur les services actuellement en place et de s'interroger sur les modes d'intervention.

L'idée centrale constituant la toile de fond de la recherche, c'est qu'il s'agit moins d'accumuler des connaissances supplémentaires sur les personnes âgées que de modifier la façon dont sont abordées la problématique [180] du vieillissement et les personnes âgées comme telles. Plus spécifiquement, l'objectif de l'étude était d'établir les paramètres susceptibles d'articuler les interventions dirigées vers les personnes âgées sur les dynamismes qui caractérisent, d'une part, ces personnes âgées elles-mêmes et, d'autre part, le milieu qui les entoure et leur façon de se relier à ce tissu social. La place de l'individu dans les processus sociaux, selon ce concept, n'est alors plus passive. On le considère comme un élément actif qui génère son propre *pattern* de décisions et d'interactions au sein d'un réseau social lui-même porteur de solidarités électives et de support de tout ordre. On qualifie ce réseau de « système » en regard de sa taille, de sa densité et de son homogénéité socio-culturelle. Si cette notion a acquis une telle actualité au cours des dernières années, c'est qu'elle a été au centre de nombreuses recherches et projets d'intervention. C'est Caplan qui, l'un des premiers, a insisté sur l'importance des systèmes de support naturel et sur l'intérêt qu'il présente pour un renouvellement des formes d'intervention dans les domaines psychiatrique, médical et social. Selon lui, les systèmes de support naturel jouent essentiellement un rôle tampon par rapport au stress et leur effet se situe sur trois plans principaux : ils aident l'individu à mobiliser ses ressources psychologiques, ils per-

⁸ E. CORIN, T. SHERIF, L. BERGERON, *Le Fonctionnement des systèmes de support naturel des personnes âgées*, Québec, PUL ; 1983.

mettent le partage des tâches qui normalement incombent à lui seul et ils lui apportent certaines ressources, matérielles ou non matérielles, qui augmentent sa capacité de maîtriser la situation. L'expression système de support naturel est utilisée dans cette recherche pour désigner les ressources informelles mobilisées dans les comportements de recherche d'aide. On utilise aussi le terme stratégie pour désigner l'impact que certaines variables de milieu ou de sexe peuvent avoir sur les comportements de recherche d'aide et la façon dont ces derniers peuvent refléter une orientation de base de la personne.

[181]

Or, l'enquête de Corin et *al.* avait pour objectif de vérifier la pertinence de ces concepts au niveau du vécu des personnes âgées. L'hypothèse centrale peut donc se formuler ainsi : il existerait un lien entre certains aspects de l'intégration sociale et le style de stratégies d'une personne âgée, de même qu'à son recours à certaines parties du réseau social. L'enquête atteignit 239 personnes et se déroula dans un milieu rural, un milieu urbain défavorisé et un milieu urbain élargi.

En gros, l'enquête révéla des différences appréciables dans les styles de stratégie et dans la configuration des systèmes de support, en regard principalement des variables socio-économiques et culturelles. Il n'en reste pas moins qu'au sein de tous les milieux et chez toutes les personnes âgées on constata la présence, à des degrés divers, de stratégies et de systèmes de support. C'est donc avec raison que les auteurs de la recherche en viennent à la conclusion que les planificateurs comme les intervenants, et ce, à tous les niveaux, doivent tenir compte de cette problématique.

Le projet de démonstration

Le projet de démonstration est né du souci des chercheurs de rendre opératoires certains concepts dégagés des hypothèses et des résultats de la recherche. Plus concrètement, la question centrale de cette étape peut se résumer en deux points : 1) Est-il possible d'agir de façon différente pour des demandes de services sociaux adressées par les personnes âgées, en s'appuyant sur la compréhension de ce qui se joue à l'intérieur des réseaux naturels de support ? 2) Est-ce qu'une

intervention orientée vers l'autonomie des personnes âgées peut s'appuyer sur une connaissance de leurs stratégies d'affrontement des problèmes et sur la façon dont elles mobilisent les ressources de leur milieu ?

[182]

Le projet prétend apporter une réponse positive à ces questions. Il se propose de rejoindre et de soutenir ces stratégies dans la vie quotidienne des personnes âgées, visant ainsi à renforcer les dynamismes propres à leur environnement social. Par rapport aux cas particuliers, l'objectif consistera à mettre en branle un cheminement dont le résultat constitue un gain pour la personne, à partir d'une clarification de la demande, d'une planification de l'action et de l'évaluation des résultats atteints.

Pour les praticiens, l'objectif consistera à donner un contenu opérationnel aux concepts de « stratégie » et de « réseau », et surtout apprendre à s'en servir. Il s'agit donc de l'expérimentation d'un modèle en tant qu'instrument entre la théorie et la réalité vécue.

De la même façon que la recherche avait cherché à voir quels écarts significatifs étaient présents d'un milieu à l'autre, on pouvait s'attendre à ce que la démonstration fasse un choix d'intervenants dans ces mêmes milieux, au sein de certains établissements. C'est ce que l'on fit. On choisit donc 4 établissements représentant 4 secteurs d'intervention dans trois milieux différents :

- les services d'évaluation pour placement - CLSC - CSS ;
- les services de réintégration sociale - CLSC Centre-ville ;
- les services de maintien à domicile - CSS - CLSC (rural) ;
- les services de gériatrie (centre de jour).

Les instruments utilisés pendant l'intervention furent au nombre de trois. Le premier concerne la collecte des données et l'élaboration de synthèses. Le deuxième instrument permet un résumé d'étapes et il appuie l'évaluation du travail accompli pour chacun des cas. Le [183] troisième sert à recueillir un matériel pertinent à l'analyse, soit dans les synthèses, soit dans l'énoncé des hypothèses d'intervention.

Synthèse des résultats et critique du projet par les praticiens

En dépit de sa courte durée et du faible éventail de cas, on a pu constater que l'action des praticiens se modifia de diverses façons. On s'est d'abord efforcé dans chacun des cas de clarifier la situation en regard des concepts de base, axés sur le modèle théorique (réseau, stratégies, systèmes de support). De plus, on a systématiquement tenté de maintenir une présence minimale au cours de l'intervention, en vue de laisser à la personne âgée le maximum d'autodétermination. On a plutôt cherché à offrir un soutien discret aux stratégies propres de l'individu. Enfin, dans la majorité des cas traités au cours du projet, on a réussi à transférer au réseau de support naturel des fonctions d'aide qui, normalement, auraient dû être assumées par les praticiens eux-mêmes.

Lors de sessions collectives d'évaluation, les praticiens impliqués dans le projet furent invités à formuler leurs commentaires sur l'expérience. Ils ont trait à deux ordres de considération. D'abord à une critique de leur pratique antérieure et d'autre part, à l'assimilation de certains concepts et procédés d'intervention. On peut résumer en gros leur autocritique à quelques points principaux : 1) Propension à surinvestir dans certaines situations ; 2) automatismes de certaines réactions et comportements ; 3) greffe de solutions toutes faites à certaines catégories de cas ; 4) surprotection et culture de la dépendance des personnes clientes ; 5) manque de temps consacré à la clarification des problèmes. En ce qui concerne les concepts et la philosophie de base de [184] l'intervention, ils rencontrent une adhésion complète, même si les praticiens ont parfois du mal à voir la différence réelle introduite dans leur pratique. Pour eux, c'est le concept de respect des stratégies individuelles qui apparaît comme le plus novateur parce qu'il restitue le point de vue de la personne. Les diagnostics psychosociaux figent trop souvent les cas dans des catégories de repérage et les abstraient de leur contexte propre et vécu. Quant au concept de réseau, il permet de situer concrètement la personne et d'aider les intervenants à mieux fonctionner ensemble par rapport à un cas particulier. Il permet aussi d'acquérir une vision synthétique et plus complète d'un dossier. De

façon générale, on est unanime à dire que les concepts-clés du projet permettent d'effectuer une intégration des différentes données sur un cas, dans une problématique élargie.

Conclusion

Ce projet de démonstration, en partant de l'état actuel de la pratique sociale, souligne les possibilités de bâtir de nouvelles formes d'action à partir des orientations d'une recherche empirique. Le fait de tenir compte des stratégies d'affrontement des problèmes basées sur les réseaux naturels des personnes âgées ouvre la possibilité d'envisager une pratique différente auprès de ces personnes. Toutefois, condition préalable, les établissements de services sociaux devront faire un effort pour assouplir leurs systèmes de gestion et d'encadrement des personnels praticiens. Ces derniers deviennent trop souvent des manoeuvres du travail à la chaîne et ont peu de prise sur leur action. Or, le modèle proposé suggère au praticien d'effectuer lui-même une synthèse entre théorie et pratique. Il exige aussi plus de temps pour l'investigation et l'analyse de certaines variables, comme on a [185] pu le constater. De plus, la rationalité technocratique des établissements est difficilement compatible avec une approche essentiellement non directive comme celle postulée ici.

Enfin, comme le modèle fait une large place à l'autodétermination de la personne et de son réseau, il pourrait éventuellement être récupéré par les administrateurs et planificateurs, surtout en période de restrictions budgétaires. À un autre palier et de la même façon, le réseau de support naturel pourrait être aisément manipulé par les praticiens. Pour éviter ces dangers, les auteurs du projet en viennent à conclure « qu'il faut, au départ, souscrire à une idéologie de solidarité avec les populations clientes ou, si ce n'est pas possible, développer une pratique alternative hors établissements... »

[186]

[187]

LES TIERS.

Tome 3. Pratiques sociales.

**Deuxième partie. Des stratégies sociales
inspirées des tiers.**

Chapitre 7

Des pratiques émergentes aux stratégies de milieu

Au départ des chemins

[Retour à la table des matières](#)

Enseignants, travailleurs sociaux, thérapeutes, médecins, pasteurs, consultants professionnels, permanents de syndicat, militants en milieux populaires, tous, nous avouons ne plus trop savoir par quel bout commencer tellement nous nous retrouvons devant des situations et des êtres de plus en plus éclatés. Même les marchands de « recettes » se questionnent ! On se sent submergé par l'ampleur et la profondeur de ces éclatements de tous ordres qui touchent tous les milieux et institutions et qui multiplient les « cas-problèmes ». Ne cesse de grandir ce monde des tiers déclassés, obsolescents, dépendants, exclus. Pourtant, nous nous sommes donné un solide réseau d'institutions de soutien avec de bonnes assises professionnelles et des équipements parfois très sophistiqués. Malgré les restrictions budgétaires, l'essentiel de ces appuis a été sauvegardé. Que se passe-t-il donc au juste ?

La surface sociale est mystifiante. Tout semble y rouler comme au temps de la prospérité. On consomme tout autant. Les styles de vie n'ont pas vraiment changé.

[188]

Les restaurants sont pleins. Confort et luxe s'accroissent. On se paie des vacances très coûteuses. On investit dans ces abris fiscaux que sont les régimes épargne-actions (REA). Tout au plus n'y aura-t-il eu qu'un court moment de crise lorsque les taux d'intérêt ont fait un bond vertigineux. Mais la roue du progrès est repartie. « L'État est mal administré », mais il suffira de le dégraisser et de le rendre plus efficace. « Mais ce n'est pas notre problème, nous avons élu des gens pour le régler. »

Voilà le paradoxe ! Une société riche, munie de tous les équipements modernes, d'une part et, d'autre part, des problèmes sociaux gigantesques qui semblent insolubles : chômage des jeunes, précarisation de l'emploi, multiplication des assistés sociaux, cassures démographiques (dénatalité, vieillissement, familles brisées, etc.), prolétarianisation de nouvelles couches sociales, et un nombre très élevé d'individus qui ne tiennent pas le coup et qui connaissent de graves problèmes psychologiques ou autres. On a beau résister à la tentation manichéenne, on ne peut s'empêcher de constater un écart grandissant entre ces deux mondes : celui des bien portants et les autres. Écart grandissant aussi entre le confort et la sécurité des uns, et le mal à vivre des autres. Les bien lotis progressent, les autres régressent. Une telle disparité ajoute aux frustrations. Les jeunes, par exemple, ont les mêmes aspirations que celles de leurs aînés de la prospérité. C'est là un contexte explosif qui ne s'est pas encore exprimé politiquement, collectivement, mais qui retentit dans les familles, dans la vie quotidienne.

Mais il n'y a pas que les jeunes. L'inflation, par exemple, a eu entre autres conséquences, cet effet d'accentuer la richesse des uns et l'appauvrissement des autres. S'il est un domaine où la grille marxiste s'applique, [189] c'est bien celui-là. Il n'est pas nécessaire de fréquenter longuement les milieux pauvres pour se rendre compte des énormes problèmes que causent le coût de la vie, la cherté du panier de provisions et des biens essentiels.

Je ne crois pas que les débats et les combats qui ont eu cours au temps de la relative prospérité, que le départage des forces qui se sont affrontées, que les objectifs de revendication qui ont été poursuivis, que les nouveaux pouvoirs et classes qui se sont constitués, puissent continuer dans leur première lancée, sans de douloureuses révisions du parcours, des droits, gains et intérêts acquis, et cela à la lumière d'un nouveau contexte que je viens de décrire sommairement. En regard de celui-ci, bien des batailles d'hier apparaîtront, si on les refait aujourd'hui, comme des « renforcements » de l'écart mentionné plus haut, même si ce dit progressisme le dénonce « idéologiquement ». Dieu ! que le jeu politique peut se prêter à la fausse conscience, alors qu'il est si important pour voir et saisir la réalité dans son ensemble. Trop de citoyens ont le sentiment d'avoir été abusés et « charriés » par les idéologies pour que nous puissions compter sur de telles démarches pour enclencher de nouvelles solidarités autrement plus coûteuses, et de nouveaux chantiers.

Faut-il se rabattre sur la morale, comme le suggérait Camus au lendemain de la deuxième guerre mondiale au moment où il fallait repenser les choses et aussi reconstruire ? Tout au long de cet ouvrage, j'ai laissé affleurer la question. Il est trop facile de parler ici de pluralisme moral et d'en conclure que cette instance ne peut servir de base commune. N'est-ce pas se prêter encore une fois à une fausse conscience idéologique ou tout simplement à une rationalisation-alibi pour ne pas voir, ou pour nier le formidable problème d'a-moralité [190] largement diffusé dans l'ensemble des vraies pratiques quotidiennes, et même de bien des débats qui ont pourtant de fortes implications éthiques. Je me demande si le progressisme, chez nous, ne continue pas à se discréditer en refusant de considérer plus sérieusement la dimension morale de ses objectifs, de ses pratiques, de ses revendications, de ses propres pratiques. Ne nous trompons pas : on n'a pas de véritable morale quand celle qu'on proclame ne sert qu'à accuser les autres sans qu'elle change quoi que ce soit à ses propres pratiques. C'est l'avantage d'une morale authentique que de tester la correspondance entre le discours idéologique et les pratiques réelles. Le problème dépasse le clivage gauche-droite, parce que l'une et l'autre, d'une façon différente, le goment à leurs propres yeux. Les idéologies ont occulté la question morale comme telle, toutes occupées qu'elles étaient à se légitimer et à délégitimer l'ennemi dans des luttes

où le pouvoir à conquérir et les stratégies pour l'atteindre devenaient les seuls repères de l'action. Les pouvoirs financiers cachent leur jeu et les nouveaux pouvoirs se servent de la critique idéologique pour éviter l'interrogation morale de leurs propres pratiques. Dans les deux cas, il y a imposture.

Mais je reste quand même réservée, circonspecte quant à l'utilisation de la corde morale. L'expérience m'a appris qu'elle se prête tout autant à la fausse conscience idéologique qu'un certain jeu politique décroché des vraies pratiques. Jamais nous n'avons été aussi bien équipés « mentalement » pour mentir à nous-mêmes comme aux autres. Il y a aussi en ce domaine un hyper-marché de références légitimatrices. Tout discours moral est vite battu en brèche par des processus de délégitimation : pluralisme, neutralité de l'État, etc. On dira que personne ne peut imposer sa morale aux autres, sans se demander si on en a une soi-même, une morale qu'on peut nommer, fonder, une morale qu'on vit vraiment. [191] Les pires morales sont celles qui ne sont pas explicitées, avouées comme telles. Elles n'ont aucune distance critique sur elles-mêmes. Elles sont souvent tyranniques sans qu'on puisse les reconnaître ainsi. J'ai montré comment cet impératif d'être à la fois jeune, beau, riche, instruit, en santé, libre de toute contrainte constituait la morale la plus frustrante et excluante pour la majorité des gens qui sont presque terrorisés par cet idéal inaccessible. Encore ici, les tiers paient chèrement et durement le fait d'être si loin de cette copie conforme. Mais l'expérience m'a aussi appris que cette problématisation morale est rarement comprise comme telle. Elle n'a pas plus d'impact dans la conscience personnelle que dans la vision sociale et politique de la situation. Tout se passe comme si on ne pouvait commencer par là.

Dans cet ouvrage, j'ai fait le pari que la situation dramatique des tiers pourrait être un déclencheur, parmi d'autres, d'une nouvelle conscience, de nouvelles pratiques, d'une nouvelle volonté politique. Il y a bien sur un aspect utopique dans cette démarche, mais il y a aussi un aspect très réaliste, parce qu'il s'agit, en l'occurrence, des problèmes humains les plus concrets, les plus évidents, les plus vitaux, incarnés dans des êtres qui irréductiblement nous obligent à ne pas nous limiter aux discours idéologiques, au jeu politique, aux disputes de statuts, de structures, de pouvoir ou même de morales. Il y a là une

humanité nue qui réclame des gestes précis, soutenus, quotidiens ; des pratiques qui font vérité dans nos vies ; des générosités et des dépassements qui appellent le meilleur de nous-mêmes.

[192]

Ah ! ces irremplaçables touches humaines

Le monde des tiers peut être un lieu pour renaître individuellement et collectivement. C'est ma conviction profonde. Les tiers sont parmi nos meilleurs guides pour réapprendre ces touches humaines sans lesquelles aucun régime politique, aucun système social ne peut se proclamer juste, digne et civilisé. Je le répète : il a fallu des millions d'années pour passer du singe à l'homme ; mais on peut faire le chemin inverse en un rien de temps. Les barbaries raffinées sont peut-être pires que les primitives qui, elles, se légitiment plus difficilement. Les tiers d'aujourd'hui sont précisément ceux qui nous révèlent les raffinements de certaines pratiques dont nous ne voyons ni la barbarie ni notre propre complicité. Tout se passe dans l'histoire comme si *l'humanisation* était sans cesse à reprendre, à relancer, à réinventer, comme s'il fallait recommencer cette tâche à chaque époque. Ce sont ces recommencements que je voudrais évoquer ici.

D'abord un exemple bien connu dont les pratiques gagneraient à être diffusées. Il s'agit de l'expérience des *Alcooliques anonymes*. Je suis toujours agréablement surpris des réussites étonnantes de ce mouvement social qui sait partir des situations réelles et proposer des cheminements concrets, souples, ouverts et dynamiques. La démarche est à la fois très « individuée », interpersonnelle et communautaire. Point de structuration lourde et très bureaucratifiée. Avant tout des processus simples particulièrement soucieux d'une pratique éducative pertinente, compréhensible et efficace. Les aspects subjectifs et affectifs ne sont pas séparés des conditions sociales objectives, des facteurs de réalité comme les milieux d'appartenance, les institutions fréquen-

tées, les pratiques de travail, le réseau de relations, etc. Toutes les dimensions de la vie y sont présentes.

[193]

Il faut noter ici l'importance accordée à l'expérience spirituelle ; ce que nos institutions sécularisées, nos pratiques professionnelles refoulent systématiquement comme une sorte de nouveau tabou, de référence « non fonctionnelle », d'accroc à la rationalité, de brouillage dans l'élucidation du « cas à traiter », d'interférence nocive dans la technique professionnelle, de régression mentale, psychologique et sociale, de résidu du passé, et de quoi encore ! Tristes plombiers de la chose humaine qui ignorent ces sources qui font vivre.

Récemment, j'ai entendu des « clients » d'un centre de réhabilitation qui tenaient ce langage : « Ici tout est bien organisé, tout est là, sauf une seule chose qui pourtant dans notre situation - en tout cas pour la plupart d'entre nous - est très importante, surtout pour notre motivation... il n'y a ici aucune place pour la dimension spirituelle ! » Convoqué par le personnel professionnel qui fut sensible à cette demande, j'ai été tout simplement estomaqué par l'écart entre l'expérience spirituelle des malades et cette sorte d'analphabétisme spirituel de ceux et celles qui interviennent auprès d'eux. Des professionnels me disaient : « Le spirituel, c'est quoi ça ? »... comme s'il s'agissait d'une référence étrange, extra-terrestre, irrationnelle, « inopérationnelle », non « intégrable », hors du réel, etc.

Il en est du « spirituel » un peu comme de la sexualité. Refoulé, il rebondira sous des formes aberrantes. Les sectes avec leurs formes religieuses aliénantes ne sont que l'envers d'une bête sécularisation qui a refoulé, réprimé l'âme, la vie intérieure et ses immenses ressources d'humanité, de courage, de motivation, de dépassement, de communion. C. Lasch a stigmatisé ce vague à l'âme, ce vide intérieur dans la culture contemporaine narcissique et matérialiste. *Or le monde des tiers est peut-être celui qui est le plus ouvert aux [194] chemins spirituels de l'humanisation. Mais, ils ne rencontrent souvent sur leur route que des techniciens de la chose humaine, que des gestionnaires de structures, que des militants idéologues, dans des institutions aussi froides que mécaniques, souvent foires d'empoigne pour des combats de pouvoir et de fric. Pour les tiers, le langage et la réalité de l'âme*

sont souvent aussi concrets que le langage et la réalité du corps et du pain.

Au centre de réhabilitation, derrière chez moi, plusieurs jeunes handicapés (le chiffre confine à la majorité) font une tentative de suicide dans les cinq années qui suivent leur accident. Dans toute la panoplie des explications, aucune n'évoque le désert spirituel qui les entoure. Quel aveuglement ! Des esprits dits libéraux évoquent le droit au suicide avec une distance intellectuelle et professionnelle effarante. Dieu qu'on s'en tire à bon compte avec cette utilisation superficielle et quasi mécanique de la corde du droit. Étrange recours au droit, en l'occurrence, pour débarrasser une société où l'on ne veut pas trop investir de soi pour alléger les souffrances de ceux qui n'en peuvent plus. Je ne résiste pas à citer ici le plaidoyer très juste d'une psychoéducatrice, Andrée Pilon Quiviger, qui prend le contre-pied de cette tendance démissionnaire des bien portants et d'un professionnalisme plus que distant :

Je n'ai jamais rencontré autant de déprimés. Les crises, au sens pluriel du terme, fusent de partout. Même les enfants apparemment heureux font intrusion dans vos rares tranquillités : « Maman, est-ce que c'est vrai que le monde pourrait casser avant que nous soyons grands ? » Alors, vous posez votre travail un instant et vous risquez une réponse pendant que la question vous pénètre aux viscères.

Une masse d'analyses pertinentes retracent la genèse du désespoir contemporain. Bien peu parviennent cependant [195] à nous empister sur quelque solution, bien qu'une convergence se dégage : l'urgence de sortir de la mégaIo-structure socio-économique qui lamine le sens de l'appartenance et le sens de l'identité. Comme on ne peut guère attendre de la structure qu'elle se renie elle-même, on doit en quelque sorte attaquer le désespoir de front. À titre collectif bien sûr, mais à titre personnel aussi. Puisque le désespoir s'incarne toujours dans une vie concrète, les dotés de l'espoir, s'il en est, sont appelés à labourer concrètement les savanes de la morbidité. La tâche est d'autant plus lourde que les véritables désespérés se reconnaissent au refus farouche qu'ils opposent à l'égard de toute aide.

Il n'est pas nécessaire d'être psychologue ou travailleur social pour compter dans son voisinage l'un ou l'autre qui « habite les ténèbres et l'ombre de la mort ». Aussi des boucliers, coulés dans des concepts on ne peut plus modernes, s'érigent-ils dès que paraît l'angoisse de l'autre. « Les gens n'ont-ils pas droit au suicide ? » ou encore « On ne sauve pas les gens

malgré eux » ou encore « il y a quelque chose de suspect à vouloir à tout prix sauver quelqu'un ». J'ai entendu cela de la bouche de praticiens en sciences humaines et, à l'occasion, chrétiens par surcroît. Autant dire que le désespoir, l'angoisse intolérable, l'enlèvement dans l'alcool ou la mort violente font partie des droits de l'homme ! Que voulez-vous : c'est son choix. Comme si l'on ignorait que le désespoir relève de blessures primaires jamais cicatrisées. Quel enfant aurait donc librement consenti à s'orienter vers le suicide ?

Les jeunes pressentent nos indifférences. D'un côté, on leur donne des leçons chrétiennes à l'école et, de l'autre, ils nous voient pratiquer cette autre liturgie que Pilate a rendue célèbre. Il ne leur en faudrait pas tant pour entendre le monde craquer. Pourtant, les Écritures, des anciennes aux nouvelles, appellent l'homme à guérir l'homme. La création a été offerte aux hommes afin qu'ils en soignent la vie et soumettent ses forces de [196] mort, et déjà le Livre de la Genèse appelle les fils de la recherche de lumière à dresser l'oreille quand monte un cri du fond de quelque abîme. Combien de psaumes, également, prient à partir du désespoir et en appellent au secours de Dieu. « Ne laisse pas la Bête égorger ta tourterelle, n'oublie pas sans fin la vie de tes pauvres » (Ps 74, 19). Or, Jésus s'est montré clair à propos du secours divin : il doit souvent passer par la main des hommes (Mt 25, 35-36).

On compte de plus en plus de jeunes et d'adultes encerclés par la mort. Elle se voit aux cernes qui, de jour et de nuit, dévorent la clarté de leur regard. Ils ne parviennent plus à se relever. Ils ont perdu l'amour d'eux-mêmes et affichent une méfiance généralisée. La plupart du temps, ils refusent de recourir aux services sociaux en place. Certains en ont déjà fait une expérience décevante. Ils sont également dépourvus de la motivation prérequis aux psychothérapies d'ailleurs fort coûteuses. Peut-être seul un geste gratuit pourrait-il les sortir du gouffre, puisque seule la gratuité peut parvenir à contre-halluciner le sentiment de rejet. Cependant la gratuité coûte cher à celui qui ose s'aventurer dans les sables de la morbidité. Cela requiert une indéfectible confiance en la vie.

C'est en tremblant qu'on les approche tant le mystère des écrasés est opaque et leur force vitale enfouie creux sous les cendres de l'échec. Seule la foi-folie peut les re-susciter. Pour atteindre les grands déprimés, il ne suffit pas d'accueillir. On doit aller chercher. Mettre le pied entre la porte et le chambranle. Déployer la solidarité par effraction. Griffier la passivité, pénétrer la douleur, comprendre le silence, appeler la parole et, surtout, voir l'invisible vouloir-vivre embusqué dans le vouloir-mourir. Il arrive alors que l'autre renaisse. J'ai vu ce miracle plus d'une fois, non pas sous l'effet d'un thaumaturge, mais à partir de quelqu'un qui se fit proche gratuitement avec, pour seul outil, une indéfectible foi...

[197]

Qui n'a pas vu quelque part un fragile brin d'herbe écarter les mailles serrées du ciment ? ou des graines de haricots, oubliées au fond d'un seau, se mettre à germer entre les parois de métal ? Au nom de quoi refuserions-nous à la vie humaine cette étonnante puissance qui consiste à sortir debout d'un Gethsémani, fût-il apparemment sans issue ?

Mes enfants, je suis hantée, comme vous, par la cassure du monde et complice de ses érosions clandestines. Mais il m'est arrivé aussi d'oser faire les folies de la foi en l'homme. De telles aventures conduisent creux. Elles nous font traverser le psaume 88 tout entier. On y côtoie le vide, l'absurde, l'attrait du néant, le non espoir. On y expérimente aussi la puissance inédite de la parole humaine qui se fraie d'étroits sentiers parmi les fibres souterraines de l'autre. On y voit, un bon matin, la force vitale presque filiforme percer les cernes dévoreurs. Ce n'est pas tout à fait un miracle. C'est l'oeuvre de la foi humaine qui se confond parfois avec la foi tout court. Et la foi n'a pas de quoi enfler la tête du croyant, tant celui-ci en connaît les énormes fragilités.

Si jamais vous entendez un cri du fond de quelque abîme, dressez l'oreille et restez sourds à ceux qui vous feraient croire que ce n'est pas la peine, ou qu'il est masochiste d'approcher la misère, ou encore qui feraient l'apologie du droit au suicide. Ainsi serez-vous partie prenante de l'équilibre cosmique qui fait lever le soleil, le pain et l'espoir dans le coeur des hommes. Ainsi lutterez-vous contre la cassure du monde.

D'autres pratiques en émergence

Je sais que ce texte d'Andrée Pilon Quiviger traduit fidèlement sa pratique éducative, professionnelle et sociale. Ce qui étonne, c'est son caractère exceptionnel, alors qu'on s'attendrait à ce que cela soit la philosophie [198] de base, la pratique de base qui correspond à nos grandes déclarations sur les droits fondamentaux et les politiques qu'ils exigent... surtout les pratiques. Comment peut-on ignorer à ce point les fondements spirituels des grands objectifs de cette charte solennelle des droits qui coiffe la Constitution du pays, et qui est invoquée quotidiennement dans la plupart des débats sociaux. *Indépendamment de toute tradition religieuse particulière, ne doit-on pas reconnaître que les élans d'humanisation dans l'histoire ont eu, pour la*

plupart, des sources spirituelles, telle une foi têtue en la grandeur et la dignité de l'être humain ? Les discours idéologiques les plus fréquents sont d'une platitude navrante en ce domaine. S'agit-il de dénatalité, on dira : « Si l'État veut avoir des enfants, qu'il paie ». Voilà ce que j'ai lu dans le journal, ce matin, avant de me mettre à ma table de travail. Discours tenu par deux « militants sociaux ». Que nous est-il donc arrivé pour que les problèmes humains les plus vitaux soient traités de pareille façon ? Quel aplatissement des enjeux ! Je ne reconnais rien ici de ce que je vois, vis et entends dans le monde des tiers. La passion de justice a besoin d'assises humaines et spirituelles que semblent totalement ignorer ces discours idéologiques.

L'hôpital de malades chroniques que je fréquente régulièrement serait un enfer s'il n'y avait pas ces touches humaines appariées à de solides pratiques professionnelles. Je pense à cette infirmière qui y a oeuvré pendant près de quarante ans et qui vient de prendre sa retraite. Elle est encore aussi verte et tendre que les premières feuilles du printemps. Il y a chez elle quelque chose dont on ne parle plus, et qui pourtant permet de renaître sans cesse et de ressusciter les autres, une lumière capable d'illuminer du dedans la tâche la plus obscure ... *une âme !* Comme on ne peut la comptabiliser celle-là ... on en est venu à croire qu'elle était inutile. Et [199] le sel s'est affadi. Et le levain a perdu toute sa force. *Comment protéger par lois et droits des rapports humains qui n'ont plus d'âme et d'élan ?* Cette infirmière qui en avait beaucoup, en plus de sa compétence, parvenait à communiquer son feu à tous ses collaborateurs et aux patients eux-mêmes. Elle vivait par toute sa vie ce fameux poème de Louis Aragon :

*J'en ai tant vu qui s'en allèrent
Ils ne demandaient que du feu
Ils se contentaient de si peu
Ils avaient si peu de colère
J'entends leurs pas, j'entends leur voix...*

Il y a des renouveaux institutionnels qui commencent par ces pratiques sensibles aux besoins humains les plus humbles à la portée de

tous. Ces pratiques ne figurent pas dans les organigrammes et la machinerie des grands projets structurels. Et pourtant, ce sont ces pratiques qui souvent font vivre les êtres personnellement et solidairement. À tant les marginaliser, on finit par ne plus leur accorder de poids et d'attention. Karl Popper disait : « Il se passe dans nos sociétés quantité de choses qui sont les conséquences involontaires et imprévisibles de nos actions ». C'est une autre façon d'inciter à aller des pratiques aux discours plutôt que l'inverse. Comme l'affirmait J.-P. Sartre : « Nos actes nous suivent et nous changent ». La lucidité « idéologique » n'est pas très alertée par cette vérité de vie. Et elle comprendrait mieux ces humbles pratiques d'humanisation qui font rebondir les êtres et leur milieu.

Andrée Pilon Quiviger nous donne de magnifiques exemples de ces rebondissements dans son livre-témoignage : *Au coin de la quarante-septième*. Elle y raconte son expérience au centre communautaire René-Goupil implanté [200] dans un milieu pauvre de Montréal. Elle met en lumière, à sa façon, le pari des tiers que je propose à mon tour. Pari pour retrouver ces fibres humaines blessées mais toujours vivantes, comme un rappel de ce qu'il y a de meilleur en nous et hélas de ce qu'un certain progrès a refoulé à des périphéries insignifiantes. Secrètes beautés des humbles qui savent donner à la passion de justice les touches humaines de loyauté durable, de tendresse inattendue, de chaleur entêtée dans les craques des duretés de leur vie. Même leurs paroles les plus simples sont lourdes d'un sens arraché à un long silence dans l'oreille du cœur. La vraie tendresse passe le plus souvent par ses propres blessures. *Le pire drame, ce n'est pas le mur ou le désert de l'épreuve, mais c'est de ne plus savoir repérer les traces de la soif qui mène à la source, là où la vie se relance, là où l'humanité recommence*. Ce livre-témoignage nous fait découvrir un véritable travail d'équipe, une pratique sociale qui crée des multiplicateurs, qui réussit à mettre sur pied un grand réseau d'entraide, de réciprocité géré par les gens eux-mêmes. J'y ai trouvé une illustration de ce qui a cours, loin des feux de la rampe et de la société-spectacle, dans plusieurs milieux de chez nous. J'y ai aussi trouvé bien des connivences avec ce que je vis depuis trente ans dans les milieux modestes où je travaille comme pasteur. À la fin de son ouvrage, Andrée Pilon écrit une « lettre ouverte aux femmes seules » où elle résume leur cheminement individuel et

collectif de libération, où l'on voit comment l'on arrache l'angoisse en plantant l'espoir. Voici un extrait de cette lettre ⁹ :

J'aurais voulu évoquer chacune votre histoire quelque part dans ce livre. Mais on ne retrace pas les étapes d'une vie sans risquer d'y glisser une ou deux erreurs, [201] comme on ne dévoile pas les secrets d'une existence sans effiloche sa densité. Par ailleurs, certaines d'entre vous, chaussant les bottes du Petit Poucet, ont accompli des pas si spectaculaires de la flaque de boue à la terre ferme ou du fond de cour à la lumière des rues, que - je l'avoue - j'aurais peur de n'être pas crue.

Nous avons travaillé ensemble dans le clair-obscur des humaines traversées, sachant chacune ce qu'il en coûte de révéler ses détresses et ce qu'engage l'aveu de la moindre libération. Nous avons fait la connaissance les unes et les autres dans des zones singulières où la lumière ne pénètre pas sans qu'on ouvre la fenêtre. Mais une fois la fenêtre ouverte, avec quelle fidélité vous avez aménagé la clarté !

Je puis vous le dire maintenant : vous m'avez étonnée.

À partir de l'attention que vous accordiez aux moindres signes de vie éparpillés dans le quotidien des autres, des consciences se sont ouvertes, des passivités ont été surmontées, des doigts et des chevilles se sont déliés, des poèmes ont été écrits, des peurs se sont dissoutes, et des antidépresseurs ont été jetés à la poubelle. Le partage de l'expérience, le respect des silences et l'expression reçue des colères sur le cœur ont permis à chacune l'accès à sa propre parole.

Si vous avez succombé au bien-être du nid, nous avons découvert là le prix de l'autonomie. Les humaines relations se tissent aussi dans la contradiction et nous savons désormais que personne ne se lève ou ne se tient debout de la même manière.

Nous avons assisté au rapatriement du pouvoir de l'autre sur ses propres forces et sur ses propres désirs. Et quand l'une ou l'autre ouvrait son regard sur le voisin blessé, sur l'adolescent tourmenté, ou sur quelque participation sociale, nous devenions alors complices de la puissance communautaire.

⁹ Andrée Pilon Quiviger, *Au coin de la quarante-septième*, Montréal, Leméac, 1984.

[202]

Il n'y a pas de miracle à conduire sa vie. Mais quelque chose d'inusité se passe quand une femme empoigne sa journée et sort de ses murs intérieurs à partir des vigilances concertées. Vous m'avez enseigné que la sollicitude d'un groupe témoin engendre d'étonnantes victoires.

Les femmes se croisent toujours quelque part entre le souci des enfants, la peur de vieillir, le sentiment d'infériorité, l'angoisse de la vie (en toutes choses semblable à celle de la mort), les crevasses de la solitude, l'échec de l'amour, la culpabilité maternelle et la soif des tendresses. Mais c'est à l'envers du malheur que nous nous sommes rencontrées, c'est-à-dire dans l'émergence et dans la découverte des victoires personnelles. Aussi nous a-t-il été donné de voir la transformation d'un visage, le redressement d'une colonne vertébrale, l'éclosion d'une habileté, la prise en main d'une maisonnée, l'affirmation d'un pouvoir décisionnel, la rencontre d'un nouvel autre, l'audace d'un geste éducatif et même le désir d'engendrer. Peut-être tout cela serait-il survenu en dehors de notre commun travail. Qui sait ? Mais ce que nous avons vu ensemble soude une espérance désormais solidaire.

Si, avant de vous connaître, je croyais aveuglément aux forces souterraines, je puis maintenant affirmer leur puissance. Et je reconnais - ô combien ! - le courage parfois requis pour mettre en oeuvre les labeurs de la liberté. Si j'avais la fonction de vous « animer », ne doutez pas d'avoir participé à mes propres réveils.

Je voudrais vous dire enfin ce que vous m'avez permis d'admirer : la vérité de l'être dépouillé de maquillage. Votre façon directe d'aller chercher le vrai m'a permis de saisir combien allègrement l'on s'enfarge dans de subtiles apparences, quand on dispose d'un surplus d'argent ou d'un vernis culturel. Depuis notre rencontre, je préfère le bourgeon dressé dans le désert aux riches floraisons cachées par la forêt plantureuse.

[203]

Si je ne vous avais pas rencontrées, je ne serais pas tout à fait la même. Et je crois qu'il y a dans cette mutualité quelque chose qui ressemble à l'amour (pp. 175-177).

Ce témoignage est bien loin de ces « dieux qui font beaucoup de vacarme dans le monde », pour reprendre une expression de Nietzsche. Et il est si proche de notre plus authentique humanité. Comme en contrepoint de ce que M. Crozier écrit à propos d'une certaine jeunesse américaine :

En apparence, c'étaient toujours les mêmes étudiants rapides, ouverts, intelligents, travailleurs. Mais ils étaient tristes, ils n'avaient goût à rien, l'avenir leur semblait bouché... une tristesse simple, sans nuance et sans rémission... Arrivés trop tard dans un monde trop vieux, ils avaient perdu courage. Cela dépassait d'ailleurs la simple indifférence ou l'apathie : on sentait le goût de la dérision, presque une délectation dans l'échec (*Le Mal américain*, Éd. Select, 1981, pp. 56-57).

Oui, les apparences sont trompeuses. Nous maquillons le visage de la crise présente en ce qu'elle a proprement d'humanité blessée et ravivée. Les tiers nous révèlent ces choses mieux que tout autre. Mais ils nous indiquent en même temps les voies de dépassement. Je pense à ce jeune prisonnier réhabilité qui résumait ainsi sa remontée des enfers : « J'en étais venu à penser que la société... la vie... ma vie, c'était du fumier, jusqu'au jour où dans le fond de mon désespoir et dans la nuit de ma détresse, j'ai compris qu'avec du fumier, les cultivateurs font de bons légumes et de beaux fruits. Alors j'ai consenti à reprendre mon élan de dépassement. C'est souvent au plus creux, au plus noir du drame que jaillit une veine d'espoir cachée qu'une vie toute en surface ne saura jamais soupçonner ».

[204]

Jean Vanier, fondateur de l'Arche, une institution vouée aux grands handicapés, traduit « en pratique » les propos que nous venons de lire :

Il venait d'arriver à l'Arche où les handicapés sont chaleureusement accueillis, tout en étant amenés à jouer un rôle actif dans leur foyer. Mais on ne savait que faire avec ce dernier venu, le plus éclopé de tous, totalement dépendant parce qu'à la fois perclus, sourd et bègue. Il est de ces détresses humaines qui vous coupent et le souffle et les jambes ! Après un long moment de réflexion, sur un bout de papier, je lui écrivis : « tu es peut-être celui dont nous avons le plus besoin. Si toi, le plus mal pris de tous, tu gardes le sourire et l'espérance, les autres sauront qu'il est possible d'être heureux ici, de maçonner sa pierre pour une maison fraternelle et de se battre pour la meilleure réhabilitation possible »...

Mais comment inviter un autre à pareil héroïsme, me demandais-je avec inquiétude et mauvaise conscience ? Le nouveau venu resta long-

temps l'oeil rivé au message. Allait-il se révolter ? Qui le lui reprocherait ? Ce creux de silence d'une rare gravité est insupportable pour un bien portant. Seuls ceux qui ont souffert savent mûrir du dedans ce qu'ils ont à dire. Lentement, l'handicapé releva la tête. Un regard de feu dans le plus sein des sourires signifiait son acquiescement au défi. Sous la cendre de sa dépendance, cet homme allait devenir la braise permanente de ce foyer d'humanité.

Les handicapés sont plus de 300000 au Québec, protégés par des lois avant-gardistes, par un Office bien à eux, par des services de tous ordres, par plus de 500 associations. « Qu'ont-ils à se plaindre ? On ne saurait faire mieux... pour le moment ! » Mais les meilleures structures pour les encadrer et les soutenir pourraient bien renforcer leur isolement et rehausser les barrières entre eux et nous. Dans la parabole de Lazare, le fossé infranchissable dans l'Au-delà symbolise les Palissades [205] dressées sur terre entre les intégrés et les exclus, entre les « normaux » et les « déchets humains » du progrès comme de la nature. Le village d'autrefois gardait en son sein ses canards boiteux. On dit même que la civilisation est apparue, entre autres indices, lorsque les humains ont cessé de s'en remettre à la loi aveugle et unique de la sélection naturelle des plus forts.

Oui un test d'humanité : les handicapés vont circuler davantage avec nous. Ce contact direct peut aussi bien renforcer les préjugés des uns que favoriser l'appropriation des autres. Nous aurons, pour la plupart, à faire la vérité du coeur et du geste au plus profond de nous, dans la mesure où le modèle de base le plus contraignant de notre société, c'est d'être jeune, beau, intelligent, riche, en santé, décontracté et sans contrainte. L'handicapé est souvent l'opposé de cette copie conforme.

Il y a quelque chose de faux dans l'exaltation des performances de certains êtres exceptionnels qui ont vaincu leur handicap. Quelque chose d'artificiel comme l'homme de six millions, comme la femme bionique. On n'a pas été loin dans le regard qu'on pose sur Roxanne Laflamme, Solange Dion, Terry Fox, ou sur le courageux Claude Brunet. Ils ne nous parlent pas le langage du héros fabriqué, mais de l'humanité la plus radicale. Quelle ironie ! L'intérêt pour les surhommes et les extra-terrestres grandit avec la déshumanisation. De même la quête du bonheur à n'importe quel prix s'accompagne de l'incapacité

de faire face au moindre malheur de la vie. Il n'y a pas loin entre le prêt-à-jeter des choses et celui des personnes. Le courage patient de la réhabilitation chez les handicapés a beaucoup à nous enseigner. Peut-être avons-nous à découvrir que nous avons davantage besoin d'eux, qu'eux de nous ! Comme un courant chaud dans une société de plus en plus froide.

[206]

Dans les grands mouvements historiques comme dans les profondes mutations de civilisation, les sauts qualitatifs en humanité sont venus d'un nouveau regard, d'un nouveau questionnement, d'une nouvelle pratique sociale en relation avec la condition humaine la plus radicale. Qu'il s'agisse de la place et du rôle du pauvre dans la tradition judéo-chrétienne, qu'il s'agisse du statut de citoyen accordé à tous dans la démocratie, qu'il s'agisse du prolétaire et des conditions sociales nécessaires à la liberté pour tous dans le socialisme, qu'il s'agisse de l'homme conditionné par les déterminismes dans le freudisme et les structuralismes modernes, qu'il s'agisse de la nouvelle conscience post-capitaliste et post-marxiste dans l'affirmation contemporaine des droits humains fondamentaux. Il faut nous demander si nous avons bien compris et bien maîtrisé ces révolutions successives. Par exemple, sommes-nous capables d'une même longueur d'onde avec ces tiers qui n'ont que leur humanité nue à mettre dans la balance ? Un professionnalisme qui se refuse à se situer dans ce grand courant historique de civilisation est un contresens. Son premier test de vérité se trouve dans les milieux humains d'implantation.

Vers des stratégies de milieu

Le monde des tiers exige des solutions « longues », des temps et des espaces de maturation plus denses, plus complexes, plus suivis, des pratiques plus organiques, mieux intégrées. Or, ils se retrouvent le plus souvent dans un tout autre contexte institutionnel et professionnel où les relations et les interventions sont courtes, ponctuelles, segmentarisées, où rarement l'être est assumé dans son entièreté. Combien

d'expériences réussies doivent beaucoup à la touche humaine d'un éducateur, d'un travailleur social, d'un psychiatre, d'un chef de [207] service et de son équipe ! À la clinique de l'hôpital, chez nous, il y a un jeune psychologue qui sait gagner la confiance des enfants et sait faire avec eux des choses fantastiques. Je crois qu'il le doit à sa touche humaine... chaleureuse, empathique, compréhensive. Nous savons les dangers de trop fortes identifications. Mais que diable, pour écarter tout risque, préférons-nous que l'enfant soit ballotté d'un service à l'autre, d'un spécialiste à l'autre sans trouver nulle part un être humain avec lequel il pourrait vivre un rapport personnel global, ou du moins un minimum d'identification ?

On a démystifié la rhétorique chrétienne d'hier qui s'accompagnait parfois de pratiques douteuses. Ce plaidoyer partiellement vrai ignore, par ailleurs, certaines touches humaines de gratuité et de générosité de plus en plus rares. Le professionnalisme moderne a inventé ce que j'appellerais la bienveillance froide... savamment distancée, aseptisée et tamisée par tout un appareil complexe de filières administratives, de normes professionnelles et syndicales, et même de justifications « scientifiques ». Finalement on renvoie la responsabilité à la société en général. Une autre rhétorique quoi ! Cette référence à la société se drape de haute conscience politique. Mais celle-ci se fait tout à coup silencieuse devant l'écart scandaleux entre des structures professionnelles riches et la condition souvent très pauvre des tiers et de leurs milieux qu'on prétend aider.

Dans cette perspective, aucune pratique professionnelle ne peut s'épargner d'être en même temps une pratique sociale. Cet ouvrage en a fourni plusieurs exemples. Dans un contexte social marqué de nombreux éclatements, il y a souvent si loin entre l'expertise professionnelle et la situation de ceux qu'elle veut rejoindre et aider. Le professionnel ne fait guère avancer les choses, s'il ne sait pas les écouter, s'il ne sait pas [208] grand chose sur leur milieu, sur ce qu'ils peuvent déjà faire par eux-mêmes, s'il ne sait décoder leur langage à eux, s'il ne tient pas compte de leurs rythmes d'évolution, de leurs façons d'agir et de penser, de leurs possibilités d'apprentissage, si les solutions proposées leur sont incompréhensibles et inaccessibles, s'il n'y a pas de stratégie des petits pas qui redonnent confiance. C'est le monde des tiers qui vit le plus durement cet écart entre ce qu'on leur offre ou leur demande et ce qu'ils sont, ce qu'ils peuvent faire. On me dira que j'ex-

prime ici des évidences. Et pourtant, malgré leur silence et souvent la peur des représailles, les tiers nous en disent assez pour qu'on comprenne comment on les traite dans certains bureaux professionnels. *Tout se passe comme si la récession économique et ses insécurités déclenchaient une nouvelle agressivité contre les tiers improductifs chômeurs ou assistés.* (Dans un sondage récent, 80% des Québécois approuvaient le contrôle à domicile des assistés sociaux).

Le monde des tiers exige aussi une pratique de concertation, une pédagogie sociale commune. Le citoyen ordinaire (plus encore le marginal, l'handicapé, le prolétaire) connaît une profonde dispersion sociale et mentale en passant d'un secteur à l'autre. On lui demande une cohérence individuelle qui n'existe même pas dans le champ institutionnel et politique. Il faut rappeler ici une donnée évidente, extrêmement importante qu'on a trop souvent perdue de vue : c'est toujours le même homme qui véhicule des attitudes semblables à la maison, au travail, à l'école, à l'hôpital, à l'agence sociale, dans le bureau du médecin ou de conseiller de main-d'oeuvre. N'y a-t-il pas là précisément une requête fondamentale pour inventer une assiette minimale de pédagogie sociale commune ? Cet objectif majeur pratiquement inexploité pourrait peut-être forcer l'éclatement des nouvelles féodalités corporatistes qui défient toute [209] concertation structurelle, interprofessionnelle, interdisciplinaire, inter-institutionnelle.

J'ai mis plusieurs années pour roder une équipe pluridisciplinaire effective. Quand je fais le bilan de cette expérience, je me rends compte que les plus gros défis ne furent pas d'ordre structurel, scientifique ou technique. Notre petite entreprise ressemblait à certaines écoles communautaires où l'on ne réussit même pas à mettre sur pied une équipe d'enseignants. Vous savez ces modules d'autogestion étudiante pilotés par un enseignant asocial, incapable de la moindre concertation avec ses collègues. Trêve d'ironie ! Nous avons admis d'abord la pauvreté de notre conscience sociale, de nos pratiques sociales : en contradiction avec nos objectifs idéologiques d'autodéveloppement collectif. Pourquoi avons-nous tant de difficultés à constituer une équipe de travail ?

Il y avait là aussi une compétence à développer, une pratique commune à inventer. Avec la conviction que personne de nous ne pouvait faire fi de cet investissement. Après avoir rationalisé sur les obstacles administratifs, il a bien fallu admettre que leur levée nous

mettait devant nos vraies raisons et nos sentiments réels. À force de reporter le problème sur les pouvoirs d'en haut, nous ne savions plus la solidarité horizontale, entre pairs, ses exigences internes, ses dynamismes existants ou possibles. C'est pourtant le premier test de vérité d'une institution qui se veut démocratique. Toute structure vaut humainement par les « nous » quotidiens qui en font un tissu social vivant et fécond. Suis-je partie prenante d'un « nous » dans ma boîte ? Comment, sans cette appartenance de base, pourrions-nous découvrir ou susciter des « nous » libérateurs et créateurs chez les tiers eux-mêmes ?

[210]

- Le monde des tiers a besoin d'institutions plus cohérentes et plus efficaces. Il est inadmissible qu'on oppose d'une façon aussi simpliste et manichéenne la logique administrative, la logique syndicale et la logique professionnelle. J'ai vu tellement de situations aberrantes depuis vingt ans ! Que d'énergies perdues dans des affrontements qui défiaient le bon sens le plus minimal ! Guerres de tranchées ou guerre d'usure, guerre froide ou guerre des nerfs où le moindre accident de parcours est sur-dramatisé au point de compromettre la marche de toute l'institution. J'ai été témoin de revendications qui n'auraient été gérables dans aucun régime institutionnel réel ou imaginable. J'ai vu des syndicats qui défendaient des comportements a-sociaux d'individus, et cela à l'encontre de leur propre idéologie de solidarité. J'ai vu des gestionnaires acheter la paix sociale au grave détriment des tiers avec un fatalisme désarmant.

Quand s'additionnent un technocratisme administratif, un corporatisme professionnel, un syndicalisme d'obstruction systématique et un individualisme forcené, il ne reste plus grand espoir d'humanisation et d'efficacité institutionnelle. J'ai pensé, un moment, que les choses allaient s'améliorer ; après tout, il s'agissait de jeunes institutions... de jeunes administrations... de jeunes syndicats. Il fallait donner chance aux coureurs durant cette période de rodage. Certes, il y a eu progrès en certains endroits. Mais au bilan, la mentalité et les comportements ont peu changé à ce chapitre.

Les conventions collectives sont de plus en plus compliquées et demeurent des carcans institutionnels incroyables. Tout le monde s'en

plaint, mais rien ne change. On se protège les uns des autres plutôt que de chercher à préciser comment on peut travailler les uns avec les autres. Les critères de compétence, d'efficacité, de service, d'appartenance institutionnelle, malgré les [211] déclarations d'intention, cèdent le pas à des pratiques qui contredisent ces conditions nécessaires à la promotion de tiers déjà en situation bien fragile, et souvent dramatique. Je l'avoue, je suis pessimiste à ce chapitre. L'opinion publique n'est alertée qu'au moment des crises aiguës, et pourtant il s'agit d'un climat permanent en combien d'institutions. L'administration passe un temps fou à régler des problèmes de personnel et un certain militantisme syndical ne cesse d'en créer de nouveaux. *Le débat public tourne autour de la question des grèves, mais il ignore ou veut ignorer ces pratiques quotidiennes qui minent la cohérence et l'efficacité institutionnelles.* Peut-on laisser perdurer pareilles résignations et impuissances des uns et des autres ?

On dirait que l'irresponsabilité grandit avec la sécurité d'emploi absolue, alors qu'on s'attendrait à un comportement opposé. Je vois déjà une levée de boucliers devant cette affirmation que je viens de faire. Et pourtant, j'ai entendu cent fois cette remarque chez des employés profondément scandalisés par l'ampleur et la diversité des abus du personnel dans le secteur public. Malheur à celui ou à celle qui ose dire : « On est ici avant tout pour les malades... les vieillards... les jeunes... la clientèle quoi ! » C'est à croire que ladite « clientèle » a plus d'importance dans des institutions privées et lucratives. *Diabole ! n'y a-t-il que l'argent qui rende vraiment responsable ? Il faudra bien, un jour, poser directement le problème en termes d'éthique sociale. Sinon les partisans de la privatisation n'auront pas de peine à prouver leur plus grande efficacité en soulignant que seuls l'argent et le profit personnel mènent tous et chacun, y compris dans le système public et ses syndicats.* La responsabilité, la productivité et même le souci de la clientèle y seraient meilleurs. N'y a-t-il pas déjà une grande partie de la population gagnée à ce plaidoyer ? Et le discours purement idéologique des [212] Centrales syndicales sera de moins en moins crédible, parce que contredit par les pratiques de celles-ci. Le syndicalisme public, au chapitre de l'organisation du travail et de ses conventions collectives impossibles, devient une des causes principales de la crise globale du syndicalisme et de l'agressivité des citoyens. Des pouvoirs

anti-syndicaux en profitent depuis un bon moment. Les tiers qui devraient compter sur le syndicalisme comme allié perçoivent de plus en plus celui-ci comme un organisme qui poursuit avant tout ses propres intérêts, tout comme les forces capitalistes. Il n'y a de différence qu'idéologique. La pratique est la même, avec cette différence que l'un de ces deux mondes se justifie au nom des tiers eux-mêmes. Manoeuvre on ne peut plus détestable !

- Enfin le monde des tiers exige des stratégies de milieu. Redisons que les éclatements récents ont frappé des milieux entiers et que les problèmes de travail, de santé, de sécurité, d'éducation, d'habitat, de coût de la vie y sont de plus en plus interdépendants. Ce qui commande qu'institutions et intervenants s'articulent davantage les uns aux autres. C'est une condition de base pour poser ces problèmes en termes politiques et pour rejoindre dans un contexte circonscrit et concret les causes structurelles socio-économiques et politiques des problèmes individuels rencontrés. Il serait contradictoire que dans le système public on sépare l'individu de ses rapports sociaux dans le sillage d'une idéologie de privatisation contraire à la solidarité sociétale qu'appelle un tel système. Si le syndicalisme lui-même accentue par son taylorisme institutionnel la division des tâches, la division du personnel d'une même institution, il compromet une des premières assises de cette solidarité sociétale. Comment régénérer des milieux si les institutions les mieux équipées n'arrivent même pas au moindre projet commun, à la moindre communauté de [213] travail ? Comment aider des tiers à se prendre en main personnellement et collectivement dans des institutions qui n'y parviennent pas malgré leurs énormes ressources... publiques à part ça ?

Ne voir ici qu'une idéologie « communautariste », c'est faire la preuve qu'on a fait une bien piètre analyse sociale. En effet, les structures sociales sont devenues de purs appareils qui tournent sur eux-mêmes dans la mesure même où elles ont été pensées, mises en place, gérées et opérées sans liens ni échanges véritables avec leur milieu d'implantation. Le plus grave problème, ce n'est pas la structure elle-même, mais plutôt le fait qu'elle soit conçue et vécue comme un en soi qui n'a de raison d'être que dans son fonctionnement. Combien de difficultés internes sont tributaires de ce processus d'inversion et d'im-

plosion qui se produit forcément dans une institution enroulée sur elle-même.

Une institution vit, respire, grandit, crée - si elle se veut un organisme vivant dynamique - par de fortes racines dans son milieu, dans cet espace social où se trouvent les autres dimensions de la vie et surtout la trame des institutions, des appartenances, des identités et des dynamismes collectifs. Il y a là un potentiel d'échanges rarement exploité. Je pense à la foule de groupes volontaires dans la plupart des milieux. Groupes qui ont besoin d'être en relation avec les structures vraiment sociétaires pour ne pas virer en club social marginal et centré sur lui-même. De même, l'institution davantage articulée à son milieu sera plus susceptible de développer inversement le sentiment d'appartenance des citoyens à elle-même.

Encore ici, on m'objectera une autre idéologie, celle de la concertation. Je rétorque : si le secteur public ne se concerta pas, s'il ne s'enracine pas dans des [214] collaborations de milieu, il sera de plus en plus grugé par la vague de fond de la privatisation néo-libérale. S'il n'y a de solidarité que pour la nouvelle classe du secteur public, s'il n'y a de solidarité que syndicale et corporatiste, les autres citoyens chercheront des solutions ailleurs. C'est l'un des pires aveuglements de ceux qui veulent défendre, légitimement redisons-le, les acquis positifs de la Révolution tranquille.

Il faut d'abord une interrelation horizontale des services dans un même milieu social, avec une sorte de pragmatisme stratégique pour repérer les dynamismes là où ils se trouvent. Après une vingtaine d'années de travail dans ce genre de démarche, je me rends compte des terribles limites du regard scientifique ou professionnel pour saisir les dynamismes existants ou possibles d'un milieu. On n'a pas vraiment équipé la plupart des professionnels au chapitre des pratiques sociales. Comment ne pas souhaiter un échange plus soutenu et systématique entre les intervenants d'un milieu donné pour préciser ensemble une pédagogie sociale qui aura une force démultipliée si elle est présente aux divers circuits du milieu. Les citoyens, surtout les plus démunis, seront alors moins dépaysés en passant de l'école au CLSC, de la clinique médicale au service de réhabilitation, de l'agence sociale au centre de main-d'oeuvre. Il ne s'agit pas d'être présent partout, mais d'être capable de se situer et d'aider les autres à se situer dans un réseau de communication qui relie les instances du milieu. Ne

demandons pas à des handicapés de faire des démarches de liaison que nous n'avons jamais expérimentées nous-mêmes. Si le réseau inter-institutions n'existe pas, si nous n'y comprenons rien, nous avons doublement la responsabilité de prendre les devants pour établir cette première cohérence de base. Elle est plus urgente peut-être que les concertations d'en haut. D'ailleurs elle rendra celles-ci plus réalistes. Dans une perspective [215] d'autodéveloppement à long terme, je verrais trois étapes :

D'abord des services qui s'ouvrent au milieu par certaines communications bilatérales.

Puis des services qui se définissent de plus en plus en fonction du milieu.

Enfin, des services définis par le milieu lui-même.

Le professionnalisme inverse cette logique. Il façonne des services qui ne pourront jamais être des éléments constitutifs du milieu, des lieux démocratiques de co-responsabilité et d'auto-prise en charge. Ce qui est évident dans ce renversement de perspective, c'est qu'on ne pourra plus établir des règles du jeu et des critères de compétence en dehors d'un champ social concret. Que de fois l'univers instrumental et professionnel des services, apparemment neutre et objectif, sert d'écran pour camoufler les intérêts et les pouvoirs de ceux qui les ont en mains. Pour protéger cette situation de fait, on répétera d'une année à l'autre que les gens ne sont pas prêts. Même les concessions décentralisatrices d'en haut ne changeront pas grand-chose, si les unités locales des services ne savent pas se concerter d'une façon efficace et démocratique avec les gens concernés.

J'ai évoqué plus haut le potentiel sous-utilisé des groupes volontaires et aussi leur tentation de se centrer exclusivement sur eux-mêmes. Mais l'expérience m'a aussi appris qu'ils peuvent être très ouverts à des projets plus larges qui concernent l'ensemble du milieu. Le réseau public est celui qui est le plus en mesure de situer les problèmes dans l'ensemble, précisément à cause de sa position stratégique. *Dynamismes locaux et génie des [216] ensembles sont inséparables dans une culture et une pratique urbaines progressistes.* J'ai déjà donné des

exemples de réussites étonnantes et de collaboration efficace entre des réseaux d'entraide et d'entrepreneurship, entre des institutions sociales et de jeunes entrepreneurs financiers ouverts à des projets utiles pour le milieu. Écarter a priori de telles possibilités, c'est une fois de plus s'enfermer dans un manichéisme inhibiteur de l'action et générateur de conflits régressifs et artificiels. Faut pas aimer la vie pour se complaire dans un tel climat débilitant qui finit par décourager toute volonté politique commune et surtout un vivre ensemble sain et créateur. Est-ce qu'une petite société comme la nôtre peut faire sa place sur ce vaste continent, sans de solides bases sociales, sans valorisation de la créativité, de l'excellence, de l'entrepreneurship, sans concertation des dynamismes et des talents, sans un solide réseau d'institutions bien articulées aux milieux qui sont leur terrain nourricier et leur première raison d'être.

Je ne rêve pas à des consensus, à des alignements, à des unanimités impossibles. Nous allons vers une société de plus en plus diversifiée. Diversité des styles de vie, des modèles sociaux, des expériences, des options de fond, des pratiques. *Plus ces différences vont s'affirmer, plus nous aurons besoin de lieux démocratiques d'échanges, de confrontations et de vouloir vivre ensemble. Car qu'on le veuille ou pas, le seul fait de vivre dans un même milieu, dans une même société appelle un minimum d'assiette commune, sinon, c'est la guerre de tous contre tous, sans le moindre repère de solidarité fût-ce pour découvrir qu'il y a des comportements et des pratiques qui ne seraient pas viables dans n'importe quel régime social ou politique que ce soit.*

Mais retenons surtout l'importance de ce que j'ai appelé des stratégies de milieu où l'on apprend à se [217] situer dans un ensemble humain en tenant compte de l'interrelation des grandes fonctions sociales de base sans pour cela nier la mission propre de chacune des institutions. La crudité des enjeux actuels l'exige. La sociologie historique nous a montré que dans toutes les sociétés il y avait un ou des lieux d'intégration, que ce soient la religion, le système de parenté ou une institution clé. Le pluralisme des sociétés modernes ne saurait justifier l'absence de plate-forme commune. L'État investi de ce rôle clé est de plus en plus jugé comme incapable de le remplir. Mais ce qu'on ne dit pas, c'est que l'État a reposé de plus en plus sur une sorte d'asociété au point de devenir lui-même un substitut de société, vu comme une entité extérieure à la population, et parfois comme son ennemi.

J'ai souligné, dans cet ouvrage, un effet pervers de pareille situation, à savoir ceci : une démocratie libérale où l'État défend l'intérêt général contre des groupes et des citoyens qui ne cessent de le miner tour à tour au nom de leurs intérêts particuliers érigés en absolu. Qu'on arrête d'évoquer le socialisme pour qualifier l'expérience étatique des dernières décennies chez nous. C'est avant tout un faisceau inextricable de corporatismes financiers, syndicaux et professionnels en lutte entre eux et avec l'État qui ont amené la situation présente d'association. La télévision étant la caisse de résonance de cette cacophonie peut nous donner l'illusion du *global village* où tout est dit et vu au su de tout le monde. Mais personne ne me fera croire qu'on peut bâtir une société en l'offrant en spectacle aux citoyens isolés et passifs devant leur appareil. On finit par confondre l'image et le réel. Pas surprenant que le comportement se fasse aussi narcissique et que le combat politique des partis et des corporations en soit un d'image et de spectacle.

[218]

On connaît la vie intime des vedettes lointaines mais on n'est plus capable de vivre avec ses Proches, sauf ceux qui entrent parfaitement dans sa propre image.

Il n'y a plus de société. Voilà ce qu'on n'ose avouer. Et je trouve simpliste ce procès qui fait de l'État, l'unique responsable de cette situation. Que les corporations financières néo-libérales remplacent les corporations de la nouvelle classe du secteur public, cela ne change rien au problème que je soulève ici. Il faudra bien inventer, en tenant compte du pluralisme et de nos valeurs contemporaines, d'autres façons de vivre et d'agir ensemble, en milieu, en cité, en société ou autrement. Je sais que certains peuvent très bien s'accommoder de la situation actuelle. Celle-ci favorise même de fortes individualités bien coussinées financièrement. Et le fait que les institutions, même celles où l'on travaille, ne soient que de pures structures, cela permet de ne pas trop s'y investir pour ne s'occuper que de soi. Et comme on ne veut plus d'attaches familiales ou même affectives, on peut bénéficier de ce vide social pour le remplir de soi.

Mais voilà ! cela devient barbare quand on regarde les choses à partir du monde des tiers et de ses requêtes de justice sociale, de générosité, de solidarité coûteuse. Ceux-là, on ne peut tous les avorter, les parquer en institution ou les passer à l'euthanasie. Ils sont l'humanité qui reste en nous, comme l'enfant peut l'être dans bien des vies d'adultes qui se seraient repliés sur eux-mêmes s'ils n'avaient pas été amenés à risquer quelque chose, quelqu'un, hors d'eux-mêmes. Il y a des dépassements dont on ne peut faire fi pour entrer en humanité ou en civilisation. Le sort des tiers en est un.

Quelle vigueur réclamée, quelle ardeur assidue, obstinée pour devenir homme et civilisation ! Et ce qu'il [219] faut de temps pour faire mûrir une espérance si vite comprise, mais si lente à germer dans la chair de nos résistances et les blessures de notre brève histoire. Est-ce cela le courage ? « Si un jour le regret devait l'emporter, nous aurions cessé d'aimer la vie » (Anne Philipe).

[220]

[221]

LES TIERS.
Tome 3. Pratiques sociales.

CONCLUSION

Pourquoi ce pari des tiers

[Retour à la table des matières](#)

J'ai terminé le dernier chapitre en posant certaines questions cruciales dont on parle si peu dans les grands diagnostics actuels :

Se peut-il que nous n'ayons plus de véritable société ?

Comment se fait-il qu'avec autant de science et d'outils prestigieux, nous nous sentions aussi impuissants ?

Quelles sont les véritables sources du repliement sur soi, de la dépolitisation, de la perte de motivation sociale ?

Pourquoi l'argent est-il devenu le seul moteur, le seul repère, le seul levier non seulement pour jouir de la vie, mais aussi pour définir la politique de l'avenir, et même pour redonner le sens de la responsabilité, comme le laissent entendre nos pouvoirs politiques actuels ?

Mais ne nous trompons pas : ce pouvoir n'est peut-être que le gouvernement que nous méritons. À notre image quoi ! Le rêve unanime des joueurs de loto qui [222] représentent peut-être la majorité des nôtres est du même ordre. Le gros lot, et c'est le bonheur promis et réalisé. Des millions de citoyens contribuent à la fortune d'un seul. L'idéologie néo-libérale n'est pas le lot (!) exclusif d'une minorité de possédants installés au pouvoir ; elle vient d'une mentalité, d'une pratique, d'une philosophie de la vie largement répandues dans l'ensemble de la population.

La diversité des partis et des discours idéologiques masque cette réalité, à savoir des pratiques courantes, quotidiennes de plus en plus a-sociales, pour ne pas dire anti-sociales. Est-il un seul lien humain qui ne soit pas repoussé à la périphérie de cette fameuse autonomie personnelle érigée en absolu... jusqu'à épuisement ? Même les rapports humains les plus vitaux, ceux de l'homme et de la femme par exemple, deviennent éphémères et même définis tels en principe, en nouvelle philosophie de la dite modernité et présentés comme une supériorité par rapport à tout ce que l'histoire des sociétés a vécu jusqu'ici. Un peu plus et l'on croirait que tous nos prédécesseurs se sont radicalement trompés. La véritable humanité vient tout juste de commencer avec l'arrivée triomphale de l'individu autonome sans attache, sans contrainte. C'est la société qui corrompt (encore Rousseau !). Mais de quelle société parle-t-on ? Car la société n'est pas d'abord un système, un État, elle est à sa base ce vivre ensemble d'êtres humains en relation les uns avec les autres. Qu'est-elle devenue cette société ? Existe-t-elle encore ? La question n'est pas farfelue, si on en juge par le discrédit porté sur tous les liens, les rapports humains quelque peu fermes et durables ? Parti des nouvelles élites ce discrédit s'est diffusé dans une grande partie de la population.

Dans cet ouvrage, j'ai fait le pari des tiers comme lieu humain concret pour faire un peu plus de vérité [223] dans les grands débats de l'heure. Parce que, voyez-vous, chez les tiers, la pratique néo-libérale dite de droite et, tout autant, la pratique corporatiste dite de gauche, sont désastreuses. Il y manque l'essentiel de cette générosité sociale qui fait une société humaine... une société tout court. Je ne parle pas ici d'idéologie, mais de pratique réelle.

Qu'est-il arrivé depuis, disons vingt ans, à ces tiers par excellence que sont les enfants ? Quel sort ont-ils connu depuis que nos rapports

sociaux se sont de plus en plus défaits, depuis que nous avons mis en place nos solutions d'adultes pour assurer notre autonomie ? Ont-ils été les cobayes de nos expériences ? Les otages de nos luttes de pouvoir en privé comme dans la foire d'empoigne de nos institutions les plus vitales comme l'école et les services sociaux ?

Mon pari des tiers n'a pas été que critique. Je l'ai fait parce que ceux-ci représentent un grand levier d'humanisation d'une société. On a dit qu'un des plus beaux progrès de l'histoire a été cette attention aux êtres les plus faibles, à ceux qui n'ont que leur humanité. Justement parce qu'ils n'ont que leur humanité. Comme un enfant. C'est là où se posent les vraies questions en termes proprement humains. J'ai aussi appris cela dans la tradition chrétienne où Dieu se présente dans le monde sous les traits d'un enfant, comme pour nous indiquer que l'enjeu décisif est là. C'est à partir de ce repère-clé qu'on juge d'une philosophie de la vie, d'une pratique sociale, d'une politique, d'une société. À ce niveau d'humanité, on ne peut plus se gommer d'idéologie et de rationalisation commode pour l'esquive. Je ne parle pas de morale non plus. Je dis : qu'est-ce qui arrive chez les tiers déclassés présentement ? Qu'est-ce qui se passe chez les enfants ? Consentons-nous vraiment à aller au bout de la question sans sauter tout de suite sur [224] nos nouveaux besoins infinis d'autonomie sans attache ni contrainte, ou pour faire dériver le problème dans un grand discours sur l'État, la société, les pouvoirs établis, et quoi encore de la même eau sans cesse repassée au chlore des mêmes clichés d'une même critique sans cesse répétée mais jamais confrontée aux vraies pratiques quotidiennes.

Peut-on, dans les circonstances, se limiter à démêler les questions de structures, de statuts, de pouvoirs, d'allocation de ressources, ou encore l'imbroglio idéologique plus complexe que ne le laissent entendre les étiquettes politiques : droite-gauche, conservatisme-progressisme ? Ces grandes décisions politiques que de part et d'autre on appelle, fût-ce dans des directions différentes ou opposées - ces grandes décisions politiques reposeront sur quelles bases démocratiques, sociales ou tout simplement humaines ? Oui, que se passe-t-il au juste chez les citoyens eux-mêmes ? Il faut le redire : nos discours idéologiques, malgré les apparences, s'éloignent de plus en plus des pratiques réelles des uns et des autres. Les sondages d'opinion nous révèlent que le consensus sur des politiques sociales universelles et

généreuses demeure. Mais qu'en est-il des vrais comportements quand il s'agit de « payer » cette solidarité de base, de sacrifier certains droits acquis, de remettre en cause son propre style de vie, son confort maximum, ses habitudes de consommation, son élévation continue de niveau de vie ? Vue non plus du « dire » mais du « faire », la situation réelle pourrait bien être le contraire de ce qu'affirment les sondages. Eh oui ! à ce niveau-là, la majorité des Québécois sont effectivement de cette fameuse idéologie néo-libérale qu'une certaine critique limite à la dite minorité possédante désormais au pouvoir.

Nous étions majoritairement socio-démocrates et nous sommes devenus aussi majoritairement néo-libéraux [225] (l'affirmation est un peu simple, mais elle a sa part de vérité). Croire qu'il s'agit là d'un simple déplacement idéologique ou partisan, c'est une fois de plus quitter le pays réel. Et dire que certains pensent que ce sont uniquement les moralistes qui ont un discours qui tourne sur lui-même sans tenir compte de ce que les gens vivent. Massivement la prose que l'on lit ou entend dans les médias ne mentionne pratiquement jamais ce que devient le discours politique des uns et des autres dans le quotidien des pratiques, des choix, des objectifs, des intérêts, des revendications, des pressions que chacun exerce individuellement et collectivement. À peu près tout le monde se plaint de l'hypertrophie de l'État, mais presque tous continuent d'exiger mer et monde de celui-ci. Au fond, je devrais corriger ma première affirmation et dire que nous sommes à la fois socio-démocrates et néo-libéraux sans même nous rendre compte des incompatibilités et des contradictions qui se cachent derrière ce double discours. Un peu comme ces partisans d'un seul système scolaire public, qui envoient leurs propres enfants dans des écoles privées. Bien sûr, on peut « rationaliser » ce choix concret en disant que le système public actuel est insatisfaisant. Mais le changera-t-on en en sortant ?

Je sais que personne ne peut se vanter d'être pur de toute contradiction. L'expérience humaine elle-même avec ses grands paradoxes : sécurité-liberté, autonomie solidarité, est source de tensions, de conflits, de contradictions, au quotidien comme en politique. Mais il arrive que certaines contradictions non reconnues, non avouées, non critiquées, non assumées aient des effets pervers. Quand une pratique comme celle de l'autonomie personnelle est exercée en opposition avec celle de la solidarité, elle produit ces travers narcissiques que je

viens de mentionner. Le comportement inverse est aussi piégé. Dans cet ouvrage sur les tiers, j'ai essayé de [226] montrer comment ceux-ci peuvent jouer des rôles révélateurs, libérateurs et incitateurs de dépassement, sans laminer ces grandes dualités de la vie individuelle et collective, quotidienne et politique. Un enfant, par exemple, a autant besoin de solides liens humains que d'expérience progressive d'autonomie personnelle. On me dira que c'est un truisme, que tout le monde est d'accord sur une telle évidence. Alors il faudrait m'expliquer pourquoi nos idéologies en lutte séparent et opposent ces dimensions de la vie qui sont en étroites relations dans l'expérience humaine de base. C'est précisément là où se logent les tiers.

En dénonçant le manichéisme idéologique qui a relayé le manichéisme religieux de notre histoire d'ici et d'ailleurs en Occident, j'ai pu à mon tour glisser dans un autre manichéisme, celui de présenter les tiers démunis comme des « purs », des « saints », des « victimes sans taches » face aux impurs qui se disputent avoir et pouvoir précisément sur le dos des tiers. J'ai essayé d'éviter ce piège d'abord en explorant les divers types de tiers, en soulignant des pratiques aliénantes chez les tiers eux-mêmes. Je me suis refusé aussi à ériger en absolu des références comme l'égalité, ou à démoniser le pouvoir, la science, la technologie, la réussite, etc. Mais, je dois avouer que j'ai cédé plus d'une fois à ma pente idéaliste, à mes propres tentations manichéennes. Au bilan, je garde la conviction que ce plaidoyer à partir du sort des tiers peut être utile, et même nécessaire pour comprendre et assumer certains enjeux cruciaux dont j'ai fait état dans cet ouvrage.

Le sort des tiers, en bout de ligne, est une sorte de révélateur cru et dru des choix sociaux que nous faisons et des autres choix que nous ne voulons pas faire. Au fond, dans la récente période de prospérité, nous pouvions mettre en marche toute la panoplie de solutions [227] qui nous apparaissaient nécessaires pour répondre à tous les besoins, à toutes les aspirations. Nous ne pensions pas, nous n'agissions pas en terme de choix, i.e. en terme de délibérations et de décisions qui amènent consciemment et « critiquement » à sacrifier certaines choses pour en développer d'autres. Création de richesses et distribution de richesses allaient de pair, comme le renforcement de l'État et l'épanouissement des individus, comme la mobilité socio-économique ascendante et des politiques sociales généreuses pour les tiers. Or, une des conséquences de la crise des années 80, c'est que nous soyons

maintenant confrontés à des choix, des vrais choix... difficiles, coûteux, particulièrement au chapitre des tiers déclassés par la crise et au chapitre des investissements en économie et en éducation pour foncer dans l'avenir ; ce qui ne peut se faire sans de lourds sacrifices *dès maintenant*.

Le défi devient un test de vérité pour les individus, les classes sociales, la société entière. Quels sont les vraies motivations, les pratiques effectives, les objectifs réels des uns et des autres ? Quelle sorte de société avons-nous pour affronter ces tâches ? Qu'arrive-t-il à une société quand la majorité des citoyens, dans leurs pratiques comme dans leurs discours restent dans une sorte de *no man's land* de non-choix. Car c'est peut-être là le drame : refuser de faire des choix, c'est demeurer toujours en-deçà des décisions... c'est ne jamais vouloir se décider dans un sens ou dans l'autre. Notre situation si fragile et si précaire dans cette vaste Amérique nous amène peut-être à jouer sur tous les tableaux, à garder le maximum de cartes en main. Cela peut se comprendre. Mais ma question est autre : joue-t-on des cartes quand on ne les risque jamais, quand on ne fait pas ou peu de choix, quand on reste dans l'indécision en tant de domaines à la fois ?

[228]

Cette question est en deçà de celle de nos rapports avec le reste du Canada, avec les États-Unis ; elle déborde aussi les scénarios idéologiques sur la table de nos partis-pris politiques. C'est notre comportement individuel et collectif le plus vital qui est en cause, celui de la gestion quotidienne de notre vie, de nos milieux, de nos institutions. Combien de grandes opérations de consultation, de participation, de dit contrôle démocratique, d'enquête ont servi d'abord à remettre à plus tard des décisions à prendre, et cela avec la complicité des uns et des autres. Nous avons Peur de décider. L'autorité chez nous est souvent exercée avec des sentiments de culpabilité qui correspondent peut-être aux sentiments d'infériorité cachés derrière un égalitarisme formel.

Appartenance(s), une question majeure

Je parle ici, plus précisément, des Québécois francophones de souche et je n'ignore pas que le Québec d'aujourd'hui connaît une forte diversité d'identités, d'appartenances, d'orientations culturelles et idéologiques. Je ne saurais oublier qu'il y a quatre-vingts communautés culturelles différentes chez nous et qu'il y a là un jeu très complexe de tiers entre ce qu'on a appelé d'une façon peut-être un peu trop simple : francophones, anglophones et allophones. J'ai traité cette question dans le premier ouvrage. Au sein de ma propre souche historique francophone, on ne peut plus parler d'homogénéité culturelle. La distanciation entre culture et religion chez plusieurs des nôtres en est un bel exemple. Et s'il y a une certaine homogénéité, elle est plutôt dans les pratiques de consommation !

Je tiens à dire que cette diversité, ces différences ont des richesses et que nous ne pouvons pas penser le pays réel en termes de monoculture. De là à penser la [229] culture uniquement comme un territoire imaginaire c'est une toute autre affaire qui relève d'une pure vision de l'esprit. S'il ne reste de la culture et des cultures que des territoires imaginaires, de la politique que des débats idéologiques abstraits, de la pratique sociale que des rituels de droits et de lois, de la religion que de vagues résidus folkloriques, on risque de n'être planté nulle part, de n'avoir aucun lit de source ou de rivière, et enfin de compte de ne plus trop savoir qui l'on est.

Il arrive que certains membres des autres communautés culturelles du Québec, soucieux très légitimement de leur identité et de leur différence, raisonnent comme s'il fallait que cette souche historique francophone mette en veilleuse sa propre identité (qui, bien sûr, n'a pas l'homogénéité d'hier), comme si nous étions coupables même de dire « nous », de nous dire un peuple, un sujet historique qui apporte un qualificatif important - *non pas le seul* - pour faire du Québec une so-

ciété distincte, différente du reste du Canada, de l'Amérique. Évidemment, nous sommes aussi nord-américains, canadiens. Mais nous sommes aussi autres, non pas seulement dans notre imaginaire culturel, mais aussi dans une histoire que nous avons en propre, dans une conscience et une expérience d'être différents. L'ultime aliénation serait de nous interdire à nous-mêmes de donner un nom propre à cette identité. Le nom propre Québécois est une sorte de tabou en certains milieux, un peu comme ces tiers sans nom dont j'ai parlé dans cet ouvrage, et qui se terrent dans l'anonymat pour se faire pardonner d'exister comme tels. Cette expropriation du dedans est plus grave que toutes les autres du dehors parce qu'elle mine notre confiance en nous-mêmes comme individus, comme peuple.

Dans cet ouvrage sur les tiers, j'ai peu parlé de cet aspect du problème. Et je crains ici qu'on réduise mon [230] interrogation sur la crise des appartenances à un discours d'idéologie nationaliste. Je tiens donc à expliquer le sens que je donne à cette appartenance particulière qui est un facteur de réalité avant toute considération idéologique, Je suis, entre autres appartenances, de cette souche historique francophone québécoise et je suis inquiet, très inquiet de la crise que connaît mon peuple, ce peuple auquel je suis profondément attaché. Le film désormais célèbre de Denys Arcand, *Le Déclin de l'empire américain*, est peut-être une des expressions les plus brutales de notre situation. Chez tous les acteurs de ce drame, il n'y a aucune appartenance significative. Que des individus de plus en plus « éclatés », de plus en plus incapables de communiquer entre eux, sans compter des discours abstraits, apparemment universels mais sans rapport avec les expériences, les pratiques réelles des uns et des autres. Il ne reste qu'un seul repère commun : *la copulation*. Or, là aussi c'est l'échec. Je me demande vraiment ce que vient faire le titre : « le déclin de l'empire américain », comme si celui-ci était le grand responsable de notre propre mal de vivre. Toujours les autres qui sont responsables ! Même de l'échec sexuel ! Mais d'où viennent donc ces dérives successives de la politique, de la culture, de l'économie... et de l'affectivité ? Consentirons-nous enfin à regarder du dedans, non pas nos fantasmes, mais notre réalité, nos vraies pratiques ? Fût-ce celles qui concernent nos propres enfants. Dans ce film révélateur, ceux-ci n'ont d'existence que comme gêneurs.

Certains diagnostics des derniers temps prétendent que les Québécois, surtout depuis le fameux Référendum, n'ont jamais eu autant le goût de ressembler aux Américains. Tous les critères d'identité dits traditionnels ou modernes : canadiens-français, catholiques ou québécois n'auraient plus de pertinence. Même pas la moindre spécificité culturelle. Reste bien une histoire qui nous [231] est propre, mais il vaut mieux ne pas en parler, parce que nous en avons tellement honte. Serions-nous devenus étrangers à tout ce qui a fait ce que nous sommes ? Plus à l'aise chez les autres qu'entre nous ? C'est ce que laissent entendre les plaidoyers à la mode. Le Canadien errant quoi ! Nomade de nulle part, sans véritable appartenance. Les Américains, les Anglais ou les Français tiennent à leur identité. Pas nous ? C'est même devenu une tare que d'y croire un peu.

Notez l'addition des négations : on n'est plus catholiques, on n'a plus de culture spécifique, on ne se réclame plus de la seule histoire qu'on a en propre, on a honte d'avoir pensé à une certaine indépendance politique, on s'est illusionné avec les nouveaux mythes de la Révolution tranquille et d'un État fort, on ne veut plus d'une quelconque référence idéologique, du moindre projet collectif. Qu'on ne nous parle plus de solidarité, de communauté, de milieu, de concertation... de famille, de natalité, de morale. Foin de la québécutude des intellectuels dépassés. Foin du virage technologique. Foin des épiceries et des comptables au pouvoir.

Alors je demande : où est-ce qu'on se loge ? Qu'est-ce qui a encore du sens ? On ne vit pas de négations. Bien sûr, il y a le « moi » auquel on peut vouer un attachement infini. Mais ce moi a besoin d'une foule de services pour vivre. Pourquoi les autres se préoccuperaient-ils de moi, si je ne me sens aucune obligation vis-à-vis les autres ? Bon gré mal gré, on se retrouve avec d'autres au travail, dans son quartier, dans les institutions de service. Qu'est-ce qui va fonder des relations viables ? Qu'est-ce qui va motiver l'aide de ceux qui vivent des situations de dépendance, comme les malades, par exemple ?

Aux yeux d'une certaine culture critique toute action concrète avec ses terribles limites apparaît dérisoire. On [232] vous le fait sentir en vous taxant de naïveté, de courte vue, de récupération et de quoi enco-

re ! On vous accuse même de faire le jeu des pouvoirs qui sont, bien entendu, toujours machiavéliques, selon notre bonne vieille tradition manichéenne. Pareille attitude de base chère à la cohorte manifestante du Refus global et de la Revendication infinie (substitut de la Révolution) inhibe en nous le meilleur : la passion de construire, le goût de réussir ensemble, le risque de la vie. Si l'on ne peut s'empêcher de penser globalement, on se doit aussi d'accepter de ne pouvoir agir que localement, dans la plupart des cas. Sinon on est partout, sauf là où l'on est. N'est-ce pas le trait caractéristique d'une culture qui ne trouve de noblesse que dans sa hauteur critique... de plus en plus nihiliste.

Je ne récus pas pour cela l'importance de la fonction critique nécessaire au débat démocratique. Je n'ignore pas non plus les inévitables luttes sociales et politiques au service d'une authentique justice, et aussi les ruptures historiques qui ouvrent de nouveaux chemins d'humanité. Nous n'habitons plus le même espace idéologique. Cette diversité est une richesse, je le réaffirme. Elle ne cesse d'ouvrir à l'autre, à l'autrement. Mais est-ce une raison pour relativiser sa propre identité, ses propres enracinements, ses propres assises historiques au point de ne leur reconnaître rien qui justifie une profonde loyauté, une valeur digne de respect, un potentiel de créativité ?

Voyez, à titre d'exemple, l'affadissement des grandes fêtes qui ont toujours été un lieu d'expression des appartenances. Bientôt, il n'y aura que son propre anniversaire qui aura encore un peu de sens. On s'est moqués des Américains qui ont fêté dans tout le pays leur indépendance autour de la statue de la liberté. Il n'y aurait eu là qu'une vaste parodie. Mais en même temps, [233] cette critique n'a pas glissé un mot sur l'éclipse de nos propres fêtes collectives. Les plus cyniques diront que nous n'avons plus rien à fêter. C'est vrai que la situation n'est pas rose. Mais n'y a-t-il pas, là-dessous, un refus d'espoir qui devrait nous inquiéter ? Peut-être une vaste et profonde démission. Quelque chose comme une incroyance radicale face au présent, face à l'avenir. « Après nous le déluge », semble dire ma génération, même devant sa propre progéniture. Les tiers sont là qui nous interrogent dans nos attitudes les plus profondes et nos vraies pratiques. Les jeunes sont l'avenir au présent. Peuvent-ils vivre dans une société qui ne se conjugue qu'au présent et qui comme société ne croit plus à son avenir, ni à grand-chose ?

Oh je sais que nous venons de bien des fatigues après tant d'automnes déçus, mais se peut-il que face à de nouveaux embarras, nous en soyons arrivés à ne plus croire même à ce qui nous a fait naître et grandir. Je ne cherche pas à ressusciter le passé. Mais je veux dire clairement et fermement que les dépassements auxquels nous convient les tiers sont impossibles sans de fortes appartenances, sans une profonde foulée historique capable d'aller au-delà d'une politique ponctuelle faite d'expédients, de calculs électoraux et d'intérêts immédiats.

Le pays réel

On tourne vite sur soi-même et en rond quand la vie se réduit au cercle étroit de la toute dernière mode et des nouvelles de l'heure. Sans mémoire de l'expérience acquise et sans dévouement à autre chose que le tout dernier désir du moment, la seule projection qu'on peut en faire, c'est sa propre image qui finit par tenir lieu de réalité. Ce n'est plus soi qui vit mais la *self image* qu'on [234] s'est fabriquée. On imagine (!) ce qu'un tel narcissisme peut donner dans le rapport du parent à son enfant. Celui-ci devra correspondre à l'image de l'adulte et non à sa propre réalité. D'où un jeu factice d'images qui se substitue au réel de l'un et de l'autre et surtout à ce qu'il y a d'irréductible chez l'un et chez l'autre, comme personne, comme être différent, comme parent ou enfant. C'est le plus fragile des deux, soit le tiers enfant, qui en subira les pires conséquences, parce qu'il pourra beaucoup plus difficilement naître à lui-même, à sa réalité, à sa personnalité, et cela à un moment crucial de sa vie.

Le problème n'est pas que psychologique. Nous sommes d'une société toute occupée à produire des images d'elle-même, qui elles aussi tiennent lieu de réalité, de milieu de vie, de politique... sur l'écran d'une télévision permanente qui modèle nos images plus qu'elle ne reflète nos réalités. Le peuple francophone du Québec a tenté son affirmation nationale dans ce contexte narcissique d'images substitués du réel, du pays réel. Il a connu un problème semblable à l'enfant qui ne réussit pas à naître à sa vraie réalité, à sa différence, à sa personnalité propre quand il est tributaire d'un jeu factice d'images. Je n'en fais pas une explication exhaustive de tous nos problèmes psychologiques,

sociaux et politiques. Mais je suis persuadé que c'est là une des causes de notre situation actuelle. Nous ne sommes pas les seuls à connaître de tels défis.

Ce qui me frappe de plus en plus et ce que je retiens du phénomène narcissique largement répandu, c'est la difficulté à naître... à naître au réel, au pays réel. Même le débat idéologique dérive vers le choc des images. La politique-spectacle n'est pas un mythe. Le refus de la vie, la logique de mort qui semblent habiter l'Occident contemporain doivent beaucoup aux traits [235] pathologiques du narcissisme si bien analysés par Christopher Lasch dans son ouvrage : *The Culture of Narcissism*. Il n'est pas facile de naître au réel quand l'image, le « type » idéal est d'être à la fois beau, jeune, riche, instruit, en santé et libre de toute contrainte. Cela, je l'ai redit plusieurs fois dans cet ouvrage sous divers angles d'approche ¹⁰. J'ai fait l'hypothèse de mettre de l'avant la situation des tiers déclassés, parce qu'ils sont les seuls à nous rappeler, dans des circonstances actuelles, que nos discours et même nos pratiques sont souvent hors du pays réel, de l'histoire, de la finitude humaine. Il y a quelque chose d'irréductible chez ces tiers, quelque chose qui résiste concrètement et vitalement aux projections narcissiques. Ce quelque chose, c'est peut-être ce qu'il y a de plus spécifiquement humain.

Un tiers, on ne peut l'estimer et l'aimer que pour lui-même, et non en fonction de son avoir, de son pouvoir, de son savoir, de son statut social et quoi d'autre encore ! Un tiers, c'est un être qui nous renvoie à notre humanité réelle et aux vrais dépassements qui la confrontent. Un tiers, c'est un être gratuit sans poids dans la balance de ces rapports de force auxquels on a rattaché tout le combat de justice, en oubliant que sans générosité et gratuité les justiciers ne se font justice qu'à eux-mêmes.

[236]

¹⁰ Dans les sciences humaines, la toute dernière tendance de pointe est à l'imaginaire, comme lieu privilégié non seulement de la créativité mais aussi de l'initiative historique, de l'entrepreneuriat individuel et collectif, de la volonté politique. Je ne nie pas la part de vérité de cette orientation. Enlevons aux civilisations leurs grandes oeuvres produites de leur propre imaginaire, il ne restera pas grand-chose. Mais ce qui m'inquiète dans ces plaidoyers pour l'imaginaire, c'est la quasi-absence d'analyse du contexte narcissique contemporain qui brise la force d'impact de l'imaginaire sur la réalité historique.

Un tiers, c'est aussi l'autre qui n'entre pas dans la copie conforme de la mode qui nous guide, de l'ordre social ou même de la Révolution qui s'impose.

Cette dernière remarque m'amène à interroger la véracité, l'authenticité, la traduction concrète de ces grands repères de conduite individuelle et collective que sont le pluralisme, le respect des différences, la tolérance, la diversité idéologique, culturelle ou politique. Combien de comportements et de pratiques refoulent les tiers à la périphérie des bien portants. J'en ai décrit les multiples formes parfois d'un raffinement tellement mystificateur qu'on se cache à ses propres yeux et conscience le rejet qu'on est en train de faire. Les tiers évincés, de par sa situation même, peut nous faire comprendre que la tolérance devient anti-humaine, anti-sociale, anti-politique lorsqu'elle se fait complice active ou passive de l'intolérable. Le sort des tiers comme tel peut-il être tributaire d'un simple pluralisme d'opinions ?

Les tiers nous obligent à sonder nos vraies convictions, nos pratiques réelles. Serions-nous devenus, par exemple, une société de clubs sociaux, culturels, syndicaux, patronaux, professionnels, politiques ou religieux, incapables de même imaginer la moindre figure d'une communauté de destin, fussent quelques décisions vitales pour assurer aux tiers une existence décente en les traitant comme de véritables sujets humains de plain-pied. De cette touche humaine fondamentale de justice, de générosité et de dépassement dépend peut-être notre capacité, notre volonté de foncer dans l'avenir avec une pratique de vivant.

Après le procès bien court d'un certain héritage, nous avons voulu vivre au présent. C'était sans doute une rupture nécessaire pour réinventer notre aventure. Mais se pourrait-il qu'enfermés dans l'histoire immédiate, [237] nous trahissions maintenant l'avenir un peu comme nous avons soudainement disqualifié notre passé, abolissant ainsi le projet dans la mémoire désertée ? Je pense particulièrement aux investissements, aux sacrifices, au courage que réclame un futur possible pour cette catégorie particulière de tiers que sont les jeunes. Ce problème nous concerne tous ainsi que la société entière. C'est notre comportement de base, notre rapport global à la vie, à l'histoire, et même notre vision du monde qui sont en cause.

Une véritable conscience historique, en l'occurrence, n'a rien à voir avec ces retours régressifs aux braconnages de naguère. La question

est tout autre : y a-t-il véritable expérience humaine qui ne s'inscrive dans une trame historique ? Y a-t-il peuple ou culture qui ne se décline qu'au présent, par à coups, au gré des expédients, des tournois électoraux ou des combats du jour ?

Se prêter à ce jeu, serait paradoxalement revenir à la survivance tant décriée par les récentes ruptures et réformes, mais cette fois, en maquignonnant sa propre histoire pour ne survivre qu'à soi-même, au grand dam des générations futures.

Je voudrais qu'on me comprenne bien, je parle ici comme Québécois francophone de souche, sans exclusive. Ce long terme, cette trame historique de notre appartenance au peuple d'ici ne nous épargnent pas les tâches propres à chacune des générations, les requêtes combien exigeantes pour dénouer la crise de l'heure présente. Mais nos acquis à défendre effacent-ils la responsabilité de préparer l'avenir des générations montantes ? L'avenir culturel, économique, politique, spirituel à conjuguer.

Les chefs, les partis passent, mais le peuple avec ses institutions, sa culture, sa conscience, son âme se [238] mesure à la foulée de son histoire, de son appartenance et de son courage pour anticiper de nouvelles récoltes dans les semences plus généreuses d'aujourd'hui.

À ce chapitre, le chômage massif des jeunes, leur drame scolaire, leur démoralisation devraient être un motif de plus grande résolution pour traverser et dépasser courageusement cette crise à la fois spirituelle et matérielle. Celle des appartenances n'en est pas la moindre. Quelle politique, quelle économie pouvons-nous relancer, si dans les institutions à vocation la plus humaine, comme l'école ou l'hôpital, administrateurs, syndiqués, professionnels, juristes, révolutionnaires, rejettent, les uns en principe, les autres en fait, même la possibilité de la plus minime communauté de travail ?

Je voudrais rappeler ici une leçon des années 30. Dans le sauve-qui-peut, la crise nous a dispersés davantage tout en disloquant nos plus fortes organisations. Seuls les institutions de long terme, les profondes appartenances, les courages trempés ont tenu le coup.

Depuis un bon moment, nous comptons, pour nous unir sur la lutte contre les menaces extérieures, sans bien mesurer l'effet d'éclatement, l'usure psychique et morale de tant de crises internes exacerbées par-

fois très artificiellement. Souvent dans les institutions publiques, là où nous sommes entre nous (trop, peut-être), nous nous regardons comme de deux rives opposées, sans trop savoir avec précision ce qui nous divise et nous épuise. La majorité des citoyens ne comprennent plus rien à ce jeu social coûteux et débilitant des nouveaux pouvoirs et des anciens. Et que dire du sort des tiers les plus fragiles parmi nous !

Mais qui sait, derrière ce qui se défait, se pourrait-il que d'autre chose naisse et anticipe un nouvel âge ? [239] Nous sommes peut-être en train de nous construire à même nos plus vives contradictions. Ceux qui nous ont transmis les deux Testaments nous invitent à chercher la vie même là où nous ne voyons que des signes de mort. Voilà ce que nous nous sommes dit récemment dans une équipe de travail qui a tenté de faire le point sur notre situation.

Ces conflits qui souvent nous désespèrent, ne sont-ils pas l'envers d'un sens plus aiguïté de la justice et de la liberté, et surtout la recherche tâtonnante de ces solidarités plus radicales que commandent les temps d'austérité à nos portes ?

Ces replis sur la vie individuelle et privée ne portent-ils pas en creux la dynamique politique d'une affirmation du sujet humain qui vaut pour lui-même, de communautés qui veulent se prendre en main face à des pouvoirs qui réduisent la masse anonyme à l'état de simple rouage économique et politique ?

Cette reprise des rapports humains les plus fondamentaux, tels la relation homme-femme, tels l'affirmation des tiers qui n'ont que leurs droits face aux tenants de la force - cette reprise de la vie dans ce qu'elle a de plus radicalement humain appelle une société autre.

Ce choc des besoins les Plus vitaux ramenés par la crise, et des aspirations que nous n'acceptons plus d'étouffer, porte peut-être une volonté de dépassement.

Mais au creux de ces tensions, tout se passe comme si dans la plupart des domaines nous étions livrés à un acte de foi pour avancer. Mettre au monde un enfant aujourd'hui, c'est plus qu'un acte de nature, plus qu'un acte de raison, c'est un acte de foi qu'il faut aller chercher très loin au fond de soi.

Signe, entre plusieurs, des ressources intérieures que nous devons développer non seulement pour sortir de l'impasse, mais pour prendre place comme société dans l'histoire de demain. Les petits peuples ne peuvent pas se conjuguer qu'au présent. Il leur faut sans cesse porter l'avenir à bout de bras. Mais n'est-ce pas là une passionnante aventure de courage et de foi ?

Mais pas n'importe quelle foi. Les tiers, de par leur finitude humaine, contestent toute forme de foi « idéologique » acharnée à un absolu qui, à chaque fois, les a écrasés. L'histoire en témoigne. Ce n'est pas l'absolu qu'on arrache à coups de coeur, de main et de rein, mais bien la « stature d'homme ». Je viens d'une tradition qui se méfie de toute idole, y compris d'un Dieu idole. Jésus de Nazareth a fait des tiers le grand test de vérité de l'humanité, de l'histoire et des horizons que l'oeil n'a pas encore vus.

[241]

Du même auteur

Crise de prophétisme. Montréal, A.C.C. 1965.

L'Église en dehors de l'église. Montréal, Communauté Chrétienne, 1966.

Le Monde et le sacré, 2 vols. Montréal, Beauchemin, 1970.

Vers un nouveau pouvoir. Montréal, HMH, 1969.

Nationalisme et religion, 2 vols, Montréal, Beauchemin, 1970.

Stratégies sociales et nouvelles idéologies. Montréal, HMH, 1971.

Nouveaux modèles sociaux et développements. Montréal, HMH, 1972.

Symboliques d'hier et d'aujourd'hui. Montréal, HMH, 1972.

La Seconde Évangélisation, 3 vols. Montréal, Fides, 1974.

Le Privé et le public, 2 vols. Montréal, Leméac, 1975.

Au mitan de la vie. Montréal, Leméac, 1975.

Des milieux de travail à réinventer. Montréal, Presses de l'université de Montréal, 1976.

Une tentative d'autogestion. Montréal, Presses de l'université de Montréal, 1976.

Pour une pédagogie sociale d'autodéveloppement en éducation. Montréal, Stanké, 1976.

Une philosophie de la vie. Montréal, Leméac, 1977.

Une société en quête d'éthique. Montréal, Fides, 1977.

L'École enfirouapée, Montréal, Stanké, 1978.

Quel homme ? Montréal, Leméac, 1978.

Quelle société ? Montréal, Leméac, 1978.

Au seuil critique d'un nouvel âge. Montréal, Leméac, 1979.

La Nouvelle classe et l'avenir du Québec. Montréal, Stanké, 1979.

Une foi ensouchée dans ce pays. Montréal, Leméac, 1980.

Le Roc et la source. Montréal, Nouvelle Optique, 1980.

De quel droit ? 2 vols. Montréal, Leméac, 1981.

La Révolution affective et l'homme d'ici, Montréal, Leméac, 1982.

Tel un coup d'archet, Montréal, Leméac, 1983.

[242]

***Les Tiers*, Montréal, Fides, 1986.**

Tome 1 : Analyse de situation

Avant-propos :

Introduction : Le tiers « révélateur »

Chapitre 1. Le tiers libérateur

Chapitre 2. Le tiers inclassable

Chapitre 3. Le tiers fonctionnel

Chapitre 4. Le tiers mystificateur

Chapitre 5. Le tiers transcendant

Chapitre 6. Le tiers bouc émissaire

Chapitre 7. Majorité et tierces minorités

Chapitre 8. Marginalité et tiers créateur

Conclusion d'étape

[243]

Tome 2 : Le Manichéisme et son dépassement

Introduction

I. Le manichéisme et ses fondements critiques

- Chapitre 1. Les traits contemporains
- Chapitre 2. Cheminements historiques du manichéisme
- Chapitre 3. Souche chrétienne
- Chapitre 4. Deux prolongements : nihilisme et Dieu pervers

II. Tentatives de dépassement

- Chapitre 1. L'approche ternaire, une réponse parmi d'autres
- Chapitre 2. Paradigmes anthropologiques

- Trois anthropologies comparées
- Tryptique d'orientations des valeurs
- Mémoire, actualité et avenir
- Innocence, expérience et espérance

Chapitre 3. Paradigmes bibliques

- Égypte, désert et Terre promise
- L'étonnant jeu ternaire de l'Évangile

Tome 3 : Pratiques sociales

Fin du texte